



VILLE DE BOULOGNE-BILLANCOURT

Annexe n° 10  
à l'acte reçu le

- 6 FEV. 2019

par le notaire soussigné

LE MAIRE

Ou la demande en date du 2/8/90

Relative à un terrain sis

105 A 157, RUE D'AGUESSEAU  
22 A 62 RUE DE LA SAUSSIERE  
102 A 128 RUE GALLIENI  
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

Formulée par

SCI ILE DE FRANCE-PROMOGIM

Représenté(e) par PROMOGIM MONSIEUR ROLLOY

Elisant domicile 22 RUE DE BELLEVUE

92100 BOULOGNE-BILLANCOURT  
tel.(1) 48 25 46 25

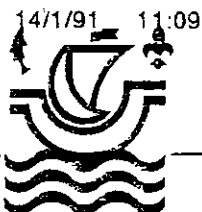
En vue de

CONSTRUIRE UN BATIMENT R+6 A USAGE  
D'HABITATIONS

Concepteur du projet

MONSIEUR MILLAN GEORGES  
ARCHITECTE DPLG  
81 AVENUE ANDRE MORIZET

92100 BOULOGNE-BILLANCOURT  
tel.(1) 48 25 10 36



# VILLE DE BOULOGNE-BILLANCOURT

PC 09201290 4028

REFERENCES CADASTRALES Z082

SURFACE DU TERRAIN 2964 m2 donnée par Cadastre  
Géomètre

ZONE DU POS ZAC Centre ville

BATIMENT	1	2	3	4	5
nombre de niveaux	R+6				
hauteur totale	21,85				
non compris loc. techniques	21,85				
au droit de l'alignement	17,7				
code rue	178				

## NOMBRE DE LOGEMENTS

	avant	après
foyer de personnes âgées		
chambre (<18m2)	0	0
appartements	0	0

foyer de jeunes travailleurs		
chambre (<18m2)	0	0
appartements	0	0

hotel		
chambre (<18m2)	0	0
appartements	0	0

	avant	après
chambre	0	0
studio	0	3
2 pièces	0	25
3 pièces	0	16
4 pièces	0	4
5 pièces	0	1
>=6pièces	0	0
TOTAL	0	49

## STATIONNEMENT

	avant	après
nombre de places	0	71

nombre de places à compenser

## SURFACES HORS OEUVRE NETTE

	Habitations	Bureaux	Act.liées aux bur.	Activités	Commerces	Equipemen publics	TOTAL
AVANT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
APRES	3 602,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 602,4

5 % de la S.H.O. nette sont déduits en faveur de l'habitation  
conformément aux dispositions de l'article R112-2 du Code de l'Urbanisme .

Les S.H.O. brutes et nettes sont calculées conformément  
à la circulaire n° 80/90 du 12 Novembre 1990



**ELEMENTS DU DOSSIER FOURNIS PAR LE PETITIONNAIRE LORS DU DEPOT DU DOSSIER PC 09201290 4028**

- En ce qui concerne la parcelle Z 082 le dossier présenté comporte pas l'autorisation du propriétaire correspondant(référence article R.421.1 du code de l'urbanisme)

- le pétitionnaire n'a pas précisé dans sa demande l'effectif de public reçu- le formulaire de demande d'autorisation de construire (cadre 332) n'indique pas que l'activité envisagée est assujettie aux règles régissant les installations classées (R 421-3-2 du code de l'urbanisme),

**Vu les textes et règlements et notamment:**

- le Code des Communes,

- le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement: article L 421-2-2-b qui prévoit que l'avis du représentant de l'Etat n'est pas requis en raison de la couverture totale du territoire de la Ville par des documents d'urbanisme, et l'article L 421-2-1 qui définit les projets pour lesquels les décisions sont prises au nom de l'Etat.

- le Code de la Construction et de l'Habitation,

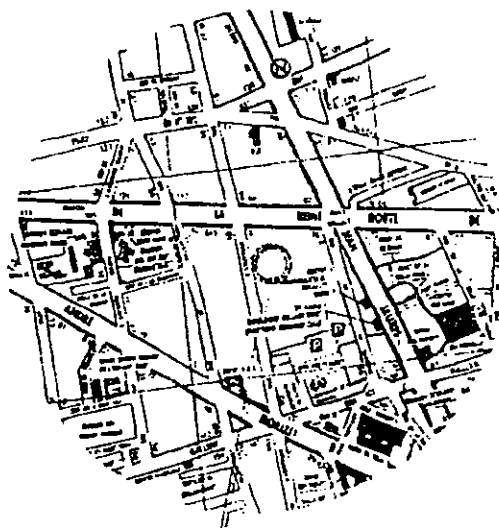
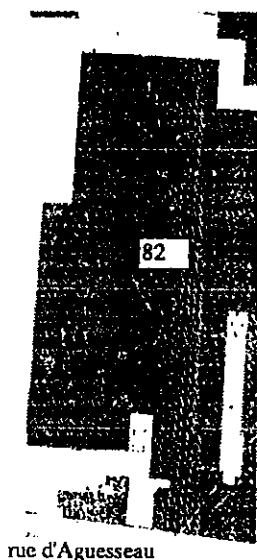
- la loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques,

- le Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC du Centre Ville approuvé le 30 Janvier 1989

- il n'y a pas de règlement de lotissement applicable,

- la délibération du Conseil Municipal n° 60 du 20 décembre 1989, portant la participation pour non réalisation d'une place de stationnement à 54 545 Frs, et ses éventuelles réévaluations,

- la délibération du Conseil Municipal en date du 11 Février 1987, supprimant le plafond légal de densité sur le territoire de la commune,





**LISTE DES PIECES NON FOURNIES LORS DU DEPOT ET NECESSAIRES A  
L'INSTRUCTION DE VOTRE DOSSIER**

NEANT

**PIECES RECUES LE 9 OCTOBRE 1990**

- 5 exemplaires des perspectives en couleur du projet avec les bâtiment voisins(façade rue).
- 7 exemplaires du montage photographique montrant l'insertion du projet dans le site
- 7 exemplaires du descriptif sommaire des espaces verts.

**PIECES RECUES LE 18 OCTOBRE 1990**

- 5 exemplaires du traitement des pignons laissée apparents
- 4 exemplaires détaillés du descriptif des espaces verts (surface, nombre et essence des végétaux)

Les compléments au dossier reçus le 18 Octobre 1990  
n'apportent pas de changement en ce qui concerne la SHON  
n'affectent pas l'aspect des façades  
mettent en évidence le respect des règles des articles 7, 8 et 10 du règlement de POS  
En conséquence il n'y a pas eu lieu de reconsulter les services non concernés





-Vu le permis de démolir n° PD 09201290 3760 en cours de validité car délivré 11 Mai 1990 le soit depuis moins de 5 ans,

### EXAMEN DU PROJET VIS A VIS DES ALIGNEMENTS

-le terrain d'assiette du projet décrit dans cette demande est frappé par l'élargissement à 12,00m de la rue D'AGUESSEAU référencé n° 015 au plan d'occupation des sols de Boulogne-Billancourt au profit de la ville de Boulogne-Billancourt, et repris au plan d'aménagement de zone

Considérant que le projet utilise les droits à construire relatifs à un emplacement réservé au POS

### POINTS PARTICULIERS DU PROJET

NEANT

### DISPOSITIONS PARTICULIERES DU P.A.Z. RETENUES PAR LE PROJET:

-Le projet respecte l'article 6.2.1 en effet le bâtiment est implanté suivant le document graphique du P.A.Z la façade respecte la distance des 17,00m par rapport à l'alignement opposé de la rue d'Aguesseau ..

-Le projet respecte l'article 8.2.2.1 en effet les baies principales de la façade NORD et SUD par rapport aux façades en vis à vis s'inscrivent dans le gabarit  $H=L+3$ .

-Le projet respecte l'article 7.6.2.2 en effet les vues non droites des balcons situés sur la façade rue du 1er au 6ème étages sont éloignées de 0,60m des fonds voisins

-Le projet respecte l'article UBa 10.1.2 en effet, le bâtiment s'inscrit sur la rue d'AGUESSEAU dans le gabarit ( $H=L+3$ ) par rapport à l'alignement opposé.

-Le projet respecte l'article 10.2.1 en effet la hauteur du bâtiment projeté est de 21,85m pour 31,00m maximum.

-Le projet respecte l'article 12.2.1.3.2 , 12.2.1.3.3 en effet le nombre de place de stationnement prévues dans le projet est de 71 pour 60 exigées par le P.A.Z  
6 places du projet sont réservées à l'école

-studios et 2 pièces 28 à 1 place/lgt	28 places
-3 pièces à 5 pièces 21 à 1,5 places	32 places

TOTAL	60 places
-------	-----------

Il subsiste donc 11 places en surnombre dont 6 sont affectées au projet d'école .

-Le projet respecte l'article 12.5.3 en effet la rampe d'accès desservant plus de 50 voitures a une largeur de 3,50m pour 3,50m minimum.



-Le projet respecte 12.5.8.1 en effet la rampe d'accès rue d'AGUESSEAU forme un plateau de plus de 5,00m en retrait du reculement imposé et n'excède pas les 5% de pente

-Le projet respecte l'article 13 du P.A.Zen effet le pétitionnaire a fourni un descriptif espaces verts conforme au P.A.Z.

-Le projet respecte l'article 14 du P.A.Z en effet la SHO nette projetée est de 3646,13m<sup>2</sup> pour 4000m<sup>2</sup> maximum autorisé (compte tenu d'une déduction de 5% de la SHO nette en faveur de l'habitation .

#### POINTS PARTICULIERS DU PROJET NE RESPECTANT PAS LE P.O.S.

NEANT

#### MOTIVATION DE L'ADAPTATION MINEURE

NEANT



## ARRETE

### ARTICLE I AUTORITE COMPETENTE

Le présent arrêté est pris par le maire de Boulogne-Billancourt au nom de la commune.

### ARTICLE II ADAPTATION MINEURE - DEROGATION

Une dérogation est accordée pour l'utilisation par le pétitionnaire des droits à construire du terrain nécessaire à l'élargissement de la voirie publique, en contrepartie cette surface devra être cédée gratuitement à la collectivité concernée (R.123-22 du CU)

### ARTICLE III DROIT DES TIERS - DECISION

Sans préjudice du droit des tiers (code civil, obligations contractuelles, servitudes de droit privé...),

## LE PERMIS DE CONSTRUIRE EST ACCORDE

### ARTICLE IV MODIFICATIONS A APPORTER AU PROJET

- NEANT

### ARTICLE V TAXES ET FRAIS DIVERS

- La cession de terrain nu nécessaire à l'élargissement à 12,00 m de la rue d'Aguesseau référencé au plan d'occupation des sols sous le numéro 015 devra se faire gratuitement au profit de la collectivité concernée.

- Au titre de l'article L 35-4 et L 35-6 du code de la santé publique, une participation sera versée par le pétitionnaire au département des Hauts-de-Seine et éventuellement à la commune pour le déversement à l'égout. Ces participations sont fixées, d'une part par délibération du conseil général du département des Hauts de Seine, et par une délibération du conseil municipal d'autre part.

- Le présent permis de construire est accordé sous réserve du paiement de la participation qui pourrait être due en application de l'article L.332.6 du Code de l'Urbanisme, par les dispositions prévues au cahier des charges de l'exploitant du service de distribution d'eau, notamment aux articles 5 et 6 du règlement des eaux

- Le projet est susceptible d'être soumis à la taxe locale d'équipement et à la taxe départementale pour le financement du C.A.U.E. Le nouvel article 1599-B du code général des impôts a pour conséquence d'assujettir à la T.D.C.A.U.E. les permis de construire délivrés dans les Z.A.C. à l'exclusion des équipements publics et des bâtiments sinistrés.

**ARTICLE VI PRESCRIPTIONS DES SERVICES EXTERIEURS**

Les services suivants ont été consultés; les réserves qu'ils ont pu émettre devront être respectées.

SERVICES CONSULTES	MOTIVATIONS DE LA CONSULTATION	DATE DE CONSULTATION	DATE DE RECONSULTATION
ARCHITECTE BATIMENTS DE FRANCE	périmètre de 500m d'un monuments historique	4/9/90	23/10/90
POMPIERS		7/8/90	
DEPARTEMENT SCEAUX	modification d'accès à la voirie départementale R.421.15.CU	28/8/90	
CHAMBRE DES METIERS	construction de plus de 500 logements R.421.15.CU	6/9/90	

Considérant que le service de de la Chambre de Commerce et d'Industrie a été consulté le 27/8/90, un rappel étant daté du 28/9/90, son avis est réputé favorable le délai d'un mois pour répondre ayant été expiré.

**ARTICLE VII PRESCRIPTIONS DE VOIRIE ET D'URBANISME**

- Le conseil municipal a décidé lors de sa séance du 22 mai 1985 d'adopter la collecte mécanisée des ordures ménagères par bacs roulants. En conséquence, la construction devra prévoir des locaux vide-ordures suffisant pour recevoir et stocker provisoirement les ordures (la règle d'évaluation en matière d'ordures ménagères est de 7 litres par jour et par habitant). Les cheminements des bacs roulants jusqu'au point d'enlèvement sera tout particulièrement étudié.

- la ville de Boulogne-Billancourt devant être câblée pour la télédistribution (délibération du conseil municipal du 21.06.85) les installations nécessaires au raccordement de l'immeuble à ce réseau (fourreaux, gaines,...) devront être prévues.

- Les murs et façades rendus visibles par la réalisation de l'opération seront ravalés avant la fin des travaux même s'ils appartiennent à des propriétaires n'y participant pas.

**ARTICLE VIII AUTORISATIONS A OBTENIR - RAPPEL**

Il est rappelé au pétitionnaire qu'il pourra être soumis aux autorisations suivantes:

- L'établissement d'entrées charretières devra faire l'objet d'une demande d'autorisation séparée au service de la voirie communale (Décret 64-262 du 14 mars 1964).

- La suppression d'entrées charretières devra faire l'objet d'une demande d'autorisation séparée au service de la voirie communale (Décret 64-262 du 14 mars 1964).



- La pose d'enseignes, stores ou autres attributs, lumineux ou non, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation séparée au service de la voirie communale (décret 64-262 du 14 mars 1964).
- L'établissement du branchement à l'égout devra faire l'objet d'une demande d'autorisation séparée auprès du service concerné (art. R.332.15 c.u.)
- Les candélabres et les arbres gênant l'accès au projet seront déplacés par la collectivité compétente aux frais du constructeur.
- Les chaussées et trottoirs bordant la propriété qui auraient été endommagés au cours de travaux de construction, seront remis en état par la collectivité compétente aux frais du constructeur (article 38 de l'arrêté complémentaire du 16 décembre 1968 concernant les permissions de voirie dans le département des Hauts-de-Seine).
- Afin d'éviter les débordements des eaux des égouts dans les immeubles, les maîtres d'oeuvre sont invités à respecter les règles de l'art en matière de raccordement à l'égout (point de déversement des eaux, insertion des dispositifs de disconnexion entre le réseau privé et le réseau public).  
Le maître d'ouvrage devra en ce qui le concerne entretenir ces ouvrages. La collectivité ne peut être tenue pour responsable des dégâts causés par les débordements consécutifs à des défauts d'entretien ou des ouvrages non conformes.

#### ARTICLE IX RECOURS

Le pétitionnaire qui désire contester cette décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision critiquée.

Il peut également saisir le maire d'un recours gracieux. Cette démarche interrompt le délai du recours contentieux, ce dernier devant alors être introduit devant le tribunal administratif compétent dans les deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de cette autorité pendant un délai de quatre mois valant décision implicite de rejet).

#### ARTICLE X ASSURANCE CONSTRUCTION

Le pétitionnaire devra souscrire l'assurance dommage-ouvrage prévue par la loi N° 78.12 du 04 janvier 1984 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction dès le début des travaux. A défaut il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

#### ARTICLE XI FORMALITES POSTERIEURES A LA DELIVRANCE DE CETTE AUTORISATION

Conformément à l'article R 421-39 du code de l'urbanisme, mention du permis de construire sera affichée sur le terrain par le pétitionnaire dès la notification de la décision d'octroi au pétitionnaire et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en mairie pendant 2 mois. ( l'affichage devra comporter une mention signalant que les délais de recours des tiers ont été modifiés par l'article R 490-7 du Code de l'Urbanisme )

En application de l'article R 421-40 lors de l'ouverture du chantier la déclaration, devra en être faite au maire de la commune.



En application de l'article R 460-1 dans les 30 jours à dater de l'achèvement des travaux, la déclaration attestant cet achèvement devra être faite au maire de la commune.

#### ARTICLE XII VALIDITE

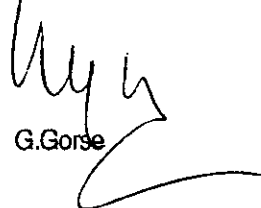
Cette autorisation sera périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 2 ans à compter de sa notification au pétitionnaire; il en sera de même si ces travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année, conformément à l'article R 421.32 du code de l'urbanisme, sauf en ce qui concerne les autorisations de clôture (cf R 441 -11 du code de l'urbanisme) éventuellement autorisées par le présent arrêté.\*

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421.2.4 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à l'accomplissement de cette formalité.

#### ARTICLE XIII EXECUTION

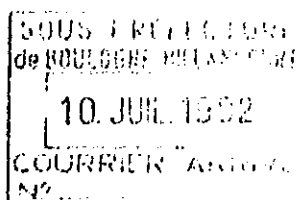
Le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des services fiscaux et toutes autres autorités administratives compétentes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Boulogne-Billancourt le 11 Janvier 1991

  
G.Gorse

LE MAIRE

Vu la demande en date du 21/2/92



009945

Relative à un terrain sis

105 A 157, RUE D'AGUESSEAU  
22 A 62 RUE DE LA SAUSSEIERE  
102 A 128 RUE GALLIENI

92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

Formulée par

SCI ILE DE FRANCE PROMOGIM

Représenté(e) par MONSIEUR PIERRE MUFFAT JOLY

Elisant domicile 22 RUE DE BELLEVUE

92100 BOULOGNE BILLANCOURT  
tel.(1) 48 25 46 25

En vue de

MODIFIER L'AUTORISATION N° 4028  
DATEE DU 11 JANVIER 1991

Concepteur du projet

MONSIEUR MILLAN GEORGES  
ARCHITECTE DPLG  
81 AVENUE ANDRE MORIZET

92100 BOULOGNE BILLANCOURT  
tel.(1) 48 25 10 36

PC.09201292.4986

REFERENCES CADASTRALES Z082

SURFACE DU TERRAIN 2964 m2 donnée par Cadastre  
 Géomètre

ZONE DU POS ZAC Centre ville

BATIMENT	1	2	3	4	5
nombre de niveaux	R+6				
hauteur totale	21,73				
non compris loc. techniques	21,73				
au droit de l'alignement	17,53				
code rue	178				
largeur future de la voie					

**NOMBRE DE LOGEMENTS**

	avant	après
foyer de personnes âgées		
chambre (<18m2)	0	0
appartements	0	0

foyer de jeunes travailleurs		
chambre (<18m2)	0	0
appartements	0	0

hotel		
chambre (<18m2)	0	0
appartements	0	0

	avant	après
chambre	0	0
studio	3	10
2 pièces	25	24
3 pièces	18	14
4 pièces	4	3
5 pièces	1	1
>=6 pièces	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>49</b>	<b>52</b>

**STATIONNEMENT**

	avant	après
nombre de places	71	62

**SURFACES HORS OEUVRE NETTE**

	Habitations	Bureaux	Act. liées aux bur.	Activités	Commerces	Equipemen publics	TOTAL
AVANT	3 602,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 602,0
APRES	3 602,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 602,0

5 % de la S.H.O. nette sont déduits en faveur de l'habitation conformément  
 aux dispositions de l'article R112-2 du Code de l'Urbanisme .

Les S.H.O. brutes et nettes sont calculées conformément aux dispositions  
 de la circulaire n°80/90 du 12 Novembre 1990

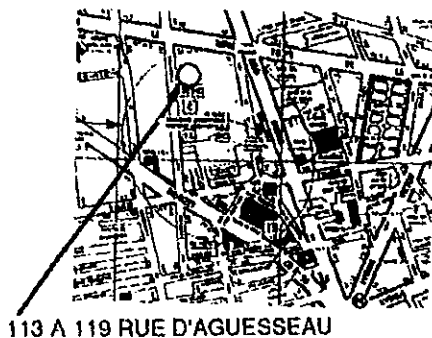


**ELEMENTS DU DOSSIER FOURNIS PAR LE PETITIONNAIRE LORS DU DEPOT DU DOSSIER PC 09201292 4986**

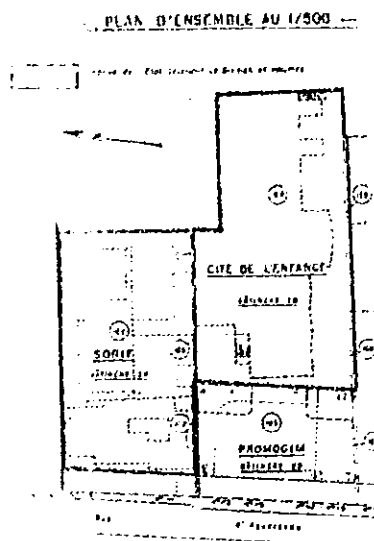
- En ce qui concerne la parcelle Z 082 le dossier présenté ne comporte pas l'autorisation du propriétaire correspondant (référence article R.421.1 du code de l'urbanisme)
- les locaux objet des travaux n'ont pas été dénoncés comme recevant du public,
- le formulaire de demande d'autorisation de construire (cadre 332) n'indique pas que l'activité envisagée est assujettie aux règles régissant les installations classées (R 421-3-2 du code de l'urbanisme),

**Vu les textes et règlements et notamment:**

- le Code des Communes,
- le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement: article L 421-2-2-b qui prévoit que l'avis du représentant de l'Etat n'est pas requis en raison de la couverture totale du territoire de la Ville par des documents d'urbanisme, et l'article L 421-2-1 qui définit les projets pour lesquels les décisions sont prises au nom de l'Etat,
- la Code de la Construction et de l'Habitation,
- la loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques,
- le Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC du Centre Ville approuvé le 30 Janvier 1989
- il n'y a pas de règlement de lotissement applicable,
- la délibération du Conseil Municipal n° 16 du 17 décembre 1990, portant la participation pour non réalisation d'une place de stationnement à 66 140 Frs, et ses éventuelles réévaluations,
- la délibération du Conseil Municipal en date du 11 Février 1987, supprimant le plafond légal de densité sur le territoire de la commune,
- la circulaire 90/80 du 12 novembre 1990 traitant du calcul des SHOB et SHON,



113 A 119 RUE D'AGUESSEAU



**LISTE DES PIECES NON FOURNIES LORS DU DEPOT ET NECESSAIRES A  
L'INSTRUCTION DE VOTRE DOSSIER**

**NEANT**

**PIECES RECUES LE 01 avril 1992 (en 1 exemplaire)**

- Plan de la façade arrière
- Perspective sur rue
- Détail de la coupe sur terrasse

**PIECES RECUES LE 12 MARS 1992 ( en 4 Exemplaires)**

- Photocopies de l'acte de vente du Lot N° 2 pour la réalisation des 18 places manquantes
- Photocopies des plans de Servitude des bâtiments 23, 24, et 30.
- Photocopies du contrat de Promotion Immobilière définissant les modalités de construction de ces parkings

Les compléments au dossier reçus le  
n'apportent pas de changement en ce qui concerne la SHON  
n'affectent que l'aspect des façades  
mettent en évidence le respect des règles des articles 7, 8 et 10 du règlement de POS  
En conséquence il n'y a pas eu lieu de reconsulter les services non concernés

-Vu le permis de construire n° PC 09201290 4028 en cours de validité car (cf R 421-32 du code de l'urbanisme):

- délivré le 11 JANVIER 1991 soit depuis moins de 2 ans

#### EXAMEN DU PROJET VIS A VIS DES ALIGNEMENTS

INCHANGE

#### PRINCIPALES MODIFICATIONS APPORTEES AU PROJET (Pièces reçues le 12 MARS 1992 )

-Les pièces versées au dossier le 12 MARS 1992 n'apportent pas de modifications au projet quant à la S.H.O.N et la S.H.O.B.

Elles ont pour but de faire valoir les solutions envisagées en matière de stationnement, notamment le contrat de Promotion Immobilière entre la S.A.2.B et la Société Civile Immobilière Ile de France définissant les modalités de la construction de 18 emplacements de stationnement.

#### PRINCIPALES MODIFICATIONS APPORTEES AU PROJET

- Redistribution des places de stationnement
- Redistribution des logements entraînant une augmentation du nombre 62 au lieu de 49
- Diminution de la hauteur du bâtiment 21,73m au lieu de 21,85m
- Angle entre le bâtiment sur rue et la parlie arrière, modifié afin d'aligner le bâtiment sur la façade de la cité de l'enfance.

#### POINTS PARTICULIERS DU PROJET

NEANT

#### DISPOSITIONS PARTICULIERES DU P.A.Z. RETENUES PAR LE PROJET:

-Le projet respecte l'article 12.2.1.3.2 , 12.2.1.3.3 en effet le nombre de place de stationnement prévues dans le projet est de 62 pour 61 exigées par le P.A.Z

-studios et 2pièces 34 à 1place/lgt	34,00 places
-3pièces à 5pièces 18 à 1,5places	27,00 places

TOTAL	61,00 places
-------	--------------

#### POINTS PARTICULIERS DU PROJET NE RESPECTANT PAS LE P.A.Z.

NEANT

#### MOTIVATION DE L'ADAPTATION MINEURE

NEANT

ARRETE

ARTICLE I AUTORITE COMPETENTE

Le présent arrêté est pris par le maire de Boulogne-Billancourt au nom de la commune.

ARTICLE II ADAPTATION MINEURE - DEROGATION

NEANT

ARTICLE III DROIT DES TIERS - DECISION

Sans préjudice du droit des tiers (code civil, obligations contractuelles, servitudes de droit privé...),

LE PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF  
EST ACCORDE

ARTICLE IV MODIFICATIONS A APPORTER AU PROJET

- NEANT

ARTICLE V TAXES ET FRAIS DIVERS

- Au titre de l'article L 35-4 et L 35-6 du code de la santé publique, une participation sera versée par le pétitionnaire au département des Hauts-de-Seine et éventuellement à la commune pour le déversement à l'égout. Ces participations sont fixées, d'une part par délibération du conseil général du département des Hauts de Seine, et par une délibération du conseil municipal d'autre part.

- Le présent permis de construire est accordé sous réserve du paiement de la participation qui pourrait être due en application de l'article L.332.6 du Code de l'Urbanisme, par les dispositions prévues au cahier des charges de l'exploitant du service de distribution d'eau, notamment aux articles 5 et 6 du règlement des eaux

- Le projet est susceptible d'être soumis à la taxe locale d'équipement et à la taxe départementale pour le financement du C.A.U.E. Le nouvel article 1599-B du code général des Impôts a pour conséquence d'assujettir à la T.D.C.A.U.E. les permis de construire délivrés dans les Z.A.C. à l'exclusion des équipements publics et des bâtiments sinistrés.

ARTICLE VI PRESCRIPTIONS DES SERVICES EXTERIEURS

Les services suivants ont été consultés; les réserves qu'ils ont pu émettre devront être respectées.

SERVICES CONSULTES	MOTIVATIONS DE LA CONSULTATION	DATE DE CONSULTATION	DATE DE RECONSULTATION
ARCHITECTE BATIMENTS DE FRANCE	périmètre de 500m d'un monuments historique	26/02/92	

POMPIERS

24/02/92

DEPARTEMENT modification d'accès à  
SCEAUX la voirie départementale 25/02/92  
R.421.15.CU

SERVICES CONSULTES	MOTIVATIONS DE LA CONSULTATION	DATE DE CONSULTATION	DATE DE RECONSULTATION
-----------------------	-----------------------------------	-------------------------	---------------------------

Considérant que les modifications apportées au projet par rapport au dossier précédent ne remettent pas en cause les éléments dont ils doivent effectuer le contrôle, certains services dont la consultation est obligatoire n'ont pas été reconsultés

#### ARTICLE VII PRESCRIPTIONS DE VOIRIE ET D'URBANISME

- Le conseil municipal a décidé lors de sa séance du 22 mai 1985 d'adopter la collecte mécanisée des ordures ménagères par bacs roulants. En conséquence, la construction devra prévoir des locaux vide-ordures suffisant pour recevoir et stocker provisoirement les ordures (la règle d'évaluation en matière d'ordures ménagères est de 6 litres par jour et par habitant avec 2 jours de stockage pour l'habitation et 3 litres par employé et par jour pour les bureaux). Le cheminement des bacs roulants jusqu'au point d'enlèvement sera tout particulièrement étudié.
- la ville de Boulogne-Billancourt devant être câblée pour la télédistribution (délibération du conseil municipal du 21.06.85) les installations nécessaires au raccordement de l'immeuble à ce réseau (fourreaux, gaines,...) devront être prévues.
- Les murs et façades rendus visibles par la réalisation de l'opération seront ravalés avant la fin des travaux même s'ils appartiennent à des propriétaires n'y participant pas.

#### ARTICLE VIII AUTORISATIONS A OBTENIR - RAPPEL

Il est rappelé au pétitionnaire qu'il pourra être soumis aux autorisations suivantes:

- L'établissement d'entrées charretières devra faire l'objet d'une demande d'autorisation séparée au service de la voirie communale (Décret 64-262 du 14 mars 1964).
- La suppression d'entrées charretières devra faire l'objet d'une demande d'autorisation séparée au service de la voirie communale (Décret 64-262 du 14 mars 1964).
- La pose d'enseignes, stores ou autres attributs, lumineux ou non, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation séparée au service de la voirie communale (décret 64-262 du 14 mars 1964).
- L'établissement du branchement à l'égout devra faire l'objet d'une demande d'autorisation séparée auprès du service concerné (art. L.332.15 c.u.).
- Les candélabres et les arbres gênant l'accès au projet seront déplacés par la collectivité compétente aux frais du constructeur.
- Les chaussées et trottoirs bordant la propriété qui auraient été endommagés au cours de travaux de construction, seront remis en état par la collectivité compétente aux frais du constructeur (article 38 de l'arrêté complémentaire du 16 décembre 1968 concernant les permissions de voirie dans le département des Hauts-de-Seine).

- Afin d'éviter les débordements des eaux des égouts dans les immeubles, les maîtres d'oeuvre sont invités à respecter les règles de l'art en matière de raccordement à l'égout (point de déversement des eaux, insertion des dispositifs de disconnexion entre le réseau privé et le réseau public). Le maître d'ouvrage devra en ce qui le concerne entretenir ces ouvrages. La collectivité ne peut être tenue pour responsable des dégâts causés par les débordements consécutifs à des défauts d'entretien ou des ouvrages non conformes.

#### **ARTICLE IX RECOURS**

Le pétitionnaire qui désire contester cette décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision critiquée.

Il peut également saisir le maire d'un recours gracieux. Cette démarche interrompt le délai du recours contentieux, ce dernier devant alors être introduit devant le tribunal administratif compétent dans les deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de cette autorité pendant un délai de quatre mois valant décision implicite de rejet).

#### **ARTICLE X ASSURANCE CONSTRUCTION**

Le pétitionnaire devra souscrire l'assurance dommage-ouvrage prévue par la loi N° 78.12 du 04 janvier 1984 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction dès le début des travaux. A défaut il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

#### **ARTICLE XI FORMALITES POSTERIEURES A LA DELIVRANCE DE CETTE AUTORISATION**

Conformément à l'article R 421-39 du code de l'urbanisme, mention du permis de construire sera affichée sur le terrain par le pétitionnaire dès la notification de la décision d'octroi au pétitionnaire et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en mairie pendant 2 mois. ( l'affichage devra comporter une mention signalant que les délais de recours des tiers ont été modifiés par l'article R 490-7 du Code de l'Urbanisme )

En application de l'article R 421-40 lors de l'ouverture du chantier la déclaration, devra en être faite au maire de la commune.

En application de l'article R 460-1 dans les 30 jours à dater de l'achèvement des travaux, la déclaration attestant cet achèvement devra être faite au maire de la commune.

#### **ARTICLE XII VALIDITE**

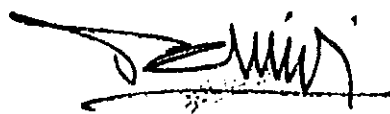
Cette autorisation sera périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 2 ans à compter de la notification au pétitionnaire du permis de construire initial; il en sera de même si ces travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année, conformément à l'article R 421.32 du code de l'urbanisme, sauf en ce qui concerne les autorisations de clôture (cf R 441 -11 du code de l'urbanisme) éventuellement autorisées par le présent arrêté.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421.2.4 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à l'accomplissement de cette formalité.

Le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des services fiscaux et toutes autres autorités administratives compétentes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Boulogne-Billancourt le 10/06/92

Le Maire,

  
Paul GRAZIANI  
Sénateur des Hauts-de-Seine



46 0385

Jose'

# DÉCLARATION D'ACHÈVEMENT DE TRAVAUX

DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS à dater de l'achèvement des travaux soumis à permis de construire - y compris l'aspect extérieur des constructions (peintures et enduits extérieurs, etc.) et l'aménagement de leurs abords (clôtures, plantations) si le permis de construire le mentionne - présente déclaration établie en TROIS exemplaires par le bénéficiaire du permis de construire doit être :

- soit DÉPOSÉE contre décharge à la mairie de la commune du lieu de construction,
- soit ENVOYÉE au MAIRE par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal.

282

bénéficiaire : SCI ILE DE FRANCE - PROMOGIM  
adresse : 22, rue de Bellevue 92100 BOULOGNE

représenté par : Monsieur Pierre MUFFAT-JOLY  
nature des travaux : Immeuble de logements  
adresse des travaux : 113-119, rue d'Aguesseau 92100 BOULOGNE

Permis de construire N° : 092012924986  
Surface hors œuvre brute : 5752 env m<sup>2</sup>  
Surface hors œuvre nette : 3602 m<sup>2</sup>  
Nb de bâtiments : 1  
Nb de logements : 52  
Destination :

JE DÉCLARE L'ACHÈVEMENT DEPUIS LE : 8 3 1993 DE :

☐ LA TOTALITÉ DES TRAVAUX  
qui ont fait l'objet du permis de construire  
dont les références sont rappelées ci-dessus.

☒ LA TRANCHE DES TRAVAUX  
qui ont fait l'objet du permis de construire  
dont les références sont rappelées ci-dessus.

## CONTENU DE LA TRANCHE ACHÉVÉE

NOMBRE DE LOGEMENTS TERMINÉS

1 5 2

LOCAUX NON DESTINÉS À L'HABITATION

SURFACE HORS ŒUVRE NETTE (1) : 1 1 1 1 1 1 m<sup>2</sup>  
18 places : parkings en sous-sols qui  
doivent être réalisés par la SA2B.  
(1) Indiquer la surface hors œuvre BRUTE pour les locaux agricoles

Reçu le 16 MARS 1993

Le 08-03-93  
Signature du bénéficiaire du permis de construire  
S.A. du Commerce et de l'Industrie  
R.C. MARSEILLE 9 722 043 147  
N° SIRET 722 013 157 00029  
22, Rue de Bellevue, 92100 BOULOGNE

À L'EXPIRATION D'UN DÉLAI DE TROIS MOIS après envoi de votre déclaration d'achèvement de travaux, si aucune décision ne vous a été notifiée, vous avez la possibilité de requérir de l'autorité compétente la délivrance du certificat de conformité par lettre recommandée avec avis de réception postal et copie, le cas échéant, au préfet (Cf. art. R. 460-5 du Code de l'urbanisme).  
La décision doit alors vous être notifiée dans le mois de cette réquisition. À l'expiration de ce dernier délai, si aucune décision n'est intervenue, le certificat de conformité est réputé accordé.

DANS LE DÉLAI DE 90 JOURS à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au bureau du cadastre ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Cette déclaration ne concerne pas les bâtiments agricoles. Elle permet de bénéficier de l'exonération temporaire de la taxe foncière de 2, 10 ou 15 ans. Si le propriétaire n'effectue pas cette déclaration, il perd le bénéfice de cette exonération.

DANS LE DÉLAI D'UNE ANNÉE à compter de la déclaration d'achèvement des travaux et si la construction a été réalisée à l'aide d'un prêt conventionné ou avec l'aide financière de l'État (prêt aidé à l'accession à la propriété, prime à l'amélioration de l'habitat, etc.) les logements devront être occupés dans les conditions réglementaires (ce délai peut être augmenté dans certains cas, se renseigner auprès de la direction départementale de l'Équipement).

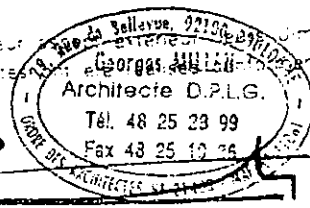
## ATTESTATION DE CONFORMITÉ :

Dans le cas où les travaux ont été dirigés par un architecte ou un agréé en architecture, l'attestation de conformité ci-dessous devra être complétée, datée et signée :

Je soussigné G. MILLAN  
demeurant à 29, rue de Bellevue 92100 BOULOGNE  
agissant en qualité d'architecte

— d'agréé en architecture

atteste qu'en ce qui concerne l'implantation des constructions, leur destination, leur nature, leur superficie, leur emplacement, leur dimensionnement, leurs surfaces hors œuvre et l'aménagement de leurs abords, les travaux exécutés sont conformes aux prescriptions du permis de construire et aux plans et documents annexés à ce permis.





Boulogne-Billancourt le 12/08/93

DIRECTION GENERALE DES SERVICES  
TECHNIQUES ET DE L'URBANISME

SERVICE DE L'APPLICATION  
DU DROIT DES SOLS

**CERTIFICAT DE CONFORMITE**  
**PC 09201290 4028**  
**PC 09201292 4986**

Relatif à un terrain cadastré : Z parcelle : 082,

situé à Boulogne-Billancourt : 113 A 115, Rue d'AGUESSEAU,

où ont été réalisés les travaux suivants: Construire un bâtiment R+6 à usage d'habitations,

Hauteur maximum hors tout des constructions nouvelles en mètres: 21,73

Nombre de bâtiments nouveaux concernés: 1,

S.H.O.N	Habitation	Bureaux	Commerces	Activités	Total
Avant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Après	3 602,00	0,00	0,00	0,00	3 602,00
dont soumis à agrément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 421.2-1 à L 421.2-0, L 421.9, L 460.2, R 460.3,  
Vu le code de la construction et de l'habitation,

Vu le code des communes,  
Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée, sur les monuments historiques

Considérant qu'en application des arrêtés PD 09201290 3670 aucune construction n'était plus portée par le terrain,

Considérant que ces travaux ont été autorisés par l'arrêté PC 09201290 4028 en date du 11 Janvier 1991, puis modifié par le PC 09201292 4986, au bénéfice de S.C.I ILE DE FRANCE PROMOGIM, élsant domicile 22 rue de Bellevue, 92100- Boulogne-Billancourt,

Considérant que le chantier a été déclaré ouvert le 01 Août 1991 selon la déclaration reçue le 23 Juillet 1991,

Considérant que le chantier a été déclaré achevé le 08 Mars 1993 selon la déclaration reçue le 13 Mars 1993,

Considérant que les travaux de construction ont été réalisés sous la responsabilité de Monsieur G. MILLAN (architecte) 29 rue de Bellevue, 92100- Boulogne-Billancourt,

Considérant le recatement des travaux effectué le 17 MAI 1993 en présence d'un représentant des services de secours contre l'incendie,

Considérant que par courrier en date du 30 Juillet 1993 le pétitionnaire a déclaré avoir levé l'ensemble des réserves émises lors de la visite de recatement,

Le Maire de Boulogne-Billancourt

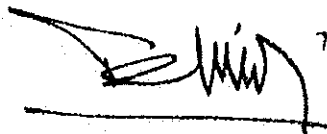
#### CERTIFIE QUE CES TRAVAUX SONT CONFORMES

aux permis susvisés en ce qui concerne leur implantation, leur destination, leur aspect extérieur, leurs dimensions et l'aménagement de leurs abords.

En application de l'article R. 460.3 du code de l'urbanisme, la conformité par rapport aux dispositions et réglementations autres que celles visées à cet article ne fait pas l'objet d'un examen au titre de la délivrance du certificat de conformité.

Le présent certificat est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.421.2.4 du code de l'urbanisme ; Il est exécutoire dès l'accomplissement de cette formalité selon les dispositions de l'article R. 460.4.1 de ce même code.

Le maire



Paul GRAZIANI  
Sénateur des Hauts-de-Seine

23 Rue de la Croix aux Biches 94360 BRY-SUR-MARNE  
S. FEV 2016Tél : 01 41 95 89 27 Fax : 01 41 95 89 22  
par le notaire soussigné**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à  
intégrer au dossier technique « amiante »  
(listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)**Numéro de dossier : 14-02-00680  
Date du repérage : 20/01/2015**Références réglementaires et normatives**

Textes réglementaires	Articles R. 1334-17, 18, 20 et 21 et R. 1334-23 et 24 du Code de la Santé Publique ; Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique, Arrêté du 12 et 21 décembre 2012 et du 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011.
-----------------------	---

**Immeuble bâti visité**

Adresse	113 Rue d'AGUESSEAU 92100 BOULOGNE BILLANCOURT  Section cadastrale Z - Parcelle numéro 162 / 163 / 165 / 190  1 BATIMENT - 1 CAGE D'ESCALIER R+7 - 2 NIVEAUX DE PARKING
Périmètre de repérage :	PARTIES COMMUNES D'IMMEUBLE A USAGE D'HABITATION
Type de logement : Fonction principale du bâtiment : Année de construction :	Immeuble Habitation (parties communes)

**Le propriétaire et le donneur d'ordre**

Le(s) propriétaire(s) :	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES
Le donneur d'ordre	R.B.H. SCHOLER 148 Rue de PARIS 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

**Le signataire**

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur de repérage ayant participé au repérage	DE LIEGE Steven	Opérateur de repérage	BUREAU VERITAS CERTIFICATION France	Obtention : 29/06/2011 Échéance : 28/06/2016 N° de certification : 2323224
Personne signataire autorisant la diffusion du rapport	DE LIEGE Steven	Opérateur de repérage	BUREAU VERITAS CERTIFICATION France	Obtention : 29/06/2011 Échéance : 28/06/2016 N° de certification : 2323224

Raison sociale de l'entreprise : **Hygiène Diagnostics Immobiliers** (Numéro SIRET : 478 916 901 00034)  
Adresse : **23 Rue de la Croix aux Biches 94360 BRY-SUR-MARNE**  
Désignation de la compagnie d'assurance : **MMA**  
Numéro de police et date de validité : **112 575 849 / 31/06/2015****Le rapport de repérage**Date d'émission du rapport de repérage : 20/01/2015, remis au propriétaire le 29/01/2015  
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses  
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 16 pages



### 3. – La mission de repérage

#### 3.1 L'objet de la mission

La présente mission concerne le repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante.

#### 3.2 Le cadre de la mission

##### 3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante».

##### 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article R 1334-17 et 18 du code de la construction et de l'habitation prévoit que «Les propriétaires des parties communes d'immeubles collectifs d'habitation ainsi les propriétaires d'immeuble à usage autre que d'habitation y font réaliser un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante»  
Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code».  
La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

##### 3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code la santé publique.»  
L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

##### 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9

**Important :** Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

##### 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Liste A	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Flocages, Calorifugages, Faux plafonds	Flocages Calorifugages Faux plafonds
Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés
	Revêtement dur (plaques de menuiseries)
	Revêtement dur (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (carton)
	Entourages de poteaux (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (matériau sandwich)
	Entourages de poteaux (carton-plâtre)
Cloisons (légères et préfabriquées), Gains et Coffres verticaux	Coffrage perdu
	Enduits projetés
Plafonds, Poutres et Charpentes, Gains et Coffres horizontaux	Panneaux de cloisons
	Enduits projetés
	Panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
Liste C	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits Enveloppes de calorifuges
Clapets / volets coupe-feu	Clapets coupe-feu
	Volets coupe-feu
Portes coupe-feu	Rebouchage
	Joint (traverse)
Vide-ordures	Joint (bande)
	Conduits
Liste D	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Toitures	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardouises (composites)
	Ardouises (fibres-ciment)
	Accessoires de couvertures (composites)
	Accessoires de couvertures (fibres-ciment)
Bardages et façades légères	Bardage bitumineux
	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardouises (composites)
	Ardouises (fibres-ciment)
	Panneaux (composites)
Conduits en toiture et façade	Panneaux (fibres-ciment)
	Conduites d'eau pluviales en amiante-ciment
	Conduites d'eau usées en amiante-ciment
	Conduits de fumée en amiante-ciment

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

**4. – Conditions de réalisation du repérage**
**4.1 Bilan de l'analyse documentaire**

Documents demandés	Documents remis
Dernier rapport Amiante existant	Non

Observations : **Néant**

**4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ**

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 20/01/2015

Heure d'arrivée : 11 H 00

Durée du repérage : 02 H 15

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : **CLES AU CABINET**

**4.3 Plan et procédures de prélèvements**

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

Remarques : **Néant**

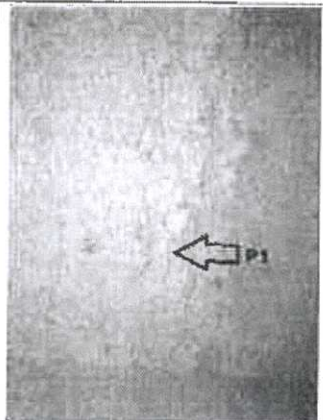
**5. – Résultats détaillés du repérage**
**5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)**
**Matériaux ou produits contenant de l'amiante**

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*
Néant	-		

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport

\*\* détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

**5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse**

Localisation	Identifiant + Description	Photo
SOUS-SOL - PARTIES COMMUNES DES CAVES	Identifiant: M001-P01 Description: Plafond - Plafond - Ciment + flocage	

**5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif**

Localisation	Identifiant + Description	Justification
Néant	-	-

**ANNEXES****Au rapport de mission de repérage n° 14-02-00680****Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

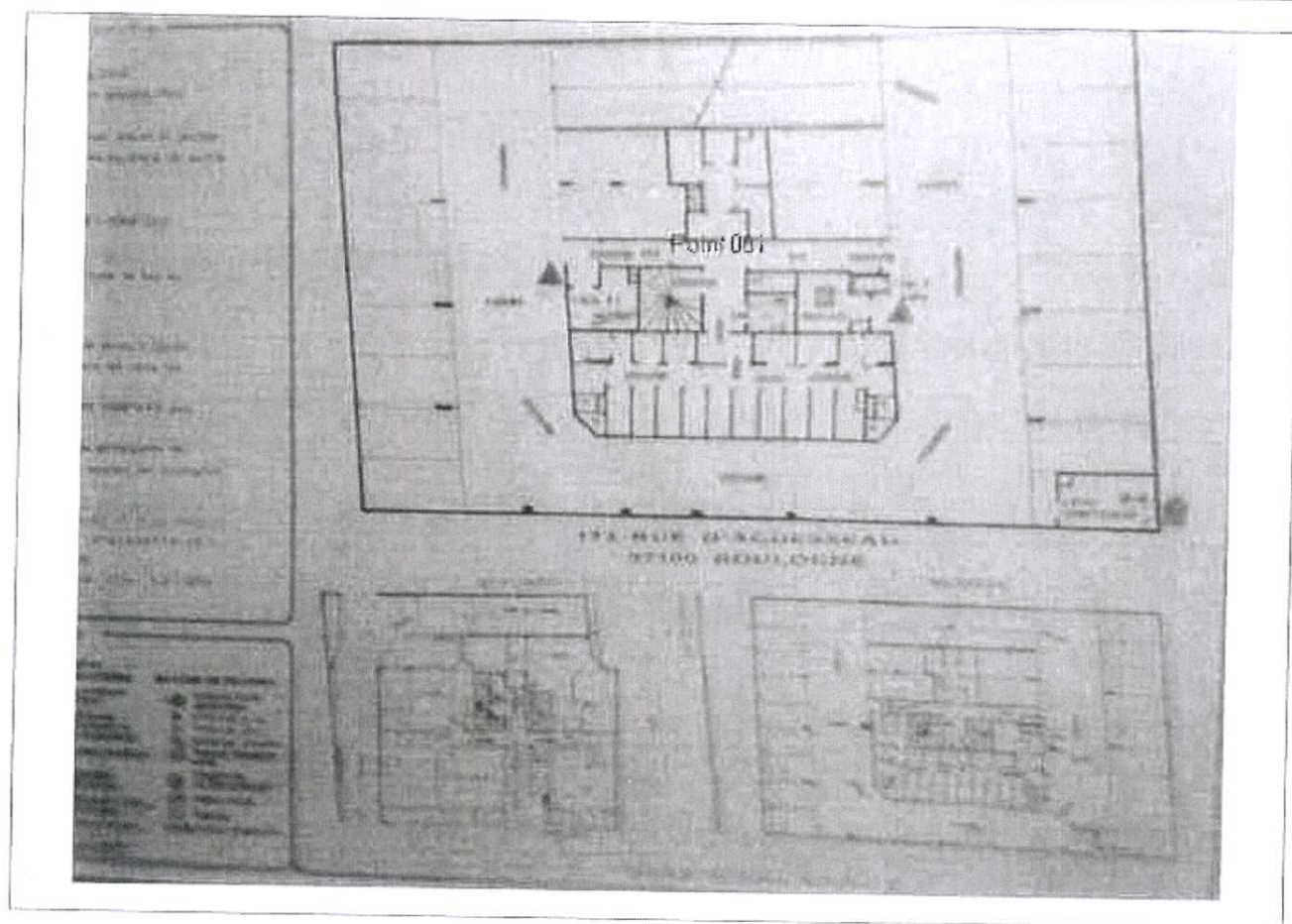
Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).













**Sommaire des annexes****7 Annexes**

- 7.1 Schéma de repérage**
- 7.2 Rapports d'essais**
- 7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante**
- 7.4 Conséquences réglementaires et recommandations**
- 7.5 Recommandations générales de sécurité du dossier technique amiante**
- 7.6 Documents annexés au présent rapport**





## Légende

	Conduit en fibre-ciment		Dalles de sol	Propriétaire : <b>Syndicat des copropriétaires</b> Adresse : <b>113 Rue d'AGUESSEAU</b> <b>92100 BOULOGNE BILLANCOURT</b>
	Conduit autre que fibre-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibre-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

## Photos

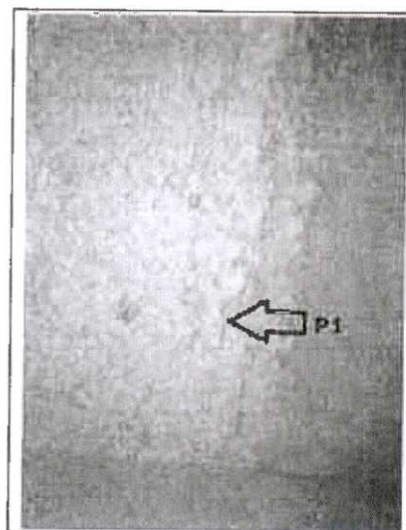
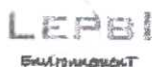


Photo n° Ph001  
 Localisation : SOUS-SOL - PARTIES COMMUNES DES CAVES  
 Ouvrage : Plafonds  
 Partie d'ouvrage : Flocages  
 Description : Plafond - Plafond - Ciment + flocage  
 Localisation sur croquis : Point 001



## Copie des rapports d'essais :



Laboratoire d'Expertise des Polluants du Bâtiment et de l'Industrie  
Centre d'Affaires Paris Nord - Immeuble Ampère  
183 avenue Descartes - 93150 LE BLANC MESNIL  
Téléphone 01.48.60.21.99 - Mail contact@lepbi.com

RCS BOBIGNY 531 651 719 - TVA FR 77 531 651 719 - APE 7120B



Le Blanc Mesnil, le 29/01/2015

P.1.1

M. FAIVRE  
Société H.D.I  
23 rue de la Croix aux Biches  
94360 BRY SUR MARNE

### Détection et Identification d'amiante dans les matériaux

Rapport d'essai N°	R15.01824	Version	0
Nome	HSG 248 (amante et remplace MDHS77)	Version	2006
	Adaptation de la norme NF X 43-050	Version	01/1996

#### 1 - Données du client :

Référence dossier	14-02-00680
Echantillons transmis par	HDI

#### 2 - Données du laboratoire(\*) :

Réf. LEPBI	Repère Echantillon			Descriptif croûte	Méthode/ Nb prépa	Résultat
R15.01824-01	PI	FLOCCAGE	Parties extérieures des craquelures - Sol - 1-nd	Coton blanc	MDLP3 META 1	Présence d'amiante meso et chrysotile

Echantillon(s) reçu(s) le 22/01/2015 et analysé(s) le 28/01/2015.

M. MIMOUNI Tayeb  
Responsable du Laboratoire

*Le rapport est consacré aux seuls objets soumis à l'analyse. Sa reproduction ou utilisation par une tierce personne sans la permission écrite du laboratoire engage la responsabilité de l'utilisateur. Le rapport est établi en original papier et est engageant pour le client. Le client doit signer le rapport et le retourner au laboratoire. Les copies rapportées dans ce document et identifiées par le numéro de l'échantillon sont destinées à l'information des clients. Les informations données par le client (références dossier et repère échantillon) sont utiles et nécessaires et ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité du laboratoire.*

010 16303/058 V000

**7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations****Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A**

**Article R1334-27 :** En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

**Score 1** – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 2** – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 3** – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

**Article R1334-28 :** Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

**Article R1334-29 :** Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

**Article R.1334-29-3 :**

**I)** A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

**II)** Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

**III)** Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

**Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B**

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
  - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
  - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
  - a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
  - b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
  - c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.



Le Blanc Mesnil, le 29/01/2015

P.1/1

**M. FAIVRE**

**Société H.D.I**

23 rue de la Croix aux Biches

94360 BRY SUR MARNE

Détection et identification d'amiante dans les matériaux

Rapport d'essai N°	R15.01824	Version	0
Norme	HSG 248 (annule et remplace MDHS77)	Version	2006
	Adaptation de la norme NF X 43-050	Version	01/1996

1 – Données du client :

Référence dossier	14-02-00680
Echantillons transmis par	HDI

2 - Données du laboratoire(\*) :

Réf. LEPBI	Repère Echantillon			Descriptif couche	Méthode/ Nb prépa	Résultat
R15.01824-01	PI	FLOCAGE	Parties communes des caves – Sous-sol	Coton blanc	MOLP/2 META/1	Fibre d'amiante non détectée

Echantillon(s) reçu(s) le 22/01/2015 et analysé(s) le 29/01/2015.



M.MIMOUNI Tayeb  
Responsable du Laboratoire

*Le rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Sa reproduction n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Seul le rapport édité en original papier signé engage notre responsabilité sauf convention signée entre les deux parties (le client et le laboratoire).  
Les essais rapportés dans ce document et identifiés par le symbole (\*) sont couverts par l'accréditation du (des) laboratoire(s) les ayant réalisés.  
Les informations données par le client (référence dossier et repère échantillon) sont sous sa responsabilité et ne peuvent engager la responsabilité du laboratoire.*

**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à  
intégrer au dossier technique « amiante »  
(listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)**

Numéro de dossier : 15-06-00516

Date du repérage : 30/06/2015

**Références réglementaires et normatives**

Textes réglementaires	Articles R. 1334-17, 18, 20 et 21 et R. 1334-23 et 24 du Code de la Santé Publique ; Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique, Arrêtés du 12 et 21 décembre 2012 et du 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1 <sup>er</sup> juin 2015, arrêté du 1 <sup>er</sup> juin 2015.
-----------------------	---

**Immeuble bâti visité**

Adresse	<b>113 Rue d'AGUESSEAU 92100 BOULOGNE BILLANCOURT Section cadastrale Z01 - Parcelle numéro 190</b>
Périmètre de repérage :	<b>Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction Trémie ascenseur et machinerie ascenseur uniquement</b>
Type de logement : Fonction principale du bâtiment : Année de construction :	<b>Habitation (collectifs) Habitation (parties communes) &lt;1997</b>

**Le propriétaire et le donneur d'ordre**

Le(s) propriétaire(s) :	<b>Syndicat des copropriétaires</b>
Le donneur d'ordre	<b>R.B.H. SCHOLER 148 Rue de Paris 92100 BOULOGNE BILLANCOURT</b>

**Le(s) signataire(s)**

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage	DIDIER Rudolpho	Opérateur de repérage	BUREAU VERITAS CERTIFICATION France Le Guillaumet 92046 PARIS LA DEFENSE CEDEX	Obtention : 27/11/2014 Échéance : 26/11/2019 N° de certification : 2685535
Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport				

Raison sociale de l'entreprise : **Hygiène Diagnostics Immobiliers**  
Adresse : **23 Rue de la Croix aux Biches 94360 BRY-SUR-MARNE**  
Désignation de la compagnie d'assurance : **MMA**  
Numéro de police et date de validité : **112 575 849 – 30/06/2015**

**Le rapport de repérage**

Date d'émission du rapport de repérage : 30/06/2015, remis au propriétaire le 30/06/2015
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 12 pages

**LES CONCLUSIONS SONT VISIBLES EN PAGES 2**

**Sommaire**

- 1 Les conclusions**
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses**
- 3 La mission de repérage**
  - 3.1 L'objet de la mission
  - 3.2 Le cadre de la mission
    - 3.2.1 L'intitulé de la mission
    - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
    - 3.2.3 L'objectif de la mission
    - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
    - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
    - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage**
  - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
  - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
  - 4.3 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage**
  - 5.1 Identification des matériaux de la liste A et B
  - 5.2 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
  - 5.3 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
  - 5.4 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures**
- 7 Annexes**

**1. – Les conclusions**

**Avertissement :** les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

**1.1 Liste A :**

Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré de matériaux ou produits de la liste A contenant de l'amiante.

**1.1 Liste B :**

Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante.

**1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :**

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

**2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses**

**Raison sociale et nom de l'entreprise :** Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

**Adresse :**

**Numéro de l'accréditation Cofrac :**

### 3. – La mission de repérage

#### 3.1 L'objet de la mission

La présente mission concerne le repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante.

#### 3.2 Le cadre de la mission

##### 3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante».

##### 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article R 1334-17 et 18 du code de la construction et de l'habitation prévoit que «Les propriétaires des parties communes d'immeubles collectifs d'habitation ainsi les propriétaires d'immeuble à usage autre que d'habitation y font réaliser un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante» Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code». La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

##### 3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code la santé publique.»  
L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

##### 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9

**Important :** Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

##### 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Liste A	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds	Flocages
	Calorifugeages
	Faux plafonds
Liste B	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	
Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés
	Revêtement dur (plaques de menuiseries)
	Revêtement dur (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (carton)
	Entourages de poteaux (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (matériau sandwich)
	Entourages de poteaux (carton-plâtre)
Cloisons (légères et préfabriquées), Gains et Coffres verticaux	Coffrage perdu
	Enduits projetés
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, Poutres et Charpentes, Gains et Coffres Horizontaux	Panneaux de cloisons
	Enduits projetés
Planchers	Panneaux collés ou vissés
	Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits
	Enveloppes de calorifuges
Clapets / volets coupe-feu	Clapets coupe-feu
	Volets coupe-feu
Portes coupe-feu	Rebouchage
	Joint (tresses)
Vide-ordures	Joint (bandes)
	Conduits
4. Eléments extérieurs	
Toitures	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Accessoires de couvertures (composites)
	Accessoires de couvertures (fibres-ciment)
	Bardeaux bitumineux
Bardages et façades légères	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Panneaux (composites)
	Panneaux (fibres-ciment)
	Conduites d'eaux pluviales en amiante-ciment
Conduits en toiture et façade	Conduites d'eaux usées en amiante-ciment
	Conduits de fumée en amiante-ciment

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

**3.2.6 Le périmètre de repérage effectif**

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

**1er Sous-sol - Machinerie ascenseur**

**2ème Sous-sol / 6ème - Trémie ascenseur**

Localisation	Description
1er Sous-sol - Machinerie ascenseur	Sol - Mur : Béton et Peinture Plafond : Ciment et Flocage
2ème Sous-sol / 6ème - Trémie ascenseur	Sol - Mur : Béton et Peinture Plafond : Ciment

**4. – Conditions de réalisation du repérage****4.1 Bilan de l'analyse documentaire**

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Oui DTA du 20/01/2015
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	Non
Éléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	Non

Observations :

**Le présent rapport concerne uniquement la trémie ascenseur et la machinerie ascenseur.**

**4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ**

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 30/06/2015

Heure d'arrivée : 14 H 30

Durée du repérage : 01 H 30

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Monsieur OZMEN, technicien ascensoriste

**4.3 Plan et procédures de prélèvements**

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

## 5. – Résultats détaillés du repérage

### 5.0.1 Identification des matériaux de la liste A

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation	Commentaires
1er Sous-sol - Machinerie ascenseur	<u>Description</u> : Plafond - Ciment et Flocage	Absence d'Amiante (matériau qui par nature ne contient pas d'amiante)		Néant
1er Sous-sol - Machinerie ascenseur	<u>Identifiant</u> : M001 <u>Description</u> : Flocages	Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante		

Aucun autre matériau de la liste A n'a été repéré visuellement dans périmètre de repérage mentionné au paragraphe 3.2.6

### 5.0.1 Identification des matériaux de la liste B

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation	Commentaires
1er Sous-sol - Machinerie ascenseur	<u>Description</u> : Sol	Absence d'Amiante (matériau qui par nature ne contient pas d'amiante)		Néant
1er Sous-sol - Machinerie ascenseur	<u>Description</u> : Mur - Béton et Peinture	Absence d'Amiante (matériau qui par nature ne contient pas d'amiante)		Néant
2ème Sous-sol / 6ème - Trémie ascenseur	<u>Description</u> : Sol	Absence d'Amiante (matériau qui par nature ne contient pas d'amiante)		Néant
2ème Sous-sol / 6ème - Trémie ascenseur	<u>Description</u> : Mur - Béton et Peinture	Absence d'Amiante (matériau qui par nature ne contient pas d'amiante)		Néant
2ème Sous-sol / 6ème - Trémie ascenseur	<u>Description</u> : Plafond - Ciment	Absence d'Amiante (matériau qui par nature ne contient pas d'amiante)		Néant

Aucun autre matériau de la liste B n'a été repéré visuellement dans périmètre de repérage mentionné au paragraphe 3.2.6



**5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires** (fiche de cotation)

## Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*
Néant	-		


\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport

\*\* détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

**5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse**

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

**5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif**


Localisation	Identifiant + Description	Justification	Photo
1er Sous-sol - Machinerie ascenseur	<u>Identifiant</u> : M001 <u>Description</u> : Flocages Liste selon annexe.13-9 du CSP: A <u>Justificatif</u> : matériau qui par nature ne contient pas d'amiante, posé en 1993	Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante	

**6. – Signatures**

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **BUREAU VERITAS CERTIFICATION France** Le Guillaumet 92046 PARIS LA DEFENSE CEDEX (détail sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) programme n°4-4-11)

 Rapport rédigé à **BRY-SUR-MARNE**, le **30/06/2015**

 Par : **Rudolpho DIDIER**

<b>Signature :</b>


**ANNEXES**

Au rapport de mission de repérage n° 15-06-00516

**Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

**Sommaire des annexes****7 Annexes****7.1 Schéma de repérage****7.2 Rapports d'essais****7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante****7.4 Conséquences réglementaires et recommandations****7.5 Recommandations générales de sécurité du dossier technique amiante****7.6 Documents annexés au présent rapport**

7.1 - Annexe - Schéma de repérage

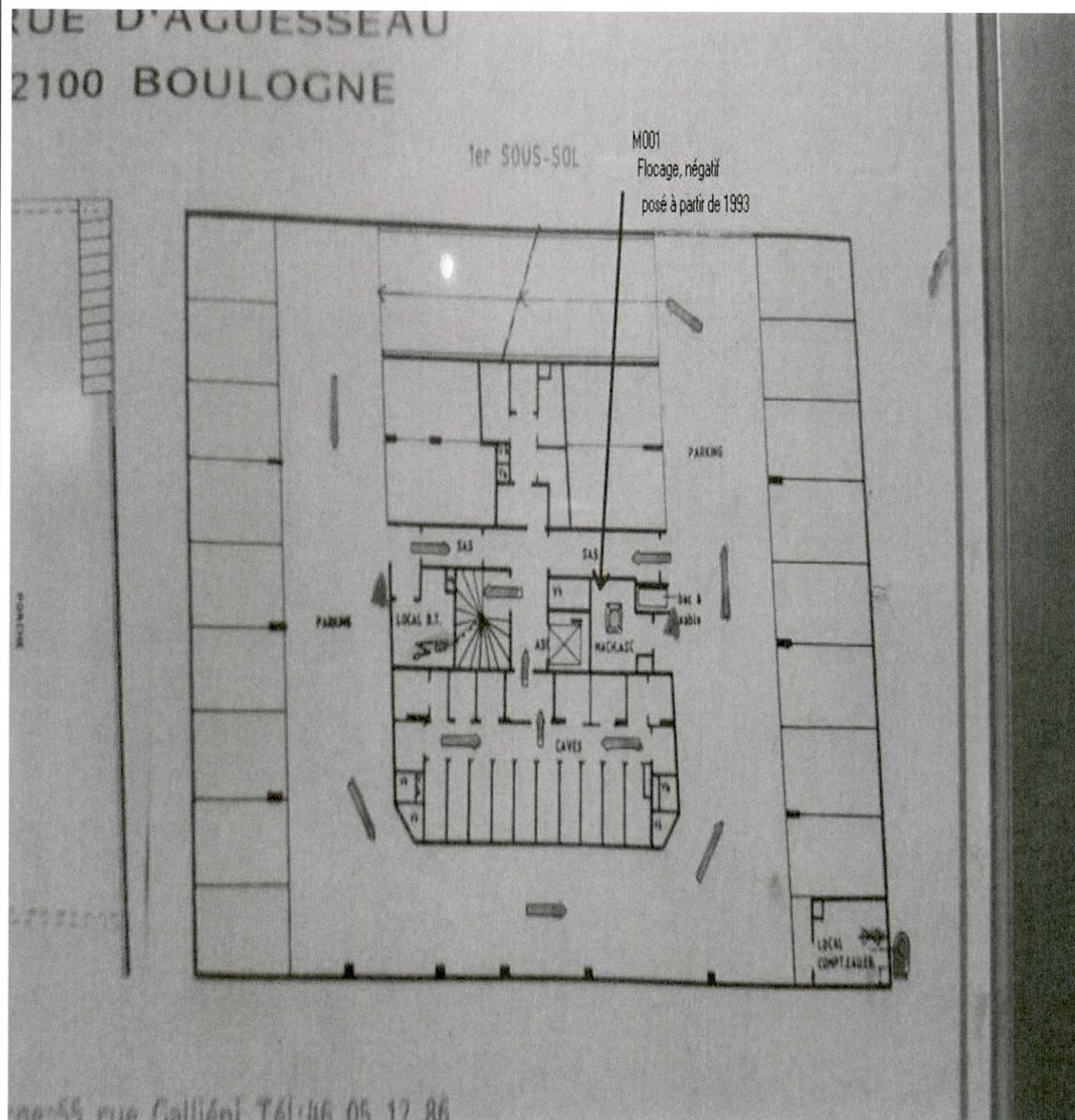














Planche (croquis) de repérage technique effectuée par la société : HDI - auteur : DIDIER Rudolpho  
Dossier n° 15-06-00516 du  
Adresse : 113 Rue d'Aguesseau 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

**Légende**

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	Nom du propriétaire : <b>Syndicat des copropriétaires</b> Adresse du bien : <b>113 Rue d'AGUESSEAU</b> <b>92100 BOULOGNE BILLANCOURT</b>
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	
1er Sous-sol - Machinerie ascenseur				Identifiant: M001 Description: Flocages Liste selon annexe.13-9 du CSP: A Absence de matériaux de la liste B Absence de matériaux de la liste B

**Photos**

	Photo n° DSCNA001 Localisation : 1er Sous-sol - Machinerie ascenseur Ouvrage : Plafonds Partie d'ouvrage : Flocages Description : Flocages Localisation sur croquis : M001
	Photo n° DSCNA002 Localisation : 1er Sous-sol - Machinerie ascenseur Ouvrage : Machinerie d'ascenseur Partie d'ouvrage : Freins Description : Freins Localisation sur croquis : M002 <b>Ne fait partie du programme de recherche</b>



**7.2 - Annexe - Rapports d'essais****Identification des prélèvements :**

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description
-	-	-	-	-

**Copie des rapports d'essais :**

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

**7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante****Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A****Aucune évaluation n'a été réalisée****Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A**

## 1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres, ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

## 2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

**Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B****Aucune évaluation n'a été réalisée**

**Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B**

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

**7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations**
**Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A**

**Article R1334-27 :** En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

**Score 1** – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 2** – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 3** – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

**Article R1334-28 :** Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

**Article R1334-29 :** Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

**Article R.1334-29-3 :**

**I)** A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

**II)** Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

**III)** Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

**Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B**

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
  - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
  - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
  - a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
  - b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
  - c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
  - a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante.

Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;

  - b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
  - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.



**BUREAU  
VERITAS**

## Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti

- Code de la santé publique : articles L1334-13, R1334-15, R1334-16, R1334-20, R1334-21, R1334-23, R1334-24 et R1334-29-7, annexe 13-9 du Code de la Santé Publique
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante.
- Norme NF X 46-020 du 5 août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

### A INFORMATIONS GENERALES

#### A.1 DESIGNATION DU BATIMENT

Nature du bâtiment : **Immeuble d'Habitation**  
Cat. du bâtiment : **Habitation (Parties privatives d'immeuble collectif d'habitation)**  
Escalier :  
Bâtiment :  
Porte :  
Nombre de Locaux :  
Etage : **R+5; R-1; R-2**  
Propriété de : **MAIRIE DE BOULOGNE BILLANCOURT**  
Numéro de Lot : **Appartement : 338**  
**Cave : 391**  
**Parking : 411**  
**26 avenue Andre Morizet**  
**92100 BOULOGNE-BILLANCOURT**  
Référence Cadastre : **NC**  
Date du Permis de Construire : **Non Communiquée**  
Adresse : **113 rue D'Aguesseau**  
**92100 BOULOGNE-BILLANCOURT**

#### A.2 DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE

Nom : **MAIRIE DE BOULOGNE BILLANCOURT**  
Documents fournis : **Plan Appartement**  
Adresse : **26 avenue Andre Morizet**  
**92100 BOULOGNE-BILLANCOURT**  
Moyens mis à disposition : **Néant**  
Qualité : **Propriétaire**

#### A.3 EXECUTION DE LA MISSION

Rapport N° : **7233620 A**  
Date d'émission du rapport : **31/01/2019**  
Le repérage a été réalisé le : **29/01/2019**  
Accompagnateur : **Madame ABDOU**  
Par : **AMELHAY Youssef**  
Laboratoire d'Analyses : **Eurofins Analyse pour le Bâtiment Est SAS**  
N° certificat de qualification : **16-694**  
Adresse laboratoire : **20, rue du Lochersberg**  
**67700 Saverne, France**  
Date d'obtention : **13/05/2016**  
Numéro d'accréditation : **1-1751**  
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : **ABCIDIA Certification**  
Organisme d'assurance professionnelle : **MSIG Insurance Europe AG**  
**4, Route de la Noue 91190 GIF-SUR-YVETTE**  
Adresse assurance :  
Date de commande : **30/01/2019**  
N° de contrat d'assurance : **F210.16.0414**  
Date de validité : **31/12/2019**



## **B CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR**

Signature et Cachet de l'entreprise



**Date d'établissement du rapport :**

Fait à **NANTERRE** le **31/01/2019**

Cabinet : **BUREAU VERITAS EXPLOITATION**

Nom du responsable : **ALVAREZ Pierre**

Nom du diagnostiqueur : **AMELHAY Youssef**

*Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.*

Ce rapport ne peut être utilisé pour satisfaire aux exigences du repérage avant démolition ou avant travaux.



## **C SOMMAIRE**

<b>INFORMATIONS GENERALES.....</b>	<b>1</b>
DESIGNATION DU BATIMENT.....	1
DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE.....	1
EXECUTION DE LA MISSION .....	1
<b>CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR.....</b>	<b>2</b>
<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>3</b>
<b>CONCLUSION(S) .....</b>	<b>4</b>
LISTE DES LOCAUX NON VISITES ET JUSTIFICATION .....	4
LISTE DES ELEMENTS NON INSPECTES ET JUSTIFICATION .....	4
<b>PROGRAMME DE REPERAGE.....</b>	<b>5</b>
LISTE A DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-20).....	5
LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE ( ART R.1334-21).....	5
<b>CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE .....</b>	<b>6</b>
<b>RAPPORTS PRECEDENTS .....</b>	<b>6</b>
<b>RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE .....</b>	<b>6</b>
LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION .....	6
DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE .....	7
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR.....	7
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE .....	7
LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.....	7
RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (MATERIAUX NON VISES PAR LA LISTE A OU LA LISTE B DE L'ANNEXE 13/9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE).....	8
COMMENTAIRES .....	8
<b>ELEMENTS D'INFORMATION .....</b>	<b>8</b>
<b>ANNEXE 1 – CROQUIS.....</b>	<b>9</b>
<b>ANNEXE 2 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.....</b>	<b>13</b>
<b>CERTIFICAT DE QUALIFICATION .....</b>	<b>15</b>

## **D CONCLUSION(S)**

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante

### **Liste des locaux non visités et justification**

Aucun

### **Liste des éléments non inspectés et justification**

Aucun



## E PROGRAMME DE REPERAGE

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants (liste A et liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique) :

### Liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-20)

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

L'opérateur communiquera au préfet les rapports de repérage de certains établissements dans lesquels il a identifié des matériaux de la liste A contenant de l'amiante dégradés, qui nécessitent des travaux de retrait ou confinement ou une surveillance périodique avec mesure d'empoussièrement. Cette disposition a pour objectif de mettre à la disposition des préfets toutes les informations utiles pour suivre ces travaux à venir et le respect des délais. Parallèlement, le propriétaire transmettra au préfet un calendrier de travaux et une information sur les mesures conservatoires mises en œuvre dans l'attente des travaux. Ces transmissions doivent également permettre au préfet d'être en capacité de répondre aux cas d'urgence (L.1334-16)

### Liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique ( Art R.1334-21)

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
<b>1. Parois verticales intérieures</b>	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons.
<b>2. Planchers et plafonds</b>	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol
<b>3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs</b>	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets/volets coupe-feu Portes coupe-feu. Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
<b>4. Éléments extérieurs</b>	
Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

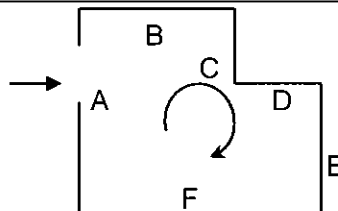


## F CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date du repérage : 29/01/2019

Liste des écarts, adjonctions ou suppression d'information de la norme NFX 46-020 - Août 2017 :

Sens du repérage pour évaluer un local :



## G RAPPORTS PRECEDENTS

Date	Référence	Société	Objet	Conclusions
01/10/2014	Y14.10043	SERVEX	Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti	Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante

## H RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

### LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION

N°	Local / partie d'immeuble	Etage	Visitée	Justification
1	Entrée	R+5	OUI	
2	Séjour	R+5	OUI	
3	Balcon n°1	R+5	OUI	
4	Cuisine	R+5	OUI	
5	Dégagements n°1	R+5	OUI	
6	Chambre n°1	R+5	OUI	
7	Placard n°1	R+5	OUI	
8	Chambre n°2	R+5	OUI	
9	Dressing	R+5	OUI	
10	Dégagements n°2	R+5	OUI	
11	Salle de bains/WC	R+5	OUI	
12	Chambre n°3	R+5	OUI	
13	Placard n°3	R+5	OUI	
14	Balcon n°2	R+5	OUI	
15	Salle d'eau	R+5	OUI	
16	WC	R+5	OUI	
17	Placard n°2	R+5	OUI	
18	Parking n°9	R-1	OUI	
19	Cave n°38	R-2	OUI	



# DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE

N° Local	Local / Partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Revêtement
1	Entrée	R+5	Mur	A, B, C, D	Plâtre - Papier peint
			Plancher	Sol	Bois - Non peint
2	Séjour	R+5	Mur	A, B, C, D	Plâtre - Papier peint
			Plancher	Sol	Bois - Non peint
3	Balcon n°1	R+5	Mur	A, B, C, D	Béton - Peinture
			Plancher	Sol	Béton - Carrelage
4	Cuisine	R+5	Mur	A, B, C, D, E, F, G	Plâtre - Toile de verre
			Plancher	Sol	Béton - Lé plastique
5	Dégagements n°1	R+5	Mur	A, B, C, D	Plâtre - Papier peint
			Plancher	Sol	Bois - Non peint
6	Chambre n°1	R+5	Mur	A, B, C, D	Plâtre - Papier peint
			Plancher	Sol	Bois - Non peint
7	Placard n°1	R+5	Mur	A, B, C, D	Plâtre - Papier peint
			Plancher	Sol	Bois - Non peint
8	Chambre n°2	R+5	Mur	A, B, C, D	Plâtre - Papier peint
			Plancher	Sol	Bois - Non peint
9	Dressing	R+5	Mur	A, B, C, D	Plâtre - Papier peint
			Plancher	Sol	Bois - Non peint
10	Dégagements n°2	R+5	Mur	A, B, C, D	Plâtre - Papier peint
			Plancher	Sol	Bois - Non peint
11	Salle de bains/WC	R+5	Mur	A, B, C, D, E, F	Plâtre - Toile de verre
			Plancher	Sol	Béton - Lé plastique
12	Chambre n°3	R+5	Mur	A, B, C, D	Plâtre - Papier peint
			Plancher	Sol	Bois - Non peint
13	Placard n°3	R+5	Mur	A, B, C, D	Plâtre - Papier peint
			Plancher	Sol	Béton - Moquette
14	Balcon n°2	R+5	Mur	A, B, C, D	Béton - Non peint
			Plafond	Plafond	Béton - Non peint
			Plancher	Sol	Béton - Non peint
15	Salle d'eau	R+5	Mur	A, B, C, D	Plâtre - Toile de verre
			Plancher	Sol	Béton - Lé plastique
16	WC	R+5	Mur	A, B, C, D	Plâtre - Papier peint
			Plancher	Sol	Béton - Lé plastique
17	Placard n°2	R+5	Mur	A, B, C, D	Plâtre - Papier peint
			Plancher	Sol	Béton - Moquette
18	Parking n°9	R-1	Murs	Toutes zones	Béton - Brut
			sol	Toutes zones	Béton - Brut
			Plafond	Toutes zones	Béton - Brut
			Plafond	Toutes zones	Béton - Brut
			Poutre	Toutes zones	Béton - Brut
			Conduit	Toutes zones	PVC - Non peint
19	Cave n°38	R-2	Porte n°1 - Dormant et ouvrant intérieurs	A	Bois - Peinture
			Porte n°1 - Embrasure	A	Bois - Peinture
			Mur	A, C	Béton - Brut
			Sol	Plancher	Béton - Brut
			Plafond	Plafond	Béton - Brut

## LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR

Néant

## LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE

Néant

## LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.

Néant

**RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (matériaux non visés par la liste A ou la liste B de l'annexe 13/9 du code de la santé publique)**

N° Local	Local / partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Matériau / Produit	Critère de décision	Référence prélèvement	Présence	Etat de dégradation	Préconisation
1	Entrée	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
2	Séjour	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
3	Balcon n°1	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
4	Cuisine	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
5	Dégagements n°1	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
6	Chambre n°1	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
7	Placard n°1	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
8	Chambre n°2	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
9	Dressing	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
10	Dégagements n°2	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
11	Salle de bains/WC	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
12	Chambre n°3	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
13	Placard n°3	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
15	Salle d'eau	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
16	WC	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
17	Placard n°2	R+5	Plafond	Plafond	Plâtre - Peinture					
19	Cave n°38	R-2	Mur	B, D	Parpaing - Brut					

**LEGENDE**

<b>Présence</b>	<b>A</b> : Amiante	<b>N</b> : Non Amianté	<b>a?</b> : Probabilité de présence d'Amiante
<b>Etat de dégradation des Matériaux</b>	<b>F, C, FP</b>	<b>BE</b> : Bon état	<b>DL</b> : Dégradations locales <b>ME</b> : Mauvais état
	<b>Autres matériaux</b>	<b>MND</b> : Matériau(x) non dégradé(s)	<b>MD</b> : Matériau(x) dégradé(s)
<b>Obligation matériaux de type Flocage, calorifugeage ou faux-plafond</b> (résultat de la grille d'évaluation)	<b>1</b> Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation <b>2</b> Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement <b>3</b> Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement		
<b>Recommandations des autres matériaux et produits.</b> (résultat de la grille d'évaluation)	<b>EP</b> Evaluation périodique <b>AC1</b> Action corrective de premier niveau <b>AC2</b> Action corrective de second niveau		

**COMMENTAIRES**

Néant

**I ELEMENTS D'INFORMATION**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.


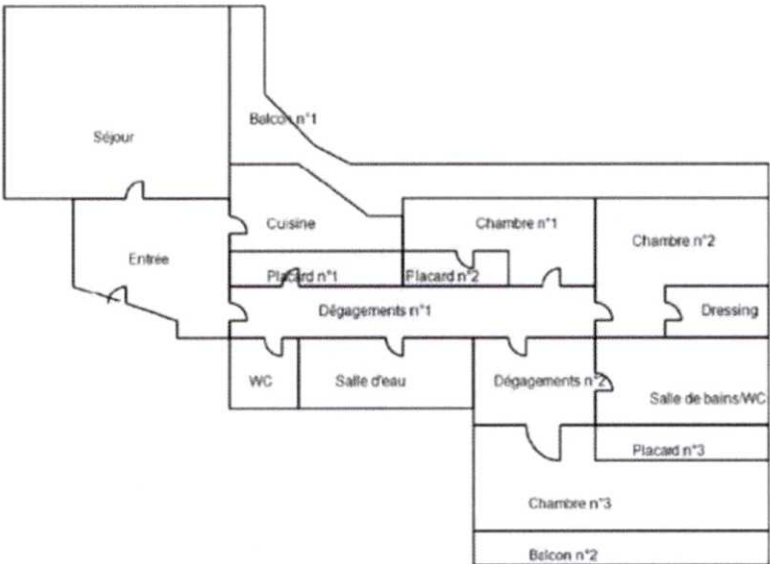
Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.


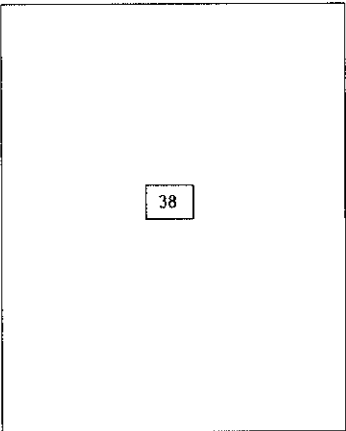
Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.


Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données «déchets» gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org)

## ANNEXE 1 – CROQUIS



 <b>Planche de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante</b> <i>La planche de repérage est indissociable du rapport</i>	
Client:	MAIRIE DE BOULOGNE
Site:	Appartement – Numéro de lot 338
Etage	R+5
n° de rapport:	7233620
Date visite:	29/01/2019
Réalisé par:	AMELHAY Youssef
n° de planche	1 / 3
n° de révision de la planche:	-
	

	<b>Planche de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante</b> <i>La planche de repérage est indissociable du rapport</i>															
	<table border="1"> <tr> <td>Cliant:</td> <td>MAIRIE DE BOULOGNE</td> </tr> <tr> <td>Site:</td> <td>Cave n°38 – Numéro de lot 391</td> </tr> <tr> <td>Etage:</td> <td>R-2</td> </tr> <tr> <td>n° de rapport:</td> <td>7233620</td> </tr> <tr> <td>Date visite:</td> <td>29/01/2019</td> </tr> <tr> <td>Réalisé par:</td> <td>AMELHAY Youssef</td> </tr> <tr> <td>n° de planche:</td> <td>2 / 3</td> </tr> <tr> <td>n° de révision de la planche:</td> <td>-</td> </tr> </table>	Cliant:	MAIRIE DE BOULOGNE	Site:	Cave n°38 – Numéro de lot 391	Etage:	R-2	n° de rapport:	7233620	Date visite:	29/01/2019	Réalisé par:	AMELHAY Youssef	n° de planche:	2 / 3	n° de révision de la planche:
Cliant:	MAIRIE DE BOULOGNE															
Site:	Cave n°38 – Numéro de lot 391															
Etage:	R-2															
n° de rapport:	7233620															
Date visite:	29/01/2019															
Réalisé par:	AMELHAY Youssef															
n° de planche:	2 / 3															
n° de révision de la planche:	-															
<div style="text-align: center;">  </div>																

 <b>Planche de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante</b> <i>La planche de repérage est indissociable du rapport</i>	
Client:	MAIRIE DE BOULOGNE
Site:	Parking n°9 – Numéro de lot 411
Etage:	R-1
n° de rapport:	7233620
Date visite:	29/01/2019
Réalisé par:	AMELHAY Youssef
n° de planche	3 / 3
n° de révision de la planche:	-
<div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 150px; margin: 0 auto; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 30px; display: flex; align-items: center; justify-content: center;">9</div> </div>	



## ANNEXE 2 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

*Les recommandations générales de sécurité (Arrêté du 21 décembre 2012)*

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

#### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.



#### **b. Apport en déchèterie**

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

#### **c. Filières d'élimination des déchets**

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

#### **d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante**

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;

– ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

#### **e. Traçabilité**

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.



## Certificat de Qualification



La certification de compétence de personnes physiques  
est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

**AMELHAY Youssef**  
sous le numéro 16-694

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

- |                                     |   |   |
|-------------------------------------|---|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Amiante</b><br><small>Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification</small>  | Prise d'effet : 13/05/2016<br>Validité : 12/05/2021 |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>DPE individuel</b><br><small>Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2011</small>  | Prise d'effet : 15/06/2016<br>Validité : 14/06/2021 |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Gaz</b><br><small>Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 15 décembre 2011</small>  | Prise d'effet : 15/06/2016<br>Validité : 14/06/2021 |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>CREP</b><br><small>Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011</small> | Prise d'effet : 13/05/2016<br>Validité : 12/05/2021 |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Termites</b><br><b>Zone d'intervention : France métropolitaine</b><br><small>Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011</small>          | Prise d'effet : 13/05/2016<br>Validité : 12/05/2021 |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Electricité</b><br><small>Arrêté du 6 juillet 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 10 décembre 2009</small>   | Prise d'effet : 15/06/2016<br>Validité : 14/06/2021 |



certification  
de personnes  
physiques  
opérateurs de diagnostics  
immobiliers

Véronique DELMAY  
Gestionnaire des certifiés



Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance  
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABCIDIA CERTIFICATION - A route de la Nour 31130 GIP-BUR-YVETTE - 01 54 46 58 24  
www.abcidia-certification.fr - contact@abcidia-certification.fr

ENR 2016 du 02 sept 2014

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

Je soussigné, M. Pierre ALVAREZ, Chef de service Diagnostics immobiliers, atteste sur l'honneur que Bureau Veritas Exploitation est en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la construction et de l'habitation.

Bureau Veritas Exploitation dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier de diagnostic technique.

Bureau Veritas Exploitation emploie des salariés dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité dans le domaine de la construction, conformément à l'article R271-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Bureau Veritas Exploitation est souscripteur d'une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions, selon les modalités de l'article R271-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Bureau Veritas Exploitation n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents du dossier de diagnostic technique.

Pour faire et valoir ce que de droit.

Fait à Nanterre, le 3 janvier 2019



**BUREAU VERITAS EXPLOITATION**  
Immeuble GALA  
333 Avenue Georges Clémenceau  
92000 NANTERRE  
Tél. 01 47 52 02 00

**BUREAU VERITAS EXPLOITATION**

info@fr.bureauveritas.com  
66 Rue de Villiers 92300 Levallois-Perret  
SAS au capital social de 36 315 000 € - RCS 790 184 475

www.bureauveritas.fr



## ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

**BUREAU VERITAS SERVICES France SAS**  
8 Cours du Triangle  
92800 Puteaux

a souscrit auprès de notre Compagnie, pour le compte de sa filiale :

**Bureau Veritas Exploitation SAS**  
8 Cours du Triangle 92800 Puteaux

un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.16.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic immobilier et notamment :

### 1) Diagnostic amiante

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition,
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante,
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives),
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition,
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante,
- Examen visuel après travaux de désamiantage,
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis,
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension,
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré,
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail,
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments,
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction,
- Diagnostic amiante sur équipements industriels,
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) y compris le réemploi des matériaux : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés.

### 2) Autres diagnostics

- Diagnostic radon bâtiments,
- Diagnostic monoxyde de carbone,
- Diagnostic accessibilité des handicapés ERP Existants,
- Diagnostic accessibilité des handicapés des voiries,
- Diagnostic de l'état de l'installation intérieure d'électricité / de gaz,
- Diagnostic de l'état des risques naturels et technologiques (ERNT),
- Diagnostic de Performances Energétiques –DPE- :
  - Location
  - Cession immobilière
  - ERP
  - Neuf
- Mise à jour du DPE,
- Diagnostic des installations d'assainissement non collectif (ANC),
- Etat parasitaires termites + xylophages.

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tél. : +33(0)1 40 67 42 42  
Fax : +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z  
Siège social : An den Dominikanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne



Europe

- Constat Etats parasites termites + xylophages hors DDT,
- Diagnostic Plomb avant / après travaux,
- Constat des risques d'exposition au Plomb (CREP) :
  - En cas de location / vente
  - Dans les parties communes
- Risque d'intoxication au plomb dans les peintures,
- Etat des lieux,
- Métrages Loi Carrez/ Loi Boutin,
- Millièmes de copropriété,
- Prêts conventionnés (normes d'habitabilité),
- Sécurité piscine,
- Diagnostic technique Loi SRU,
- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public.

3) Analyses et/ou prélèvements d'échantillons.

4) Conseil en performance énergétique.

5) Toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil.

La présente attestation valable du 01/01/2019 au 31/12/2019 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Paris, le 28/12/18

**MSIG Insurance Europe AG**  
65, rue de la Victoire - 75009 Paris  
Tel : 01 40 67 12 31 Fax : 01 40 67 12 31  
RCS Paris 753143882 APE 6512Z

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel : +33(0)1 40 67 42 42  
Fax : +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z  
Siège social: An den Dominkanen 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne



**BUREAU  
VERITAS**

## ETAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES

Arrêté du 7 décembre 2011, Arrêté du 14 décembre 2009, Arrêté du 29 mars 2007, Article L 133-6 du code de la construction et de l'habitation. Norme NF P 03-201 de mars 2012.

### A DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

- Localisation du ou des bâtiments

Désignation du ou des lots de copropriété : **Appartement + Cave + Parking**

Adresse : **113 rue D'Aguesseau 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT**

Nombre de Pièces :

Numéro de Lot : **Appartement : 338**

**Cave : 391**

**Parking : 411**

Référence Cadastre : **NC**

Descriptif du bien :

Encombrement constaté : **Néant**

Situation du lot ou des lots de copropriété

Etage : **R+5; R-1; R-2**

Bâtiment :

Porte :

Escalier :

Mitoyenneté : **OUI** Bâti : **OUI**

Document(s) joint(s) : **Néant**

Le site se situe dans une zone délimitée par arrêté préfectoral comme étant infestée par les termites ou susceptible de l'être à court terme.

### B DESIGNATION DU CLIENT

- Désignation du client

Nom / Prénom : **MAIRIE DE BOULOGNE BILLANCOURT**

Qualité :

Adresse : **26 avenue André Morizet**

**92100 BOULOGNE-BILLANCOURT**

- Si le client n'est pas le donneur d'ordre :

Nom / Prénom :

Qualité :

Adresse :

Nom et qualité de la (des) personne(s) présentes sur le site lors de la visite : **Madame ABDOU**

### C DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

- Identité de l'opérateur de diagnostic

Nom / Prénom : **AMELHAY Youssef**

Raison sociale et nom de l'entreprise :

**BUREAU VERITAS EXPLOITATION**

Adresse : **333 Avenue Georges CLEMENCEAU 92000 NANTERRE**

N° siret : **Nanterre 790 184 675**

N° certificat de qualification : **16-694**

Date d'obtention : **15/06/2016**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : **ABCIDIA CERTIFICATION**

**102 route de Limours**

**78470 SAINT-RÉMY-LÈS-CHEVREUSE**

Organisme d'assurance professionnelle : **MSIG Insurance Europe AG**

N° de contrat d'assurance : **F210.16.0414**

Date de validité du contrat d'assurance : **31/12/2019**



D IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DE BATIMENTS VISITES ET DES ELEMENTS INFESTES OU AYANT ETE INFESTES PAR LES TERMITES ET CEUX QUI NE LE SONT PAS :		
Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, Parties d'Ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du Diagnostic d'Infestation (3) *
R-2		
Cave n°38	Porte n°1 Dormant et ouvrant intérieurs - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Porte n°1 Embrasure - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Mur - Béton Brut	Absence d'indice.
	Mur - Parpaing Brut	Absence d'indice.
	Sol - Béton Brut	Absence d'indice.
	Plafond - Béton Brut	Absence d'indice.
R-1		
Parking n°9	Murs - Béton Brut	Absence d'indice.
	sol - Béton Brut	Absence d'indice.
	Plafond - Béton Brut	Absence d'indice.
	Plafond - Béton Brut	Absence d'indice.
	Poutre - Béton Brut	Absence d'indice.
	Conduit - PVC Non peint	Absence d'indice.
R+5		
Entrée	Mur - Plâtre Papier peint	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Bois Non peint	Absence d'indice.
Séjour	Mur - Plâtre Papier peint	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Bois Non peint	Absence d'indice.
Balcon n°1	Mur - Béton Peinture	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Béton Carrelage	Absence d'indice.
Cuisine	Mur - Plâtre Toile de verre	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Béton Lé plastique	Absence d'indice.
Dégagements n°1	Mur - Plâtre Papier peint	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Bois Non peint	Absence d'indice.
Chambre n°1	Mur - Plâtre Papier peint	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Bois Non peint	Absence d'indice.
Placard n°1	Mur - Plâtre Papier peint	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Bois Non peint	Absence d'indice.

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, Parties d'Ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du Diagnostic d'Infestation (3) *
Chambre n°2	Mur - Plâtre Papier peint	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Bois Non peint	Absence d'indice.
Dressing	Mur - Plâtre Papier peint	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Bois Non peint	Absence d'indice.
Dégagements n°2	Mur - Plâtre Papier peint	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Bois Non peint	Absence d'indice.
Salle de bains/WC	Mur - Plâtre Toile de verre	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Béton Lé plastique	Absence d'indice.
Chambre n°3	Mur - Plâtre Papier peint	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Bois Non peint	Absence d'indice.
Placard n°3	Mur - Plâtre Papier peint	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Béton Moquette	Absence d'indice.
Balcon n°2	Mur - Béton Non peint	Absence d'indice.
	Plafond - Béton Non peint	Absence d'indice.
	Plancher - Béton Non peint	Absence d'indice.
Salle d'eau	Mur - Plâtre Toile de verre	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Béton Lé plastique	Absence d'indice.
WC	Mur - Plâtre Papier peint	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Béton Lé plastique	Absence d'indice.
Placard n°2	Mur - Plâtre Papier peint	Absence d'indice.
	Plafond - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher - Béton Moquette	Absence d'indice.

#### LEGENDE

(1)	Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.
(2)	Identifier notamment : Ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes, ...
(3)	Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature
*	Absence d'indice = absence d'indice d'infestation de termites.

<b>E</b>	<b>IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENTS (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE VISITES ET JUSTIFICATION</b>
	- Néant


<b>F</b>	<b>IDENTIFICATION DES OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ELEMENTS QUI N'ONT PAS ETE EXAMINES ET JUSTIFICATION</b>
- Néant	

<b>G</b>	<b>MOYENS D'INVESTIGATION UTILISES</b>
<p>1. examen visuel des parties visibles et accessibles :</p> <p>Recherche visuelle d'indices d'infestations (cordonnets ou galeries-tunnels, termites, restes de termites, dégâts, etc.) sur les sols, murs, cloisons, plafonds et ensemble des éléments de bois.</p> <p>Examen des produits cellulosiques non rattachés au bâti (débris de bois, planches, cageots, papiers, cartons, etc.), posés à même le sol et recherche visuelle de présence ou d'indices de présence (dégâts sur éléments de bois, détérioration de livres, cartons, etc.) ;</p> <p>Examen des matériaux non cellulosiques rattachés au bâti et pouvant être altérés par les termites (matériaux d'isolation, gaines électriques, revêtement de sol ou muraux, etc.) ;</p> <p>Recherche et examen des zones propices au passage et/ou au développement des termites (caves, vides sanitaires, réseaux, arrivées et départs de fluides, regards, gaines, câblages, ventilation, joints de dilatation, espaces créés par le retrait entre les différents matériaux, fentes des éléments porteurs en bois, etc.).</p> <p>2. sondage mécanique des bois visibles et accessibles :</p> <p>Sondage non destructif de l'ensemble des éléments en bois. Sur les éléments en bois dégradés les sondages sont approfondis et si nécessaire destructifs. Les éléments en bois en contact avec les maçonneries doivent faire l'objet de sondages rapprochés. Ne sont pas considérés comme sondages destructifs des altérations telles que celles résultant de l'utilisation de poinçons, de lames, etc.</p> <p>L'examen des meubles est aussi un moyen utile d'investigation.</p> <p>3. Matériel utilisé :</p> <p>Poinçon, échelle, lampe torche...</p>	

<b>H</b>	<b>CONSTATATIONS DIVERSES</b>
<p>NOTE Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précises. Si le donneur d'ordre le souhaite il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF P 03-200.</p>	

<b>RESULTATS</b>
<b><u>Absence d'indice d'infestation de Termite le jour de la visite.</u></b>

<b>NOTE</b>
<p>Conformément à l'article L 133-6 du Livre Ier, Titre III, Chapitre III du code de la construction et de l'habitation, cet état du bâtiment relatif à la présence de termites est utilisable jusqu'au <b>30/07/2019</b>.</p> <p>Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.</p> <p>L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.</p>

<b>CACHET DE L'ENTREPRISE</b>	
<p>Signature de l'opérateur</p> 	<p>Référence : <b>7233620 T</b></p> <p>Fait à : <b>NANTERRE</b> le : <b>31/01/2019</b></p> <p>Visite effectuée le : <b>29/07/2019</b></p> <p>Durée de la visite : <b>1H30</b></p> <p>Nom du responsable : <b>ALVAREZ Pierre</b></p> <p>Opérateur : Nom : <b>AMELHAY</b></p> <p>Prénom : <b>Youssef</b></p>

***Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.***

Nota 1: Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L. 133-4 et R. 133-3 du code de la construction et de l'habitation.



## DOCUMENTS ANNEXES

- **Certificat de qualification**
- **Attestation sur l'honneur**
- **Assurance 1<sup>ère</sup> page**
- **Assurance 2<sup>ème</sup> page**

Nota 2: Conformément à l'article L 271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.



## CERTIFICAT DE QUALIFICATION



La certification de compétence de personnes physiques  
est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

**AMELHAY Youssef**  
sous le numéro 16-694

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

- |                                     |   |                            |                       |
|-------------------------------------|---|----------------------------|-----------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Amiante</b>  | Prise d'effet : 13/05/2016 | Validité : 12/05/2021 |
|                                     | Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification   |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>DPE individuel</b>   | Prise d'effet : 15/06/2016 | Validité : 14/06/2021 |
|                                     | Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2011  |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Gaz</b>  | Prise d'effet : 15/06/2016 | Validité : 14/06/2021 |
|                                     | Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 15 décembre 2011.  |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>CREP</b>   | Prise d'effet : 13/05/2016 | Validité : 12/05/2021 |
|                                     | Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011 |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Termites</b>   | Prise d'effet : 13/05/2016 | Validité : 12/05/2021 |
|                                     | <b>Zone d'intervention : France métropolitaine</b><br>Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011              |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Electricité</b>  | Prise d'effet : 15/06/2016 | Validité : 14/06/2021 |
|                                     | Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 10 décembre 2009  |                            |                       |



Accréditation  
n°4-0540  
profil réglementaire sur  
www.cofrac.fr

Véronique DELMAY  
Gestionnaire des certifiés



Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance  
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABCIDIA CERTIFICATION - 4 route de la Noue 91190 GIF-SUR-YVETTE - 01 64 46 68 24  
[www.abcidia-certification.fr](http://www.abcidia-certification.fr) - [contact@abcidia-certification.fr](mailto:contact@abcidia-certification.fr)

ENR 20 V6 du 02 avril 2014

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

Je soussigné, M. Pierre ALVAREZ, Chef de service Diagnostics immobiliers, atteste sur l'honneur que Bureau Veritas Exploitation est en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la construction et de l'habitation.

Bureau Veritas Exploitation dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier de diagnostic technique.

Bureau Veritas Exploitation emploie des salariés dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité dans le domaine de la construction, conformément à l'article R271-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Bureau Veritas Exploitation est souscripteur d'une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions, selon les modalités de l'article R271-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Bureau Veritas Exploitation n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents du dossier de diagnostic technique.

Pour faire et valoir ce que de droit.

Fait à Nanterre, le 3 janvier 2019



**BUREAU VERITAS EXPLOITATION**  
Immeuble GAÏA  
333 Avenue Georges Clémenceau  
92000 NANTERRE  
Tél. 01 47 52 02 00

## ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

**BUREAU VERITAS SERVICES France SAS**  
8 Cours du Triangle  
92800 Puteaux

a souscrit auprès de notre Compagnie, pour le compte de sa filiale :

**Bureau Veritas Exploitation SAS**  
8 Cours du Triangle 92800 Puteaux

un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.16.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic immobilier et notamment :

### 1) Diagnostic amiante

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition,
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante,
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives),
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition,
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante,
- Examen visuel après travaux de désamiantage,
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis,
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension,
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré,
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail,
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments,
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction,
- Diagnostic amiante sur équipements industriels,
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) y compris le réemploi des matériaux : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés.

### 2) Autres diagnostics

- Diagnostic radon bâtiments,
- Diagnostic monoxyde de carbone,
- Diagnostic accessibilité des handicapés ERP Existants,
- Diagnostic accessibilité des handicapés des voiries,
- Diagnostic de l'état de l'installation intérieure d'électricité / de gaz,
- Diagnostic de l'état des risques naturels et technologiques (ERNT),
- Diagnostic de Performances Energétiques –DPE- :
  - Location
  - Cession immobilière
  - ERP
  - Neuf
- Mise à jour du DPE,
- Diagnostic des installations d'assainissement non collectif (ANC),
- Etat parasitaires termites + xylophages,

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel : +33(0)1 40 67 42 42  
Fax : +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z  
Siège social : An den Dominikanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne





Europe

- Constat Etats parasites termites + xylophages hors DDT,
- Diagnostic Plomb avant / après travaux,
- Constat des risques d'exposition au Plomb (CREP) :
  - En cas de location / vente
  - Dans les parties communes
- Risque d'intoxication au plomb dans les peintures,
- Etat des lieux,
- Métrages Loi Carrez/ Loi Boutin,
- Millièmes de copropriété,
- Prêts conventionnés (normes d'habitabilité),
- Sécurité piscine,
- Diagnostic technique Loi SRU,
- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public.

3) Analyses et/ou prélèvements d'échantillons.

4) Conseil en performance énergétique.

5) Toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil.

La présente attestation valable du 01/01/2019 au 31/12/2019 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Paris, le 28/12/18

**MSIG Insurance Europe AG**  
65, rue de la Victoire - 75009 Paris  
Tel : 01 40 67 12 34 - Fax : 01 40 67 12 34  
RCS Paris 753143882 APE 6512Z

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel : +33(0)1 40 67 42 42  
Fax : +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z  
Siège social: An den Dominkanern 11-27  
50658 Cologne  
Allemagne

## Rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment

Numéro de dossier : 18-01-00178  
Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 03-201 – Février 2016  
Date du repérage : 03/09/2018

### A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

**113 Rue d'AGUESSEAU  
92100 BOULOGNE BILLANCOURT**

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

**Section cadastrale Z01 - Parcelle numéro 190**

Informations collectées auprès du donneur d'ordre :

- ☐ Présence de traitements antérieurs contre les termites
- ☐ Présence de termites dans le bâtiment
- ☐ Fourniture de la notice technique relatif à l'article R 112-4 du CCH si date du dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 01/11/2006

Documents fournis :

**Néant**

Désignation du (ou des) bâtiment(s) et périmètre de repérage :

**Toutes parties communes accessibles sans démontage ni destruction  
1 Bâtiment - 1 Cage d'escalier - 2 Niveaux de sous-sol**

Situation du bien en regard d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 133-5 du CCH :

**Le bien est situé dans une zone soumise à un arrêté préfectoral :**

**92100 BOULOGNE-BILLANCOURT (Information au 19/01/2010)**

**Niveau d'infestation inconnu**

**22/12/2004 - Arrêté préfectoral - DDE SH/SIHD n°2004/355**

### B. - Désignation du client

Désignation du client :

**Syndicat des copropriétaires**

Donneur d'ordre :

**R.H.B. SCHOLER  
148 Rue de Paris  
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT**

### C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **RUDOLPHO DIDIER**

Raison sociale et nom de l'entreprise : **3.P.I. - PLURI PRESTATIONS POUR L'IMMOBILIER**

Adresse : **23 Rue de la Croix aux Biches 94360 BRY-SUR-MARNE**

Numéro SIRET : **488 489 204 00021**

Désignation de la compagnie d'assurance : **MMA**

Numéro de police et date de validité : **112 575 849 - 31/12/2018**

Certification de compétence **2685535** délivrée par : **BUREAU VERITAS CERTIFICATION France, le 27/11/2014**

**D. - Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas :**

Liste des pièces visitées :

**1er Sous-sol - Machinerie ascenseur**  
**2ème Sous-sol / 6ème - Trémie ascenseur**  
**Immeuble - R+7**  
**Immeuble - Hall**  
**Immeuble - Palier 1**  
**Immeuble - Palier 2**

**Immeuble - Palier 3**  
**Immeuble - Palier 4**  
**Immeuble - Palier 5**  
**Immeuble - Palier 6**  
**Immeuble - Palier 7**  
**Sous-sol - Caves**  
**Sous-sol - Parking**

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)
<b>1er Sous-sol</b>		
Machinerie ascenseur	Sol -	Absence d'indice d'infestation de termites
	Mur - Béton et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plafond - Ciment et Flocage	Absence d'indice d'infestation de termites
<b>2ème Sous-sol / 6ème</b>		
Trémie ascenseur	Sol -	Absence d'indice d'infestation de termites
	Mur - Béton et Peinture	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plafond - Ciment	Absence d'indice d'infestation de termites
<b>Immeuble</b>		
R+7	Sol - Béton	Absence d'indice d'infestation de termites
	Mur - ciment	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plafond - Ciment	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plinthes - lamelles aluminium	Absence d'indice d'infestation de termites
	Porte - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Hall	Sol - marbre	Absence d'indice d'infestation de termites
	Mur - Béton et moquette	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plafond - Ciment et lamelles aluminium	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plinthes - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
	Porte - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Palier 1	Sol - marbre et Moquette collée	Absence d'indice d'infestation de termites
	Mur - Béton et moquette	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plafond - Ciment	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plinthes - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
	Porte - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Palier 2	Sol - marbre et Moquette collée	Absence d'indice d'infestation de termites
	Mur - Béton et moquette	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plafond - Ciment	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plinthes - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
	Porte - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Palier 3	Sol - marbre et Moquette collée	Absence d'indice d'infestation de termites
	Mur - Béton et moquette	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plafond - Ciment	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plinthes - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
	Porte - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites



Palier 4	Sol - marbre et Moquette collée	Absence d'indice d'infestation de termites
	Mur - Béton et moquette	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plafond - Ciment	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plinthes - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
	Porte - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Palier 5	Sol - marbre et Moquette collée	Absence d'indice d'infestation de termites
	Mur - Béton et moquette	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plafond - Ciment	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plinthes - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
	Porte - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Palier 6	Sol - marbre et Moquette collée	Absence d'indice d'infestation de termites
	Mur - Béton et moquette	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plafond - Ciment	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plinthes - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
	Porte - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Palier 7	Sol - marbre et Moquette collée	Absence d'indice d'infestation de termites
	Mur - Béton et moquette	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plafond - Ciment	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plinthes - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
	Porte - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Sous-sol		
Caves	Sol - Béton	Absence d'indice d'infestation de termites
	Mur - Béton	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plafond - Ciment et flocage	Absence d'indice d'infestation de termites
	Porte - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites
Parking	Sol - Béton	Absence d'indice d'infestation de termites
	Mur - Béton	Absence d'indice d'infestation de termites
	Plafond - Ciment	Absence d'indice d'infestation de termites
	Porte - Bois	Absence d'indice d'infestation de termites

- (1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.
- (2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes...
- (3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

## E. – Catégories de termites en cause :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016) et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur différentes catégories de termites :

- **Les termites souterrains**, regroupant cinq espèces identifiées en France métropolitaine (Reticulitermes flavipes, reticulitermes lucifugus, reticulitermes banyulensis, reticulitermes grassei et reticulitermes urbis) et deux espèces supplémentaires dans les DOM (Coptotermes et heterotermes),

- **Les termites de bois sec**, regroupant les kalotermes flavicolis présent surtout dans le sud de la France métropolitaine et les Cryptotermes présent principalement dans les DOM et de façon ponctuelle en métropole.

- **Les termites arboricole**, appartiennent au genre Nasutitermes présent presque exclusivement dans les DOM.

Les principaux indices d'une infestation sont :

- Altérations dans le bois,
- Présence de termites vivants,
- Présence de galeries-tunnels (cordonnets) ou concrétions,
- Cadavres ou restes d'individus reproducteurs,
- Présence d'orifices obturés ou non.

**Rappels réglementaires :**

L 133-5 du CCH : Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. En cas de démolition totale ou partielle d'un bâtiment situé dans ces zones, les bois et matériaux contaminés sont incinérés sur place ou traités avant tout transport si leur destruction par incinération sur place est impossible. La personne qui a procédé à ces opérations en fait la déclaration en mairie.

Article L 112-17 du CCH : Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leur résistance aux termites et aux autres insectes xylophages sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces règles peuvent être adaptées à la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Martin.

## F. – Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :

Néant

## G. - Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Motif
Néant	-	

Nota : notre société s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeubles non visités, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

## H. - Constatations diverses :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Observations et constatations diverses
Néant	-	-

*Note 1: Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précise. Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF-P 03-200.*

## I. - Moyens d'investigation utilisés :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L.133-5, L.133-6, L 271-4 à 6, R133-7 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

## Moyens d'investigation :

- Examen visuel des parties visibles et accessibles.
- Sondage manuel systématique des boiseries à l'aide d'un poinçon.
- Utilisation d'un ciseau à bois en cas de constatation de dégradations.
- Utilisation d'une échelle en cas de nécessité.
- À l'extérieur une hachette est utilisée pour sonder le bois mort.

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

**Copropriétaire**

Commentaires (Ecart par rapport à la norme, ...) :

**Néant**

**J. – VISA et mentions :**

*Mention 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.*

*Mention 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.*

*Nota 2 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.133-4 et R. 133-3 du code de la construction et de l'habitation.*

*Nota 3 : Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.*

*Nota 4 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **BUREAU VERITAS CERTIFICATION France Le Guillaumet 92046 PARIS LA DEFENSE CEDEX (détail sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) programme n°4-4-11)***

Visite effectuée le **03/09/2018**

Rapport rédigé à **BRY-SUR-MARNE**, le **03/09/2018**

Par : **DIDIER Rudolpho**

**3.P.I.**

**23 rue de la Croix aux Biches  
94360 BRY SUR MARNE**

**Tél 01 43 94 05 04 Fax 01 41 95 89 22**

**RCS CRETEIL 488 489 204**

**Annexe – Ordre de mission / Assurance / Attestation sur l'honneur**

Aucun document n'a été mis en annexe



# Etat des Risques et Pollutions

En application des articles L125-5 à 7 et R125-26 du code de l'environnement.

Référence : 7233620

Réalisé par un expert Preventimmo

Pour le compte de BUREAU VERITAS

Date de réalisation : 30 janvier 2019 (Valable 6 mois)

Selon les informations mises à disposition par arrêté préfectoral :

N° 2017-94 du 26 avril 2017.

## REFERENCES DU BIEN

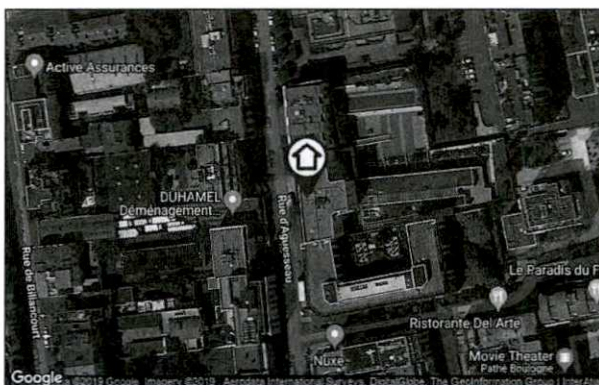
Adresse du bien

113 Rue d'Aguesseau

92100 Boulogne-Billancourt

Vendeur

MAIRIE DE BOULOGNE BILLANCOURT



## SYNTHESE

A ce jour, la commune de Boulogne-Billancourt est soumise à l'obligation d'Information Acquéreur Locataire (IAL). Une déclaration de sinistre indemnisé est nécessaire.

Votre commune				Votre immeuble		
Type	Nature du risque	Etat de la procédure	Date	Concerné	Travaux	Réf.
PPRn	Inondation Débordement lent (de plaine)	approuvé	09/01/2004	non	non	p.3
Zonage de sismicité : 1 - Très faible*				non	-	-
Zonage du potentiel radon : 1 - Faible**				non	-	-

\* Zonage sismique de la France d'après l'annexe des articles R563-1 à 8 du Code de l'Environnement modifiés par les Décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2010 (nouvelles règles de construction parasismique - EUROCODE 8).

\*\* Situation de l'immeuble au regard des zones à potentiel radon du territoire français définies à l'article R.1333-29 du code de la santé publique modifié par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018, délimitées par l'Arrêté interministériel du 27 juin 2018.

## SOMMAIRE

Synthèse.....	1
Imprimé officiel.....	2
Localisation sur cartographie des risques .....	3
Déclaration de sinistres indemnisés .....	4
Prescriptions de travaux, Documents de référence, Conclusions.....	5
Annexes.....	6



## Etat des Risques et Pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité et pollution des sols

en application des articles L.125-5 à 7, R.125-26, R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement et de l'article L.174-5 du nouveau Code minier

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 2017-94 du 26/04/2017

Situation du bien immobilier (bâti ou non bâti)

Document réalisé le : 30/01/2019

### 2. Adresse

113 Rue d'Aguesseau

92100 Boulogne-Billancourt

### 3. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques naturels [PPRn]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

prescrit

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

appliqué par anticipation

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn

approuvé

oui ☐

non ☒

Les risques naturels pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Inondation ☐ Crue torrentielle ☐ Remontées de nappes ☐ Submersion marine ☐ Avalanche ☐  
Mouvement de terrain ☐ Mvt terrain-Sécheresse ☐ Séisme ☐ Cyclone ☐ Eruption volcanique ☐  
Feu de forêt ☐ autre ☐

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRn

oui ☐

non ☒

si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR naturel ont été réalisés

oui ☐

non ☐

### 4. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques miniers [PPRm]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

prescrit

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

appliqué par anticipation

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm

approuvé

oui ☐

non ☒

Les risques miniers pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Risques miniers ☐ Affaissement ☐ Effondrement ☐ Tassement ☐ Emission de gaz ☐  
Pollution des sols ☐ Pollution des eaux ☐ autre ☐

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRm

oui ☐

non ☒

si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés

oui ☐

non ☐

### 5. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques technologiques [PPRt]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt

approuvé

oui ☐

non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt

prescrit

oui ☐

non ☒

Les risques technologiques pris en compte sont liés à :

(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)

Risque industriel ☐ Effet thermique ☐ Effet de surpression ☐ Effet toxique ☐ Projection ☐  
L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement ☐ oui ☐ non ☒  
L'immeuble est situé en zone de prescription ☐ oui ☐ non ☒  
Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés ☐ oui ☐ non ☐  
Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location ☐ oui ☐ non ☐

### 6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R.563-4 et D.563-8-1 du code de l'environnement modifiés par l'Arrêté et les Décrets n°2010-1254 / 2010-1255 du 22 octobre 2010.

L'immeuble est situé dans une commune de sismicité :

Fort ☐ Moyenne ☐ Modérée ☐ Faible ☐ Très faible ☒  
zone 5 ☐ zone 4 ☐ zone 3 ☐ zone 2 ☐ zone 1 ☒

### 7. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte du potentiel radon

en application des articles R.125-23 du code de l'environnement et R.1333-29 du code de la santé publique, modifiés par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018

L'immeuble se situe dans une Zone à Potentiel Radon :

Significatif ☐ Faible avec facteur de transfert ☐ Faible ☒  
zone 3 ☐ zone 2 ☐ zone 1 ☒

### 8. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle

L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente

oui ☐

non ☐

### 9. Situation de l'immeuble au regard de la pollution des sols

L'immeuble est situé dans un Secteur d'Information sur les Sols (SIS)

oui ☐

non ☒

Selon les informations mises à disposition par l'arrêté préfectoral du 04/02/2018 portant création des SIS dans le département

### Parties concernées

Vendeur

MAIRIE DE BOULOGNE BILLANCOURT

à

le

Acquéreur

à

le

Attention ! S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état. Article 125-5 (V) du Code de l'environnement : En cas de non respect des obligations d'information du vendeur ou du bailleur, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix de vente ou de la location.



## Inondation

PPRn Débordement lent (de plaine), approuvé le 09/01/2004

## Non concerné\*

\* L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'une zone à risques



La carte ci-dessus est un extrait de la carte officielle fournie par les services de l'Etat.  
Elle est disponible en intégralité dans les annexes de ce rapport.

PI  
le



## Déclaration de sinistres indemnisés

en application des articles L 125-5 et R125-6 du Code de l'environnement

Si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à des événements ayant eu pour conséquence la publication d'un arrêté de catastrophe naturelle, cochez ci-dessous la case correspondante dans la colonne "Indemnisé".

### Arrêtés CATNAT sur la commune de Boulogne-Billancourt

Risque	Début	Fin	JO	Indemnisé
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	15/01/2018	05/02/2018	15/02/2018	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	28/05/2015	05/06/2016	16/06/2016	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	23/06/2005	23/06/2005	11/03/2006	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue				
Mouvement de terrain	25/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	<input type="checkbox"/>
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	30/05/1999	30/05/1999	20/10/1999	<input type="checkbox"/>

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le portail dédié à la prévention des risques majeurs : [www.prim.net](http://www.prim.net)

Préfecture : Nanterre - Hauts-de-Seine  
Commune : Boulogne-Billancourt

Adresse de l'immeuble :  
113 Rue d'Aguesseau  
92100 Boulogne-Billancourt  
France

Etabli le :

Vendeur :

Acquéreur :

MAIRIE DE BOULOGNE BILLANCOURT

## Prescriptions de travaux

Aucune

## Documents de référence

Aucun

## Conclusions

L'Etat des Risques délivré par BUREAU VERITAS en date du 30/01/2019 fait apparaître que la commune dans laquelle se trouve le bien fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°2017-94 en date du 26/04/2017 en matière d'obligation d'Information Acquéreur Locataire sur les Risques Naturels, Miniers et Technologiques.

Selon les informations mises à disposition dans le Dossier Communal d'Information, le BIEN n'est concerné par aucun risque réglementé.

## Sommaire des annexes

> Arrêté Préfectoral départemental n° 2017-94 du 26 avril 2017

> Cartographies :

- Cartographie réglementaire du PPRn Débordement lent (de plaine), approuvé le 09/01/2004
- Cartographie réglementaire de la sismicité

*A titre indicatif, ces pièces sont jointes au présent rapport.*

## **DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT**

### **PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE**

**Arrêté n°2017- 94 du 26 avril 2017 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs des Hauts-de-Seine**

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L. 125-5 et R. 125-23 à R. 125-27 ainsi que les articles R. 563-2 à R. 563-7 et D. 563-8-1 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 9 septembre 1996 portant modification des limites territoriales de communes et de cantons du département des Hauts-de-Seine ;

**Vu** le décret du 25 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine (classe fonctionnelle II) ;

**Vu** le décret du 23 août 2016 portant nomination de monsieur Pierre SOUBELET en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

**Vu** l'arrêté MCI n° 2016-45 du 5 septembre 2016 portant délégation de signature à Monsieur Thierry BONNIER, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;

**Vu** l'arrêté du 19 mars 2013 modifiant l'arrêté du 13 octobre 2005 portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux du 7 août 1985 approuvant la délimitation des périmètres des zones de risques liées aux carrières dans les communes d'Antony, Bagneux, Châtenay-Malabry, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Nanterre, Puteaux, Rueil-Malmaison, Sceaux, Sèvres, Suresnes, Vanves et Ville-d'Avray ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux du 25 novembre 1985 approuvant la délimitation des périmètres des zones de risques liées aux carrières dans les communes de Courbevoie et de Meudon ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 décembre 1985 approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liées aux carrières dans la commune de Montrouge ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1986 approuvant la délimitation des périmètres des zones de risques liées aux carrières dans la commune de Châtillon ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DDE n° 2003/096 du 15 avril 2003 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Prévisibles de Mouvements de Terrain sur le territoire de la commune de Meudon ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DRCT/1 n° 2004-01 du 9 janvier 2004 portant approbation du Plan de Prévention du Risque Inondation de la Seine sur le territoire des communes d'Asnières-sur-Seine, Bois-Colombes, Boulogne-Billancourt, Clichy-sur-Seine, Colombes, Courbevoie, Gennevilliers, Issy-les-Moulineaux, Levallois-Perret, Meudon, Nanterre, Neuilly-sur-Seine, Puteaux, Rueil-Malmaison, Saint-Cloud, Sèvres, Suresnes et Villeneuve-la-Garenne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral SPB 2005.14 du 29 mars 2005 portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles de Mouvements de Terrain sur la commune de Chaville ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DDE/GEP n° 2006/261 du 2 juin 2006 portant approbation du Plan de Prévention du Risque Mouvements de Terrain sur la commune de Saint-Cloud ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n°2009-035 du 25 février 2009 portant prescription de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour du dépôt pétrolier classé « AS » exploité par la société SDPN situé à Nanterre ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n°2010-129 du 19 août 2010 portant prorogation du délai d'approbation du PPRT du dépôt pétrolier classé « AS » exploité par la société SDPN situé au 22, rue Jean Perrin à Nanterre prescrit par arrêté inter-préfectoral n° 2009-035 du 25 février 2009 ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n°2011-80 du 30 mai 2011 portant approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques du dépôt pétrolier classé « AS » exploité par la société CCMP et situé à Nanterre ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DRE n°2012-234 du 21 décembre 2012 portant approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques des dépôts pétroliers classés « AS » exploités par les sociétés SOGEPP et TRAPIL et situés à Gennevilliers ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n°2013-34 du 11 avril 2013 portant approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques du dépôt pétrolier classé « AS » exploité par la société TOTAL Raffinage Marketing et situé 23/25, route de la Seine à Gennevilliers ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n°2014-73 du 6 mai 2014 abrogeant l'arrêté inter-préfectoral n°2009-035 du 25 février 2009 portant prescription de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques autour du dépôt pétrolier classé « AS » exploité par la société SDPN situé à Nanterre ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DRE 2017-37 du 2 février 2017 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles de Mouvements de Terrain sur la commune de Chaville ;



**Considérant** que l'arrêté n°2009-035 du 25 février 2009 portant prescription de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour du dépôt pétrolier classé « AS » exploité par la société SDPN situé à Nanterre a été abrogé par arrêté inter-préfectoral n°2014-73 du 6 mai 2014 susvisé ;

**Considérant** que la révision du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles de Mouvements de Terrain sur la commune de Chaville a été prescrite par arrêté préfectoral DRE 2017-37 du 2 février 2017 ;

**Considérant** qu'il est donc nécessaire de mettre à jour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs dans le département des Hauts-de-Seine ;

**Sur** proposition de Monsieur le Directeur de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : L'obligation d'information prévue aux I et II de l'article L. 125-5 du code de l'environnement s'applique dans chacune des communes listées en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 2** : Les éléments nécessaires à l'établissement de l'état des risques naturels, miniers et technologiques pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers, prévu à l'article L. 125-5 du code de l'environnement et dont le modèle est défini par l'arrêté du 19 mars 2013 susvisé, sont consignés dans un dossier communal d'Information Acquéreurs-Locataires librement consultable en préfecture, sous-préfecture et mairies concernées et accessible sur le site internet de préfecture des Hauts-de-Seine.

Le dossier communal d'Information Acquéreurs-Locataires est constitué :

- d'une fiche de synthèse listant les risques naturels prévisibles et technologiques recensés sur le territoire de la commune et les documents de référence attachés,
- de cartes associées.

**ARTICLE 3** : La liste des communes et les dossiers communaux d'information Acquéreurs-Locataires sont mis à jour à chaque arrêté modifiant la situation d'une ou plusieurs communes au regard des conditions mentionnées à l'article L. 125-5 du code de l'environnement.

**ARTICLE 4** : L'obligation d'information sur les sinistres prévue au IV de l'article L. 125-5 du code de l'environnement, s'applique aux communes concernées par un ou des arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique. Ces arrêtés sont consultables en préfecture des Hauts-de-Seine et mairie concernée.

La liste de ces arrêtés est disponible sur le site [www.prim.net](http://www.prim.net), rubrique « ma commune face aux risques ».

**ARTICLE 5** : Une copie du présent arrêté et de son annexe est adressée aux maires des communes concernées du département des Hauts-de-Seine.

Une copie du présent arrêté et de son annexe est adressée à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté avec la liste des communes annexée, est affiché dans les mairies des communes concernées et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département. Il est également accessible sur le site internet de la préfecture.

Mention du présent arrêté et de ses modalités de consultation fera l'objet d'un avis de publication dans un journal local du département.

**ARTICLE 6** : Les arrêtés préfectoraux DDE/GEP n°2006.037 du 2 février 2006, DDE/SEU/SE n°2007.274 du 8 juin 2007, DDE/SEU/SE n°2008.010 du 23 juillet 2008, DDE/SEU/SE n° 2010.074 du 14 juin 2010, DRIEA IDF 2011-2-179 du 15 septembre 2011 et DRIEA 2013-2-129 du 3 décembre 2013 sont abrogés.

**ARTICLE 7** : M. le Secrétaire général de la Préfecture, M. le Directeur régional et interdépartemental de l'Énergie et de l'Environnement d'Île-de-France et Mmes et MM. les Maires du département des Hauts-de-Seine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Le Préfet,

pour le Préfet et par délégation,

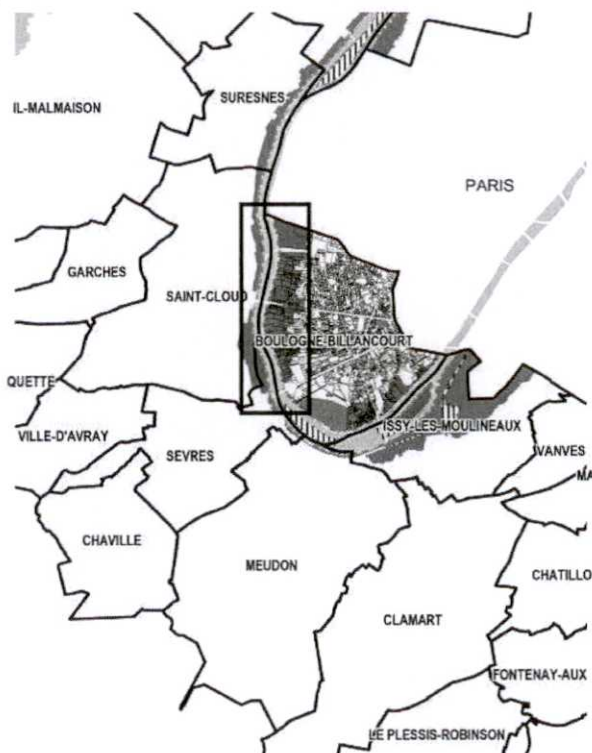
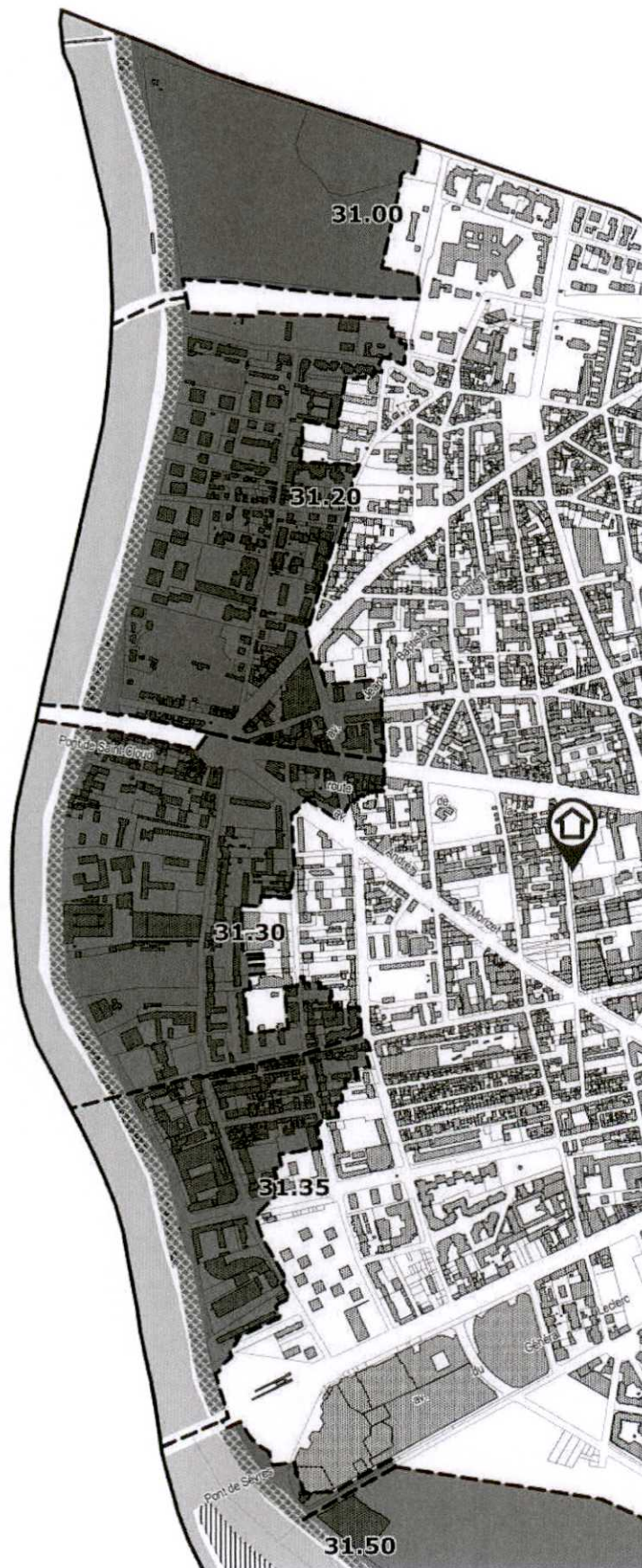
Le Secrétaire Général

Thierry BONNIER










## Extrait du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Seine dans les Hauts-de-Seine

### BOULOGNE-BILLANCOURT

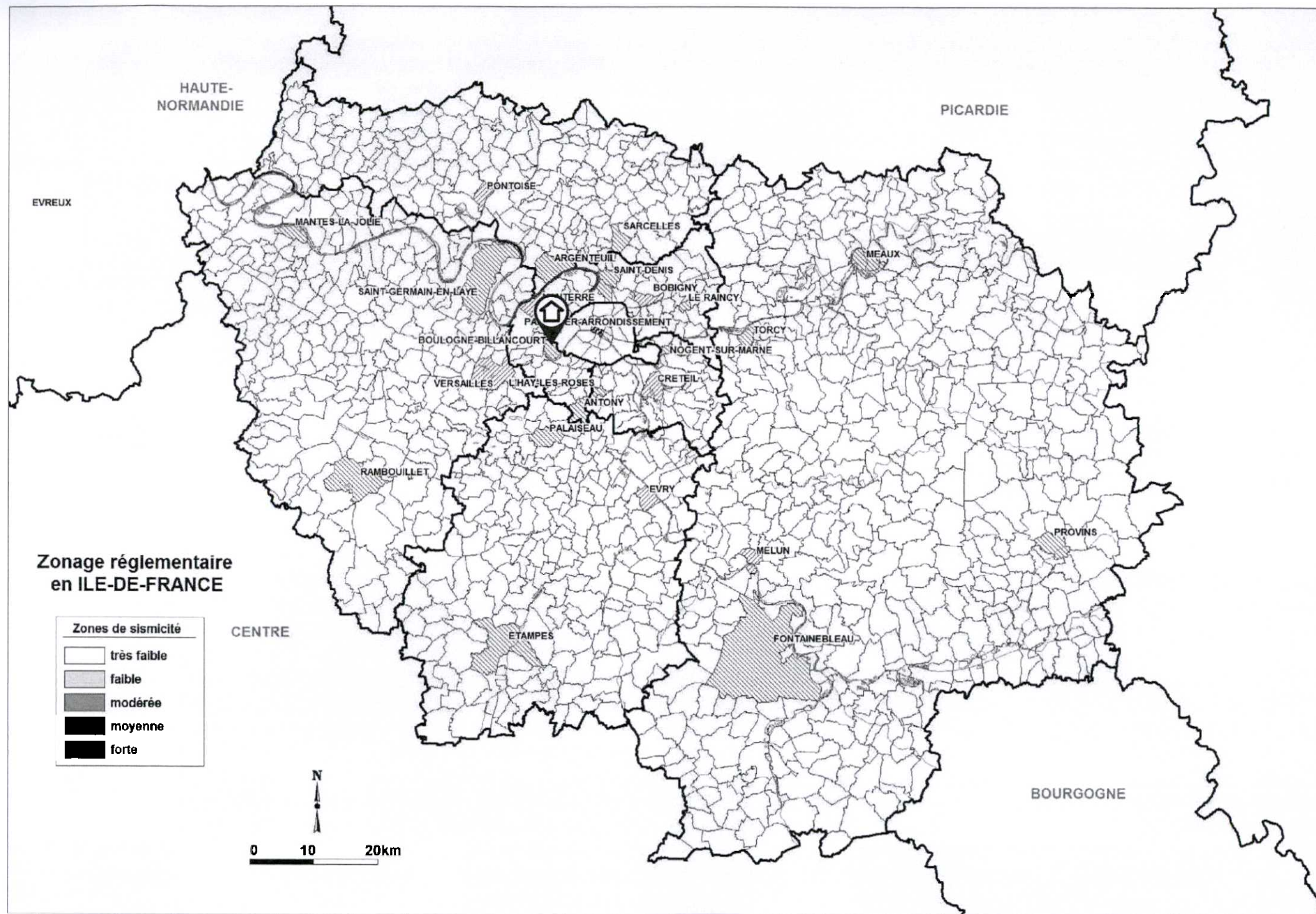


**PPRI approuvé par arrêté préfectoral  
le 9 Janvier 2004**

#### ZONAGE REGLEMENTAIRE

-  ZONE A - Zone à forts aléas et zone à préserver pour la capacité de stockage de la crue.  
- Marge de recul de 30m au maximum à partir de la crête de berge.
-  ZONE B - Centre urbain
-  ZONE D - Zone de mutation urbaine
-  ZONE hors submersion -  
(Règles spécifiques de construction applicables)  
(Niveau de référence égal à la cote de casier dans lequel l'îlot est situé)
-  Hauteur d'eau des casiers, NGF normal  
(Retenue normale du Bief de Suresnes : 26.73 m NGF normal)
-  31.50 Limite de la zone inondable et des casiers
-  Limite communale










**BUREAU  
VERITAS**

## DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE – Logement (6.1)

Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006, Décret n° 2006-1147 du 14 septembre 2006, Arrêté du 8 février 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 27 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 17 octobre 2012, Arrêté du 24 décembre 2012

### A INFORMATIONS GENERALES

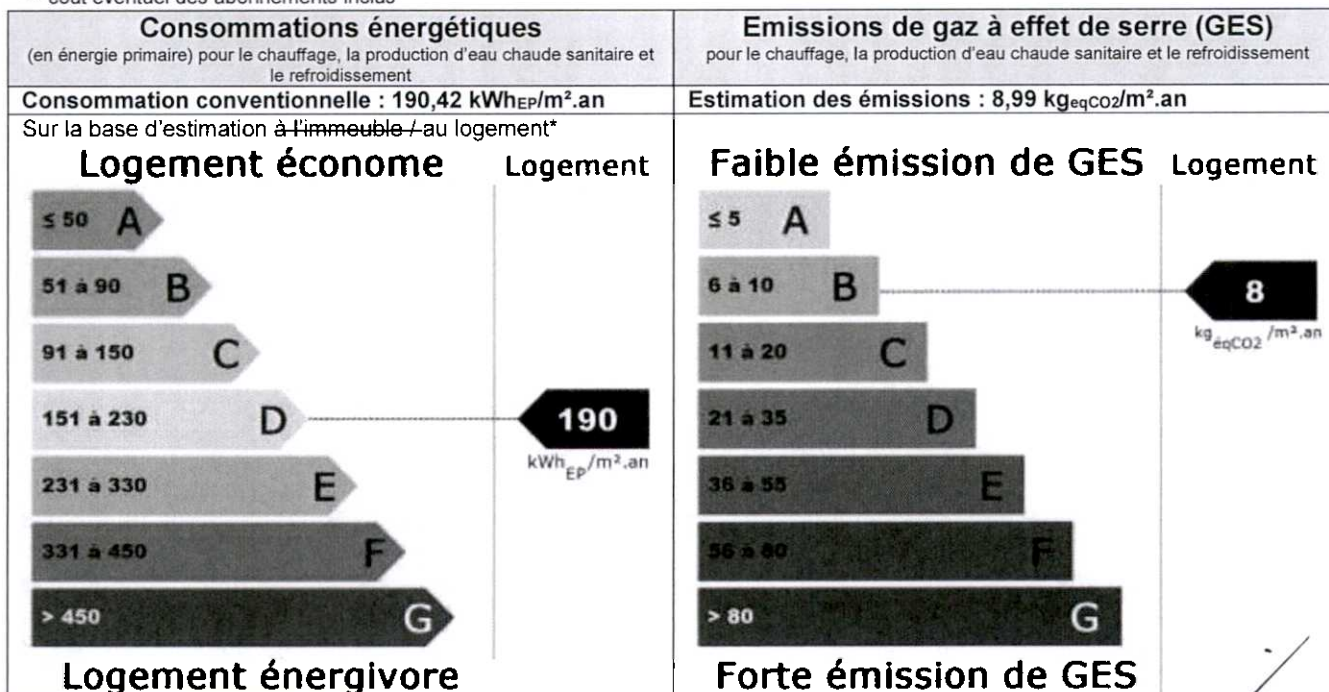
Date du rapport : 30/01/2019 N° de rapport : 7233620 Valable jusqu'au : 29/01/2029 Type de bâtiment : Immeuble Collectif Nature : Appartement Année de construction : 1993 Surface habitable : 101,4 m²	Diagnostiqueur : AMELHAY Youssef Signature : 
Adresse : 113 rue D'Aguesseau 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT INSEE : 92012 Etage : R+5 N° de Lot : 338	Référence ADEME : 1992V1000335R
Propriétaire : Nom : MAIRIE DE BOULOGNE BILLANCOURT Adresse : 26 avenue Andre Morizet 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	Propriétaire des installations communes (s'il y a lieu) : Nom : Adresse :

### B CONSOMMATIONS ANNUELLES PAR ENERGIE

Obtenues par la méthode 3CL - DPE, version 1.3, estimé à l'immeuble / au logement\*, prix moyen des énergies indexés au 15/08/2015

	Consommation en énergie finale (détail par énergie et par usage en kWh <sub>eq</sub> )	Consommation en énergie primaire (détail par usage en kWh <sub>ep</sub> )	Frais annuels d'énergie (TTC)
Chauffage	Electrique 4 376,5	11 291,38	604,83 €
Eau chaude sanitaire	Electrique 3 107,49	8 017,34	340,58 €
Refroidissement			
Consommations d'énergie pour les usages recensés	7 483,99	19 308,72	1 069,36 € <sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> coût éventuel des abonnements inclus



\* rayer la mention inutile



**C DESCRIPTIF DU LOT À LA VENTE ET DE SES EQUIPEMENTS**
**C.1 DESCRIPTIF DU LOGEMENT**
**TYPE(S) DE MUR(S)**

Intitulé	Type	Surface (m²)	Donne sur	Epaisseur (cm)	Isolation
Mur 1	Béton banché	2,2	Circulation	22	Inconnue
Mur 2	Béton banché	58,88	Extérieur	35	Période d'isolation : de 1989 à 2000 (intérieure)

**TYPE(S) DE TOITURE(S)**

Intitulé	Type	Surface (m²)	Donne sur	Isolation
Plafond 1	Dalle béton		Local chauffé	Inconnue

**TYPE(S) DE PLANCHER(S) BAS**

Intitulé	Type	Surface (m²)	Donne sur	Isolation
Plancher 1	Dalle béton		Local chauffé	Inconnue

**TYPE(S) DE MENUISERIE(S)**

Intitulé	Type	Surface (m²)	Donne sur	Présence de fermeture	Remplissage en argon ou krypton
Porte 1	Bois Opaque pleine	2	Circulation - Circulations communes sans ouverture directe sur l'extérieur		
Fenêtre 1	Fenêtres battantes, Menuiserie PVC - double vitrage vertical (e = 12 mm)	6,91	Extérieur	Oui	Non
Fenêtre 2	Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Menuiserie PVC - double vitrage vertical (e = 12 mm)	1,8	Extérieur	Oui	Non
Fenêtre 3	Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Menuiserie PVC - double vitrage vertical (e = 12 mm)	1,78	Extérieur	Oui	Non
Fenêtre 4	Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Menuiserie PVC - double vitrage vertical (e = 12 mm)	1,78	Extérieur	Oui	Non
Brique de verre pleine	brique de verre pleine	1,39	Extérieur	Non	Non
Fenêtre 6	Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Menuiserie PVC - double vitrage vertical (e = 12 mm)	3,47	Extérieur	Oui	Non

**C.2** **DESCRIPTIF DU SYSTÈME DE CHAUFFAGE ET DE REFROIDISSEMENT****TYPE(S) DE SYSTEME(S) DE CHAUFFAGE**

Type de système	Type d'énergie	Puissance nominale	Rendement	Veilleuse	Date de Fabrication	Rapport d'inspection	Individuel / Collectif
Convecteur électrique NFC	Electrique		94,05%	Non		Non requis	Individuel

**Types d'émetteurs liés aux systèmes de chauffage**

Convecteur électrique NFC (surface chauffée : 101,38 m²)

**TYPE(S) DE SYSTEME(S) DE REFROIDISSEMENT - AUCUN -****C.3** **DESCRIPTIF DU SYSTÈME D'EAU CHAUDE SANITAIRE****TYPE(S) DE SYSTEME(S) D'EAU CHAUDE SANITAIRE**

Type de système	Type d'énergie	Puissance nominale	Rendement	Veilleuse	Date de Fabrication	Rapport d'inspection	Individuel / Collectif
Chauffe-eau vertical	Electrique		58,28%	Non	2006	Non requis	Individuel

**C.4** **DESCRIPTIF DU SYSTÈME DE VENTILATION****TYPE DE SYSTEME DE VENTILATION**

Type de système	Menuiseries sans joint	Cheminée sans trappe
Ventilation mécanique auto réglable après 1982	Non	Non

**C.5** **DESCRIPTIF DES EQUIPEMENTS UTILISANT DES ENERGIES RENOUVELABLES - AUCUN -**

Quantité d'énergie d'origine renouvelable apportée au bâtiment :	Néant
--	-------



**D NOTICE D'INFORMATION****Pourquoi un diagnostic**

- Pour informer le futur locataire ou acheteur ;
- Pour comparer différents logements entre eux ;
- Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

**Consommation conventionnelle**

Ces consommations sont dites conventionnelles car calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu. Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard.

**Conditions standard**

Les conditions standard portent sur le mode de chauffage (températures de chauffe respectives de jour et de nuit, périodes de vacance du logement), le nombre d'occupants et leur consommation d'eau chaude, la rigueur du climat local (température de l'air et de l'eau potable à l'extérieur, durée et intensité de l'ensoleillement). Ces conditions standard servent d'hypothèses de base aux méthodes de calcul. Certains de ces paramètres font l'objet de conventions unifiées entre les méthodes de calcul.

**Constitution des étiquettes**

La consommation conventionnelle indiquée sur l'étiquette énergie est obtenue en déduisant de la consommation d'énergie calculée, la consommation d'énergie issue éventuellement d'installations solaires thermiques ou pour le solaire photovoltaïque, la partie d'énergie photovoltaïque utilisée dans la partie privative du lot.

**Énergie finale et énergie primaire**

L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.

L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.

**Usages recensés**

Dans les cas où une méthode de calcul est utilisée, elle ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement.

Certaines consommations comme l'éclairage, la cuisson ou l'électroménager ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.

**Variations des conventions de calcul et des prix de l'énergie**

Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêt en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic.

Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.

**Énergies renouvelables**

Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure.

## **Conseils pour un bon usage**

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

### **Chauffage**

- Réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante, réglez le thermostat à 19 °C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors gel" fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.
- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.

### **Eau chaude sanitaire**

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

### **Aération**

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.
- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

### **Confort d'été**

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

### **Autres usages**

#### **Eclairage :**

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques...) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

#### **Bureautique / audiovisuel :**

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

#### **Électroménager (cuisson, réfrigération,...) :**

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).



## E RECOMMANDATIONS D'AMELIORATION ENERGETIQUE

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Les consommations, économies, efforts et retours sur investissement proposés ici sont donnés à titre indicatif et séparément les uns des autres. Certains coûts d'investissement additionnels éventuels (travaux de finition, etc.) ne sont pas pris en compte. Ces valeurs devront impérativement être complétées avant réalisation des travaux par des devis d'entreprises. Enfin, il est à noter que certaines aides fiscales peuvent minimiser les coûts moyens annoncés (subventions, crédit d'impôt, etc.). La TVA est comptée au taux en vigueur

Projet	Mesures d'amélioration	Nouvelle conso. conventionnelle en kWhEP/m².an	Effort investissement	Économies	Rapidité du retour sur investissement	Crédit d'impôt
Simulation 1	Installation d'une VMC Hygroréglable type A	173,13	€€	☆	☆☆☆☆	
Simulation 2	ECS électrique : Remplacement du ballon actuel par un ballon type NFB (qui garantit un bon niveau d'isolation du ballon)	190,42				

Légende		
Économies	Effort d'investissement	Rapidité du retour sur investissement
☆ : moins de 100 € TTC/an ☆☆ : de 100 à 200 € TTC/an ☆☆☆ : de 200 à 300 € TTC/an ☆☆☆☆ : plus de 300 € TTC/an	€ : moins de 200 € TTC €€ : de 200 à 1000 € TTC €€€ : de 1000 à 5000 € TTC €€€€ : plus de 5000 € TTC	☆☆☆☆ : moins de 5ans ☆☆☆☆ : de 5 à 10 ans ☆☆ : de 10 à 15 ans ☆ : plus de 15 ans

### Commentaires :

Néant

### Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Pour aller plus loin, il existe des points info-énergie : [http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste\\_eie.asp](http://www.ademe.fr/particuliers/PIE/liste_eie.asp)  
Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y ! [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr)  
Pour plus d'informations : [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr) ou [www.logement.gouv.fr](http://www.logement.gouv.fr)

## F CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR

Signature



Etablissement du rapport :

Fait à **NANTERRE** le **30/01/2019**

Cabinet : **BUREAU VERITAS EXPLOITATION**

Désignation de la compagnie d'assurance : **MSIG Insurance Europe AG**

N° de police : **F210.16.0414**

Date de validité : **31/12/2018**

Date de visite : **29/01/2019**

Nom du responsable : **ALVAREZ Pierre**

Le présent rapport est établi par **AMELHAY Youssef** dont les compétences sont certifiées par : **ABCIDIA CERTIFICATION**  
**102 route de Limours 78470 SAINT-RÉMY-LÈS-CHEVREUSE**

N° de certificat de qualification : **16-694** Date d'obtention : **15/06/2016**

Version du logiciel utilisé : **AnalysImmo DPE-3CL2012 version 2.1.1**



Référence du logiciel validé : <b>Analysimmo DPE 3CL-2012</b>	Référence du DPE : <b>1992V1000335R</b>
---	---

## Diagnostic de performance énergétique fiche technique

Cette page recense les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur dans la méthode de calcul pour en évaluer la consommation énergétique.  
En cas de problème, contacter la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée ([diagnostiqueurs.application.developpement-durable.gouv.fr](mailto:diagnostiqueurs.application.developpement-durable.gouv.fr)).

Catégorie	Donnée d'entrée	Valeur renseignée
Généralités	Département	92 - Hauts de Seine
	Altitude	0 m
	Type de bâtiment	Immeuble collectif
	Année de construction	1993
	Surface habitable	101,4 m <sup>2</sup>
	Nombre de niveaux	1
	Hauteur moyenne sous plafond	2,53 m
	Nombre de logements du bâtiment	1
Enveloppe	Caractéristiques des murs	Mur 1 : Béton banché, Epaisseur (cm) : 22, Surface (m <sup>2</sup> ) : 2,2, U (W/m <sup>2</sup> K) : 0,45, Donne sur : Circulation, Coefficient de réduction des déperditions : 0,65, Isolation inconnue Mur 2 : Béton banché, Epaisseur (cm) : 35, Surface (m <sup>2</sup> ) : 58,88, U (W/m <sup>2</sup> K) : 0,45, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 1, Isolation thermique par l'intérieur, Année de travaux d'isolation : de 1989 à 2000
	Caractéristiques des planchers	Plancher 1 : Dalle béton, Surface (m <sup>2</sup> ) : 0, U (W/m <sup>2</sup> K) : 0,55, Donne sur : Local chauffé, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Isolation inconnue
	Caractéristiques des plafonds	Plafond 1 : Dalle béton, Surface (m <sup>2</sup> ) : 0, U (W/m <sup>2</sup> K) : 0,35, Donne sur : Local chauffé, Coefficient de réduction des déperditions : 0, Isolation inconnue
	Caractéristiques des baies	Fenêtre 1 : U (W/m <sup>2</sup> K) = 1,9, Surface (m <sup>2</sup> ) : 6,91, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 1, Orientation : Est, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale $\geq 75^\circ$ , Type de vitrage : Double vitrage vertical, épaisseur de lame : 12 mm, Type de menuiserie : Menuiserie PVC, Au nu intérieur, Largeur approximative des dormant : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Fenêtres battantes, Type de fermeture : Volet roulant PVC (épaisseur tablier $\leq 12$ mm), Baie sous balcon ou auvent. Avancée = 1,1 m .L1 = 4,08 m .L2 = 3,22 m, Fenêtre 2 : U (W/m <sup>2</sup> K) = 1,9, Surface (m <sup>2</sup> ) : 1,8, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 1, Orientation : Nord, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale $\geq 75^\circ$ , Type de vitrage : Double vitrage vertical, épaisseur de lame : 12 mm, Type de menuiserie : Menuiserie PVC, Au nu intérieur, Largeur approximative des dormant : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Type de fermeture : Volet roulant PVC (épaisseur tablier $\leq 12$ mm), Fenêtre 3 : U (W/m <sup>2</sup> K) = 1,8, Surface (m <sup>2</sup> ) : 1,78, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 1, Orientation : Nord, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale $\geq 75^\circ$ , Type de vitrage : Double vitrage vertical, épaisseur de lame : 12 mm, Type de menuiserie : Menuiserie PVC, Au nu intérieur, Largeur approximative des dormant : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Type de

		<p>fermeture : Volet roulant PVC (épaisseur tablier &gt; 12 mm), ,</p> <p>Fenêtre 4 : U (W/m²K) = 1,8, Surface (m²) : 1,78, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 1, Orientation : Nord, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale <math>\geq 75^\circ</math>, Type de vitrage : Double vitrage vertical, épaisseur de lame : 12 mm, Type de menuiserie : Menuiserie PVC, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Type de fermeture : Persienne coulissante PVC et volet battant bois, (épaisseur tablier <math>\geq 22\text{mm}</math>), , Obstacle d'environnement homogène : angle = <math>36^\circ</math></p> <p>Brique de verre pleine : U (W/m²K) = 3,5, Surface (m²) : 1,39, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 1, Orientation : Est, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale <math>\geq 75^\circ</math>, Type de vitrage : Brique de verre pleine, Type de menuiserie : Aucune, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Aucune, Type de fermeture : aucune, ,</p> <p>Fenêtre 6 : U (W/m²K) = 1,9, Surface (m²) : 3,47, Donne sur : Extérieur, Coefficient de réduction des déperditions : 1, Orientation : Sud, Inclinaison : Verticale angle par rapport à l'horizontale <math>\geq 75^\circ</math>, Type de vitrage : Double vitrage vertical, Type de menuiserie : Menuiserie PVC, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm, Sans retour d'isolant autour des menuiseries, Type de paroi vitrée : Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Type de fermeture : Volet roulant PVC (épaisseur tablier <math>\leq 12\text{mm}</math>), , Obstacle d'environnement homogène : angle = <math>29^\circ</math></p>
	<b>Caractéristiques des portes</b>	<p>Porte 1 : U (W/m²K) = 3,5, Surface (m²) : 2, Donne sur : Circulation, Coefficient de réduction des déperditions : 0,65, Type de porte : Opaque pleine, Type de menuiserie : Bois, Au nu intérieur , Largeur approximative des dormants : 5 cm</p>
	<b>Caractéristiques des ponts thermiques</b>	<p>Total des liaisons Plancher bas - Mur : 0 m</p> <p>Total des liaisons Plancher intermédiaire - Mur : 0 m</p> <p>Total des liaisons Plancher haut lourd - Mur en matériau lourd : 0 m</p> <p>Total des liaisons Refend - Mur : 0 m</p> <p>Total des liaisons Menuiseries - Mur : 41 m</p>
	<b>Caractéristiques de la ventilation</b>	Ventilation mécanique auto réglable après 1982
Systèmes	<b>Caractéristiques du chauffage</b>	<p>Convecteur électrique NFC : Type de production : individuel, Type d'énergie : Electrique, Type de combustible : Electricité</p> <p>Type d'installation : Installation de chauffage sans solaire, Chauffage principal</p> <p>Emetteur(s) associé(s) : Convecteur électrique NFC, Surface chauffée : 101,38 m², Réseau de distribution : Pas de réseau de distribution, Intermittence : Chauffage divisé, Avec régulation pièce par pièce, équipement d'intermittence : Par pièce avec minimum de température</p>
	<b>Caractéristiques de la production d'eau chaude sanitaire</b>	<p>Chauffe-eau vertical : Type de production : individuel, Type d'énergie : Electrique, Type de combustible : Electricité, Date de fabrication : 31/01/2006, Présence d'un ballon d'accumulation de 300 litres de volume de stockage, Production en volume habitable, Pièces alimentées non contiguës, installation individuelle</p>
	<b>Caractéristiques de la climatisation</b>	

Explication des écarts possibles entre les consommations issues de la simulation conventionnelle et celles issues des consommations réelles :



**Tableau récapitulatif de la méthode à utiliser pour la réalisation du DPE :**

	Bâtiment à usage principal d'habitation						Bâtiment ou partie de bâtiment à usage principal autre que d'habitation
			Appartement avec système collectif de chauffage ou de production d'ECS sans comptage individuel quand un DPE a déjà été réalisé à l'immeuble	DPE non réalisé à l'immeuble		Appartement avec système collectif de chauffage ou de production d'ECS sans comptage individuel	
	DPE pour un immeuble ou une maison individuelle			Appartement avec systèmes individuels de chauffage ou de production d'ECS ou collectifs et équipés de comptages individuels			
	Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948		Bâtiment construit avant 1948	Bâtiment construit après 1948		
Calcul conventionnel		X	A partir du DPE à l'immeuble		X		
Utilisation des factures	X			X		X	X

Pour plus d'informations :

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr), rubrique performance énergétique

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

## CERTIFICAT DE QUALIFICATION



La certification de compétence de personnes physiques  
est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

**AMELHAY Youssef**  
sous le numéro 16-694

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

- |                                     |  |                            |                       |
|-------------------------------------|--|----------------------------|-----------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Amiante</b>   | Prise d'effet : 13/05/2016 | Validité : 12/05/2021 |
|                                     | <small>Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification</small>   |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>DPE individuel</b>  | Prise d'effet : 15/06/2016 | Validité : 14/06/2021 |
|                                     | <small>Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2011</small>  |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Gaz</b>   | Prise d'effet : 15/06/2016 | Validité : 14/06/2021 |
|                                     | <small>Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 15 décembre 2011</small>   |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>CREP</b>  | Prise d'effet : 13/05/2016 | Validité : 12/05/2021 |
|                                     | <small>Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011</small> |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Termites</b>  | Prise d'effet : 13/05/2016 | Validité : 12/05/2021 |
|                                     | <b>Zone d'intervention : France métropolitaine</b><br><small>Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011</small>              |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Electricité</b>   | Prise d'effet : 15/06/2016 | Validité : 14/06/2021 |
|                                     | <small>Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 10 décembre 2009</small>  |                            |                       |



Véronique DELMAY  
Gestionnaire des certifiés



Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance  
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABCIDIA CERTIFICATION - 4 route de la Noue 91190 GIFI-SUR-YVETTE - 01 64 46 68 24  
www.abcidia-certification.fr - contact@abcidia-certification.fr

ENR 20 V6 du 02 avril 2014

**BUREAU VERITAS**  
EXPLOITATION**ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

Je soussigné, M. Pierre ALVAREZ, Chef de service Diagnostics immobiliers, atteste sur l'honneur que Bureau Veritas Exploitation est en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la construction et de l'habilitation.

Bureau Veritas Exploitation dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier de diagnostic technique.

Bureau Veritas Exploitation emploie des salariés dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité dans le domaine de la construction, conformément à l'article R271-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Bureau Veritas Exploitation est souscripteur d'une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions, selon les modalités de l'article R271-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Bureau Veritas Exploitation n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents du dossier de diagnostic technique.

Pour faire et valoir ce que de droit.

Fait à Nanterre, le 3 janvier 2019



**BUREAU VERITAS EXPLOITATION**  
Immeuble GAÏA  
333 Avenue Georges Clémenceau  
92000 NANTERRE  
Tél. 01 47 52 02 00

**BUREAU VERITAS EXPLOITATION**

info@fr.bureauveritas.com  
66 Rue de Villiers 92380 Levallois-Perret  
SAS au capital social de 36 315 000 € - RCS 790 184 675

www.bureauveritas.fr



**ATTESTATION D'ASSURANCE**

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

**BUREAU VERITAS SERVICES France SAS**  
8 Cours du Triangle  
92800 Puteaux

a souscrit auprès de notre Compagnie, pour le compte de sa filiale :

**Bureau Veritas Exploitation SAS**  
8 Cours du Triangle 92800 Puteaux

un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.16.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic immobilier et notamment :

**1) Diagnostic amiante**

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition,
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante,
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives),
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition,
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante,
- Examen visuel après travaux de désamiantage,
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis,
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension,
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré,
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail,
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments,
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction,
- Diagnostic amiante sur équipements industriels,
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) y compris le réemploi des matériaux : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés.

**2) Autres diagnostics**

- Diagnostic radon bâtiments,
- Diagnostic monoxyde de carbone,
- Diagnostic accessibilité des handicapés ERP Existants,
- Diagnostic accessibilité des handicapés des voiries,
- Diagnostic de l'état de l'installation intérieure d'électricité / de gaz,
- Diagnostic de l'état des risques naturels et technologiques (ERNT),
- Diagnostic de Performances Energétiques –DPE– :
  - Location
  - Cession immobilière
  - ERP
  - Neuf
- Mise à jour du DPE,
- Diagnostic des installations d'assainissement non collectif (ANC),
- Etat parasitaires termites + xylophages,

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tél : +33(0)1 40 67 42 42  
Fax : +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z  
Siège social : An den Dominikanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne



Europe

- Constat Etats parasites termites + xylophages hors DDT,
- Diagnostic Plomb avant / après travaux,
- Constat des risques d'exposition au Plomb (CREP):
  - En cas de location / vente
  - Dans les parties communes
- Risque d'intoxication au plomb dans les peintures,
- Etat des lieux,
- Métrages Loi Carrez/ Loi Boutin,
- Millièmes de copropriété,
- Prêts conventionnés (normes d'habitabilité),
- Sécurité piscine,
- Diagnostic technique Loi SRU,
- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public.

3) Analyses et/ou prélèvements d'échantillons.

4) Conseil en performance énergétique.

5) Toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil.

La présente attestation valable du 01/01/2019 au 31/12/2019 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Paris, le 28/12/18

MSIG Insurance Europe AG  
65, rue de la Victoire - 75009 Paris  
Tel : 01 40 67 12 34 Fax : 01 40 67 12 34  
RCS Paris 753143562 APE 6512Z

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel : +33(0)1 40 67 42 42  
Fax : +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143562, APE 6512 Z  
Siège social: An den Dominikanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne



**BUREAU  
VERITAS**

## DIAGNOSTIC DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation. Articles L 134-7 et R 134-10 à 13 du code de la construction et de l'habitation. Norme NF C16-600 de juillet 2017.

### DESIGNATION ET DESCRIPTION DU LOCAL D'HABITATION ET DE SES DEPENDANCES

▪ Localisation du ou des immeubles bâti(s) Département : <b>HAUTS DE SEINE</b> Commune : <b>BOULOGNE-BILLANCOURT (92100)</b> Adresse : <b>113 rue D'Aguesseau</b> Lieu-dit / immeuble : <b>Appartement</b>	Type d'immeuble : <b>Appartement</b>  Date de construction : 1993 Année de l'installation :  Distributeur d'électricité : <b>Enedis</b>  Rapport n° : <b>7233620 ELEC</b>  La liste des parties du bien n'ayant pu être visitées et leurs justifications se trouvent au paragraphe 9
Ref. Cadastre : <b>NC</b> ▪ Désignation et situation du lot de (co)propriété : <b>Appartement Lot n°338</b>  Etage : <b>R+5</b>	

### IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

▪ Identité du donneur d'ordre  
Nom / Prénom : **MAIRIE DE BOULOGNE BILLANCOURT**  
Tél. : Email :  
Adresse : **26 avenue André Morizet 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT**  
  
▪ Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :  
Propriétaire de l'appartement ou de la maison individuelle : ☒  
Autre le cas échéant (préciser) ☐

### 3 IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION ET SIGNE LE RAPPORT

▪ Identité de l'opérateur :  
Nom : **AMELHAY**  
Prénom : **Youssef**  
Nom et raison sociale de l'entreprise : **BUREAU VERITAS EXPLOITATION**  
Adresse : **333 Avenue Georges CLEMENCEAU**  
**92000 NANTERRE**  
N° Siret : **Nanterre 790 184 675**  
Désignation de la compagnie d'assurance : **MSIG Insurance Europe AG**  
N° de police : **F210.16.0414** date de validité : **31/12/2019**  
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : **ABCIDIA CERTIFICATION**, le 15/06/2016, jusqu'au 12/05/2021  
N° de certification : **16-694**

7233620 ELEC -

Page 1/10



**4****RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE**

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection.

Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc. lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

**5****CONCLUSIONS RELATIVES A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES**

Anomalies avérées selon les domaines suivants :

1. L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité.

**Néant**

2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.

**Néant**

3. Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.

**Néant**

4. La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.

**Néant**

5. Matériels électriques présentant des risques de contact direct avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation(*)
B.7.3 b)	L'isolant d'au moins un CONDUCTEUR est dégradé.	

6. Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.



## Néant

### Installations particulières :

P1, P2. Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.

## Néant

P3. La piscine privée ou le bassin de fontaine

## Sans objet

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C16-600.
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C16-600.
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée
- (\*) **Avertissement:** la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

### Informations complémentaires :

N° article (1)	Libellé des informations
B.11 a1)	L'ensemble de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité $\leq 30$ mA.
B.11 a3)	Il n'y a aucun dispositif différentiel à haute sensibilité $\leq 30$ mA.
B.11 b1)	L'ensemble des socles de prise de courant est de type à obturateur.
B.11 c1)	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15mm.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C16-600

## 6 AVERTISSEMENT PARTICULIER

### Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés

N° article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon la norme NF C16-600 - Annexe C	Motifs (2)
B.5.3 b)	Section satisfaisante du CONDUCTEUR de LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire.	
B.5.3 d)	Qualité satisfaisante des CONNEXIONS du CONDUCTEUR de la LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire aux ELEMENTS CONDUCTEURS et aux MASSES.	

Pour les points de contrôle du DIAGNOSTIC n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un OPERATEUR DE DIAGNOSTIC certifié lorsque l'installation sera alimentée

(1) Références des numéros d'article selon la norme NF C16-600 – Annexe C

(2) Les motifs peuvent être, si c'est le cas :

- « Le tableau électrique est manifestement ancien : son ENVELOPPE (capot), s'il est démonté, risque de ne pouvoir être remonté sans dommage. » ;
- « Les supports sur lesquels sont fixés directement les dispositifs de protection ne sont pas à démonter dans le cadre du présent DIAGNOSTIC : de ce fait, la section et l'état des CONDUCTEURS n'ont pu être vérifiés. » ;
- « L'installation ou une ou plusieurs parties de celle-ci n'étaient pas alimentée(s) en électricité le jour de la visite. » ;
- « Le(s) courant(s) d'emploi du (des) CIRCUIT(S) protégé(s) par le(s) INTERRUPTEUR(S) différentiel(s) ne peuvent pas être évalué(s). »
- « L'installation est alimentée par un poste à haute tension privé qui est exclu du domaine d'application du présent DIAGNOSTIC et dans lequel peut se trouver la partie de l'installation à vérifier »
- « La nature TBTS de la source n'a pas pu être repérée. »
- « Le calibre du ou des dispositifs de PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITES est > 63 A pour un DISJONCTEUR ou 32A pour un fusible. »
- « Le courant de réglage du DISJONCTEUR de branchement est > 90 A en monophasé ou > 60 A en triphasé. »
- « La méthode dite « amont-aval » ne permet pas de vérifier le déclenchement du DISJONCTEUR de branchement lors de l'essai de fonctionnement. »
- « Les bornes aval du disjoncteur de branchement et/ou la canalisation d'alimentation du ou des tableaux électriques comportent plusieurs conducteurs en parallèle »
- Toute autre mention, adaptée à l'installation, décrivant la ou les impossibilités de procéder au(x) contrôle(s) concerné(s).

## 7 CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL

Néant

Installations ou parties d'installation non couvertes

Les installations ou parties de l'installation cochées ou mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic, conformément à la norme NF C16-600 :

**Le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :**

- INSTALLATION DE MISE A LA TERRE située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (PRISE DE TERRE, CONDUCTEUR DE TERRE, borne ou barrette principale de terre, LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale, CONDUCTEUR PRINCIPAL DE PROTECTION et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation): existence et caractéristiques;



## 8 EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées :

<p align="center"><u>Appareil général de commande et de protection</u></p> <p>Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'<b>urgence</b>, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.</p> <p>Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.</p>
<p align="center"><u>Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation</u></p> <p>Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un <b>défaut d'isolement</b> sur un matériel électrique.</p> <p>Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p align="center"><u>Prise de terre et installation de mise à la terre :</u></p> <p>Ces éléments permettent, lors d'un <b>défaut d'isolement</b> sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.</p> <p>L'absence de ces éléments ou leur inexistance partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p align="center"><u>Dispositif de protection contre les surintensités :</u></p> <p>Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts circuits.</p> <p>L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.</p>
<p align="center"><u>Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche :</u></p> <p>Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.</p> <p>Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p align="center"><u>Conditions particulières les locaux contenant une baignoire ou une douche :</u></p> <p>Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.</p> <p>Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p align="center"><u>Matériels électriques présentant des risques de contact direct :</u></p> <p>Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p align="center"><u>Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage :</u></p> <p>Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage normal du matériel, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p align="center"><u>Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives :</u></p> <p>Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p align="center"><u>Piscine privée ou bassin de fontaine :</u></p> <p>Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.</p> <p>Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>

Informations complémentaires :

Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant tout ou partie de l'installation électrique :

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique....) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Socles de prise de courant de type à obturateurs :

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution.

Socles de prise de courant de type à puits (15mm minimum):

La présence de puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

9

**IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN (PIECES ET EMBLACEMENTS) N'AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION :**

Néant

**DATE, SIGNATURE ET CACHET**

**Dates de visite et d'établissement de l'état**

Visite effectuée le **29/01/2019**

Date de fin de validité : **29/01/2022**

Etat rédigé à **NANTERRE** Le **30/01/2019**

Nom : **AMELHAY** Prénom : **Youssef**





## CERTIFICAT DE COMPETENCE(S)



La certification de compétence de personnes physiques  
est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

**AMELHAY Youssef**  
sous le numéro 16-694

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

- |                                     |  |                            |                       |
|-------------------------------------|--|----------------------------|-----------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Amiante</b>   | Prise d'effet : 13/05/2016 | Validité : 12/05/2021 |
|                                     | <small>Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification</small>   |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>DPE individuel</b>  | Prise d'effet : 15/06/2016 | Validité : 14/06/2021 |
|                                     | <small>Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2011</small>  |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Gaz</b>   | Prise d'effet : 15/06/2016 | Validité : 14/06/2021 |
|                                     | <small>Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 15 décembre 2011</small>   |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>CREP</b>  | Prise d'effet : 13/05/2016 | Validité : 12/05/2021 |
|                                     | <small>Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011</small> |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Termites</b>  | Prise d'effet : 13/05/2016 | Validité : 12/05/2021 |
|                                     | <b>Zone d'intervention : France métropolitaine</b><br><small>Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011</small>              |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Electricité</b>   | Prise d'effet : 15/06/2016 | Validité : 14/06/2021 |
|                                     | <small>Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification, modifié par l'arrêté du 10 décembre 2009</small>  |                            |                       |



ABCIDIA CERTIFICATION  
4 rue de la Noue 91190 GIF-SUR-YVETTE  
01 64 46 68 24  
www.abcidia-certification.fr

**Véronique DELMAY**  
Gestionnaire des certifiés



Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance  
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABCIDIA CERTIFICATION - 4 rue de la Noue 91190 GIF-SUR-YVETTE - 01 64 46 68 24  
www.abcidia-certification.fr - [contact@abcidia-certification.fr](mailto:contact@abcidia-certification.fr)

ENR 20 V6 du 02 avril 2014

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

Je soussigné, M. Pierre ALVAREZ, Chef de service Diagnostics immobiliers, atteste sur l'honneur que Bureau Veritas Exploitation est en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la construction et de l'habitation.

Bureau Veritas Exploitation dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier de diagnostic technique.

Bureau Veritas Exploitation emploie des salariés dont les compétences ont été certifiées par un organisme accrédité dans le domaine de la construction, conformément à l'article R271-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Bureau Veritas Exploitation est souscripteur d'une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions, selon les modalités de l'article R271-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Bureau Veritas Exploitation n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents du dossier de diagnostic technique.

Pour faire et valoir ce que de droit.

Fait à Nanterre, le 3 janvier 2019



**BUREAU VERITAS EXPLOITATION**  
Immeuble GAÏA  
333 Avenue Georges Clémenceau  
92000 NANTERRE  
Tél. 01 47 52 02 00

**BUREAU VERITAS EXPLOITATION**

info@fr.bureauveritas.com  
66 Rue de Villiers 92300 Levallois-Perret  
SAS au capital social de 36 315 000 € - RCS 790 184 475

www.bureauveritas.fr

## ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

**BUREAU VERITAS SERVICES France SAS**  
8 Cours du Triangle  
92800 Puteaux

a souscrit auprès de notre Compagnie, pour le compte de sa filiale :

**Bureau Veritas Exploitation SAS**  
8 Cours du Triangle 92800 Puteaux

un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.16.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic immobilier et notamment :

### 1) Diagnostic amiante

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition,
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante,
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives),
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition,
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante,
- Examen visuel après travaux de désamiantage,
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis,
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension,
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré,
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail,
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments,
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction,
- Diagnostic amiante sur équipements industriels,
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) y compris le réemploi des matériaux : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés.

### 2) Autres diagnostics

- Diagnostic radon bâtiments,
- Diagnostic monoxyde de carbone,
- Diagnostic accessibilité des handicapés ERP Existants,
- Diagnostic accessibilité des handicapés des voiries,
- Diagnostic de l'état de l'installation intérieure d'électricité / de gaz,
- Diagnostic de l'état des risques naturels et technologiques (ERNT),
- Diagnostic de Performances Energétiques -DPE- :
  - Location
  - Cession immobilière
  - ERP
  - Neuf
- Mise à jour du DPE,
- Diagnostic des installations d'assainissement non collectif (ANC),
- Etat parasites termites + xylophages.

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel : +33(0)1 40 67 42 42  
Fax : +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143662, APE 6512 Z  
Siège social : An den Dominikanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne





Europe

- Constat Etats parasites termites + xylophages hors DDT,
- Diagnostic Plomb avant / après travaux,
- Constat des risques d'exposition au Plomb (CREP) :
  - En cas de location / vente
  - Dans les parties communes
- Risque d'intoxication au plomb dans les peintures,
- Etat des lieux,
- Métrages Loi Carrez/ Loi Boutin,
- Milièmes de copropriété,
- Prêts conventionnés (normes d'habitabilité),
- Sécurité piscine,
- Diagnostic technique Loi SRU,
- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public.

3) Analyses et/ou prélèvements d'échantillons.

4) Conseil en performance énergétique.

5) Toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil.

La présente attestation valable du 01/01/2019 au 31/12/2019 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

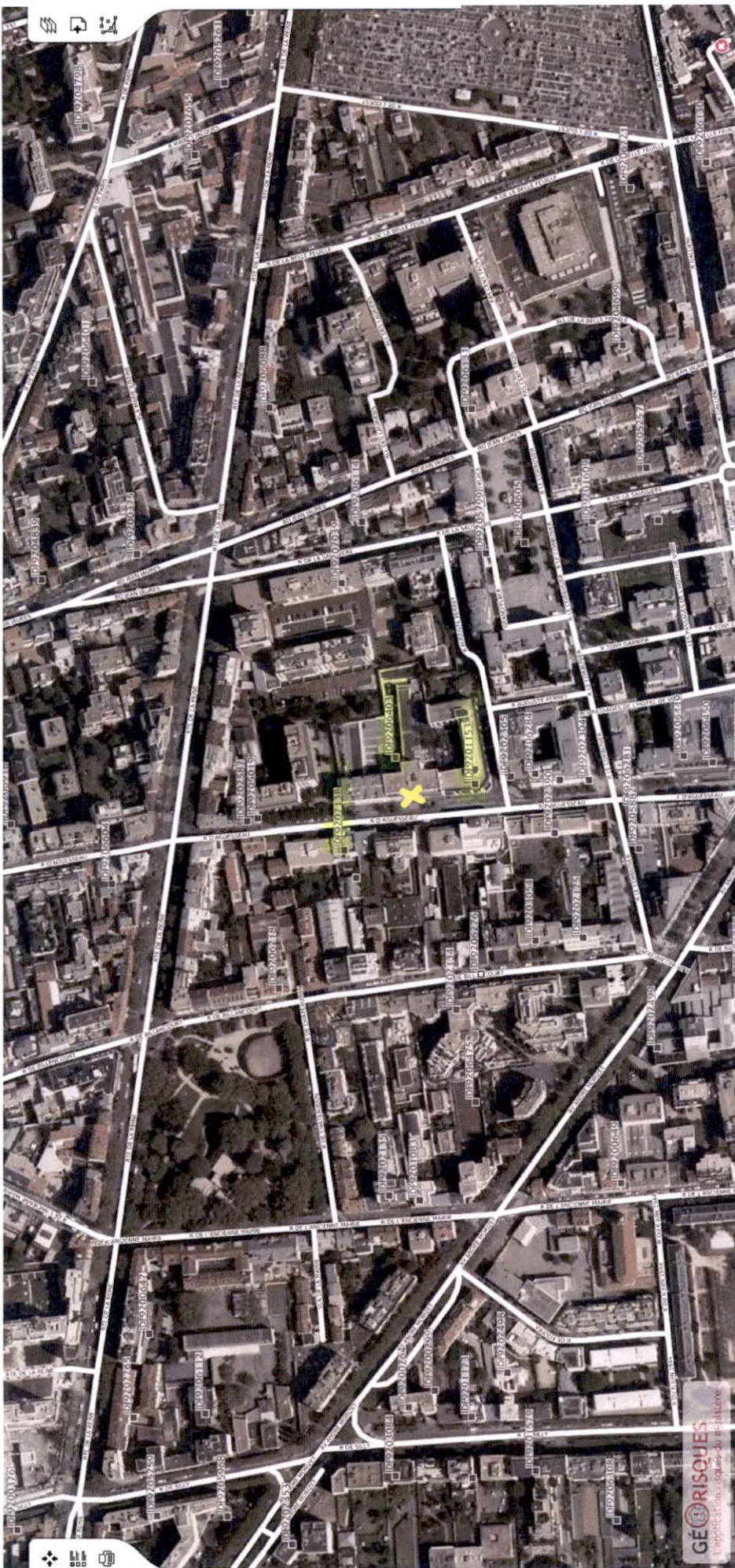
Paris, le 28/12/18

**MSIG Insurance Europe AG**  
65, rue de la Victoire - 75009 Paris  
Tél: 01 40 67 12 34 Fax: 01 40 67 12 31  
RCS Paris 753143882 APE 6512Z

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel: +33(0)1 40 67 42 42  
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z  
Siège social: An den Dominikanern 11-27  
50666 Cologne  
Allemagne





Annexe n°12  
à l'acte reçu le

- 6 FEV. 2019

par le notaire soussigné

**IDF9201153****Fiche Synthétique**

Pour connaître le cadre réglementaire et la méthodologie de l'inventaire historique régional, consultez le [préambule départemental](#).

**1 - Identification du site**

Commune principale BOULOGNE-BILLANCOURT (92012)

:

Raison(s) sociale(s)  
de l'entreprise :

Raison sociale	Date connue (*)
Beaudoin-Germain (Sté)	

Siège(s) social(aux)  
de l'entreprise :

Siège social	Date connue
125 rue d'Aguesseau, Boulogne	25/05/2018

Etat de connaissance Inventorié

:

Etat d'occupation du site : Activité **terminée**

Visite du site : Non

Date de première activité : (\*) 20/06/1939

Activités : Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure,...)  
Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)  
Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)  
Garages, ateliers, mécanique et soudure

(\*) La convention retenue pour l'enregistrement des dates dans la banque de données BASIAS est la suivante :

- si la date n'est pas connue, le champ est saisi ainsi : 01/01/1111, ou sans date indiquée.  
- si les dates ne sont pas connues mais qu'une chronologie relative a pu être établie dans une succession d'activités, d'exploitants, de propriétaires, ...etc., les champs "date" sont successivement :

- - 01/01/1111,
- - 01/01/1112,
- - 01/01/1113,
- - ou sans date indiquée,

- si l'année seule est connue, le champ date est : 01/01/année précise,

- si la date est connue précisément, elle est notée : jour/mois/année.



**IDF9201153****Fiche Détaillée**

Pour connaître le cadre réglementaire et la méthodologie de l'inventaire historique régional, consultez le [préambule départemental](#).

**1 - Identification du site**

Unité gestionnaire : IDF  
 Date de création de la fiche : (\*) 18/07/2003  
 Raison(s) sociale(s) de l'entreprise :

Raison sociale	Date connue (*)
Beaudoin-Germain (Sté)	

Siège(s) social(aux) de l'entreprise :

Siège social	Date connue
125 rue d'Aguesseau, Boulogne	25/05/2018

Etat de connaissance : Inventorié  
 Sous surveillance : ?  
 Visite du site : Non

**2 - Consultation à propos du site**

Consultation des services déconcentrés de l'Etat ou collectivités territoriales :

Nom du service	Consultation du service	Date de consultation du service (*)	Réponse du service	Date de réponse du service (*)
DRIRE	Non			
MAIRIE	Oui	30/08/2005	Non	

**3 - Localisation du site**

Adresses :

Numéro	Bis Ter	Type voie	Nom voie	Date modification (*)
125		rue	Aguesseau (d')	20/04/2018

Dernière adresse : 125 Rue Aguesseau (d')  
 Code INSEE : 92012  
 Commune principale : BOULOGNE-BILLANCOURT (92012)  
 Zone Lambert initiale : Lambert II étendu  
 Précision centroïde : Mètre

Projection	L.zone (centroïde)	L2e (centroïde)	L93 (centroïde)	L2e (adresse)
X (m)	592 763	592 763	644 068	592 745
Y (m)	2 426 648	2 426 648	6 860 059	2 426 688
Préc.XY	Mètre			numéro

Carte(s) et plan(s) consulté(s) :

Carte consultée	Echelle	Année édition	Présence du site	Référence dossier
-----------------	---------	---------------	------------------	-------------------

Carte consultée	Echelle	Année édition	Présence du site	Référence dossier
BOULOGNE-BILLANCOURT	1/50	1965	Oui	

#### 4 - Propriété du site

Nombre de propriétaires actuels : ?

#### 5 - Activités du site

Etat d'occupation du site :

Activité terminée

Date de première activité : (\*)

20/06/1939

Date de fin d'activité : (\*)

30/08/2005

Origine de la date :

DCD=Date connue d'après le dossier

Historique des activités sur le site :

N° activité	Libellé activité	Code activité	Date début (*)	Date fin (*)	Importance	groupe SEI	Date du début	Ref. dossier	Autres infos
1	Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure,...)	C18.1	01/01/1111	01/01/1111	Déclaration	1er groupe	DCD=Date connue d'après le dossier		
2	Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)	G45.21B	01/01/1111	01/01/1111	Déclaration	2ième groupe	DCD=Date connue d'après le dossier		
3	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	V89.03Z	01/01/1111	01/01/1111	Déclaration	1er groupe	DCD=Date connue d'après le dossier		
4	Garages, ateliers, mécanique et soudure	G45.21A	20/06/1939	01/01/1111	Autorisation	2ième groupe	DCD=Date connue d'après le dossier		

#### 6 - Utilisations et projets

Nombre d'utilisateur(s) actuel(s) : ?

#### 7 - Utilisateurs

#### 8 - Environnement



Substratum :

Calcaire tendre/Craie

Zones de contraintes et d'intérêts particuliers :

Type de zone ou d'intérêts particuliers	Distance (m)	Commentaire(s)
Monument historique (dans périmètre de 500m)	499	IAURIF 2007.

Nom de la nappe :

-

Code du système aquifère :

013a

Nom du système aquifère :

PARISIS / RIVE GAUCHE DE L'OISE

## 9 - Etudes et actions

.

## 10 - Document(s) associé(s)

## 11 - Bibliographie

Source d'information : AD92 1167W42

## 12 - Synthèse historique

## 13 - Etudes et actions Basol

(\*) La convention retenue pour l'enregistrement des dates dans la banque de données BASIAS est la suivante :

- si la date n'est pas connue, le champ est saisi ainsi : 01/01/1111, ou sans date indiquée.
- si les dates ne sont pas connues mais qu'une chronologie relative a pu être établie dans une succession d'activités, d'exploitants, de propriétaires, ...etc., les champs "date" sont successivement :

- - 01/01/1111,
- - 01/01/1112,
- - 01/01/1113,
- - ou sans date indiquée,

- si l'année seule est connue, le champ date est : 01/01/année précise,
- si la date est connue précisément, elle est notée : jour/mois/année.

**IDF9206403****Fiche Synthétique**

Pour connaître le cadre réglementaire et la méthodologie de l'inventaire historique régional, consultez le [préambule départemental](#).

**1 - Identification du site**

Commune principale BOULOGNE-BILLANCOURT (92012)

:

Raison(s) sociale(s)  
de l'entreprise :

Raison sociale	Date connue (*)
MATRA (Sté), anc. SIREM	

Siège(s) social(aux)  
de l'entreprise :

Siège social	Date connue
Lisbonne, 49 rue de, PARIS	25/05/2018

Etat de connaissance Inventorié

:

Etat d'occupation du site : Activité **terminée**

Visite du site : Non

Modificateur(s) de la  
fiche :

Nom modificateur	Date connue (*)
BRGM/EPI/ETS	01/06/2011

Date de première  
activité : (\*) 01/01/1950

Activités :  
 Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)  
 Chaudronnerie, tonnellerie  
 Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)  
 Découpage

(\*) La convention retenue pour l'enregistrement des dates dans la banque de données BASIAS est la suivante :

- si la date n'est pas connue, le champ est saisi ainsi : 01/01/1111, ou sans date indiquée.  
 - si les dates ne sont pas connues mais qu'une chronologie relative a pu être établie dans une succession d'activités, d'exploitants, de propriétaires, ...etc., les champs "date" sont successivement :

- - 01/01/1111,
- - 01/01/1112,
- - 01/01/1113,
- - ou sans date indiquée,

- si l'année seule est connue, le champ date est : 01/01/année précise,  
 - si la date est connue précisément, elle est notée : jour/mois/année.

# IDF9206403

## Fiche Détaillée

Pour connaître le cadre réglementaire et la méthodologie de l'inventaire historique régional, consultez le [préambule départemental](#).

### 1 - Identification du site

Unité gestionnaire : IDF  
 Date de création de la fiche : (\*) 30/06/2006  
 Raison(s) sociale(s) de l'entreprise :

Raison sociale	Date connue (*)
MATRA (Sté), anc. SIREM	

Siège(s) social(aux) de l'entreprise :

Siège social	Date connue
Lisbonne, 49 rue de, PARIS	25/05/2018

Etat de connaissance : Inventorié  
 Visite du site : Non  
 Modificateur(s) de la fiche :

Nom modificateur	Date connue (*)
BRGM/EPI/ETS	01/06/2011

### 2 - Consultation à propos du site

### 3 - Localisation du site

Adresses :

Numéro	Bis Ter	Type voie	Nom voie	Date modification (*)
117		rue	Aguesseau (d')	20/04/2018

Dernière adresse : 117 Rue Aguesseau (d')  
 Code INSEE : 92012  
 Commune principale : BOULOGNE-BILLANCOURT (92012)  
 Zone Lambert initiale : Lambert II étendu  
 Précision centroïde : Mètre

Projection	L.zone (centroïde)	L2e (centroïde)	L93 (centroïde)	L2e (adresse)
X (m)	592 780	592 780	644 085	592 742
Y (m)	2 426 700	2 426 700	6 860 110	2 426 724
Préc.XY	Mètre			numéro

Carte(s) et plan(s) consulté(s) :

Carte consultée	Echelle	Année édition	Présence du site	Référence dossier
Plans des ateliers	1/50	1958	Oui	n° 24853/A
Plan de masse	1/200	1958	Oui	n° 24853/A
Plan de situation	1/5000	1950	Oui	n° 24853/A

## 4 - Propriété du site

Cadastre :

Nom du cadastre	Date du cadastre (*)	Echelle	Précision	Section cadastre	N° de parcelle
				-	-

Nombre de propriétaires actuels : ?

## 5 - Activités du site

Etat d'occupation du site :

Activité terminée

Date de première activité : (\*)

01/01/1950

Date de fin d'activité : (\*)

30/08/2005

Origine de la date :

DCD=Date connue d'après le dossier

Historique des activités sur le site :

N° activité	Libellé activité	Code activité	Date début (*)	Date fin (*)	Importance	groupe SEI	Date du début	Ref. dossier	Autres infos
1	Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)	C25.61Z	01/01/1950	01/01/1111	Autorisation	1er groupe	RD=Récépissé de déclaration	n° 24853/A	
2	Chaudronnerie, tonnellerie	C25.22Z	22/01/1959	01/01/1111	Autorisation	2ième groupe	AP=Arrêté préfectoral	n° 24853/A	
3	Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)	C25.61Z	22/01/1959	01/01/1111	Autorisation	1er groupe	AP=Arrêté préfectoral	n° 24853/A	
4	Décolletage	C25.62A	22/01/1959	01/01/1111	Autorisation	1er groupe	AP=Arrêté préfectoral	n° 24853/A	

Exploitant(s) du site :

Nom de l'exploitant ou raison sociale	Date de début d'exploitation (*)	Date de fin d'exploitation (*)
Sté SIREM	01/01/1950	31/12/1958
Sté MATRA	31/12/1958	



## 6 - Utilisations et projets

Nombre d'utilisateur(s) actuel(s) : ?

Site réaménagé : OUI

Réaménagement sensible : OUI

## 7 - Utilisateurs

## 8 - Environnement

Substratum :

Calcaire tendre/Craie

Zones de contraintes et d'intérêts particuliers :

Type de zone ou d'intérêts particuliers	Distance (m)	Commentaire(s)
Monument historique (dans périmètre de 500m)	499	IAURIF 2007.

Nom de la nappe :

-

Code du système aquifère :

013a

Nom du système aquifère :

PARISIS / RIVE GAUCHE DE L'OISE

## 9 - Etudes et actions

.

## 10 - Document(s) associé(s)

## 11 - Bibliographie

Source d'information : Préfecture des Hauts-de-Seine, dossier n° 24853/A

## 12 - Synthèse historique

## 13 - Etudes et actions Basol

(\*) La convention retenue pour l'enregistrement des dates dans la banque de données BASIAS est la suivante :

- si la date n'est pas connue, le champ est saisi ainsi : 01/01/1111, ou sans date indiquée.
- si les dates ne sont pas connues mais qu'une chronologie relative a pu être établie dans une succession d'activités, d'exploitants, de propriétaires, ...etc., les champs "date" sont successivement :

- - 01/01/1111,
- - 01/01/1112,
- - 01/01/1113,
- - ou sans date indiquée,

- si l'année seule est connue, le champ date est : 01/01/année précise,

- si la date est connue précisément, elle est notée : jour/mois/année.

**IDF9207138****Fiche Synthétique**

Pour connaître le cadre réglementaire et la méthodologie de l'inventaire historique régional, consultez le [préambule départemental](#).

**1 - Identification du site**

Commune principale BOULOGNE-BILLANCOURT (92012)

:

Nom(s) usuel(s) : Carrosserie

Raison(s) sociale(s)  
de l'entreprise :

Raison sociale	Date connue (*)
Boulogne Carrosserie DE (Société)	

Siège(s) social(aux)  
de l'entreprise :

Siège social	Date connue
92 Boulogne-Billancourt, 96 rue d'Aguesseau	25/05/2018

Etat de connaissance Inventorié

:

Etat d'occupation du site : **Activité terminée**

:

Visite du site : Non

Date de première  
activité : (\*) 11/12/1966

Activités : Chaudronnerie, tonnellerie

Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)

(\*) La convention retenue pour l'enregistrement des dates dans la banque de données BASIAS est la suivante

:

- si la date n'est pas connue, le champ est saisi ainsi : 01/01/1111, ou sans date indiquée.

- si les dates ne sont pas connues mais qu'une chronologie relative a pu être établie dans une succession d'activités, d'exploitants, de propriétaires, ...etc., les champs "date" sont successivement :

- - 01/01/1111,
- - 01/01/1112,
- - 01/01/1113,
- - ou sans date indiquée,

- si l'année seule est connue, le champ date est : 01/01/année précise,

- si la date est connue précisément, elle est notée : jour/mois/année.

# IDF9207138

## Fiche Détaillée

Pour connaître le cadre réglementaire et la méthodologie de l'inventaire historique régional, consultez le [préambule départemental](#).

### 1 - Identification du site

Unité gestionnaire : IDF  
 Date de création de la fiche : (\*) 06/11/2006  
 Nom(s) usuel(s) : Carrosserie  
 Raison(s) sociale(s) de l'entreprise :

Raison sociale	Date connue (*)
Boulogne Carrosserie DE (Société)	

Siège(s) social(aux) de l'entreprise :

Siège social	Date connue
92 Boulogne-Billancourt, 96 rue d'Aguesseau	25/05/2018

Etat de connaissance : Inventorié  
 Visite du site : Non

### 2 - Consultation à propos du site

### 3 - Localisation du site

Adresses :

Numéro	Bis Ter	Type voie	Nom voie	Date modification (*)
96		rue	Aguesseau (d')	20/04/2018

Dernière adresse : 96 Rue Aguesseau (d')  
 Code INSEE : 92012  
 Commune principale : BOULOGNE-BILLANCOURT (92012)  
 Zone Lambert initiale : Lambert II étendu  
 Précision centroïde : Décamètre

Projection	L.zone (centroïde)	L2e (centroïde)	L93 (centroïde)	L2e (adresse)
X (m)	592 720	592 720	644 025	592 747
Y (m)	2 426 733	2 426 733	6 860 144	2 426 544
Préc.XY	Décamètre			numéro

### 4 - Propriété du site

Nombre de propriétaires actuels : ?

### 5 - Activités du site

Etat d'occupation du site : Activité terminée  
 Date de première activité : (\*) 11/12/1966  
 Date de fin d'activité : (\*) 17/11/1975

Origine de la date :

DCD=Date connue d'après le dossier

Historique des activités sur le site :

N° activité	Libellé activité	Code activité	Date début (*)	Date fin (*)	Importance	groupe SEI	Date du début	Ref. dossier	Autres infos
1	Chaudronnerie, tonnellerie	C25.22Z	12/12/1966	01/11/1975	Déclaration	2ième groupe	DCD=Date connue d'après le dossier	Préf-92-73175/D	
2	Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)	C25.61Z	12/12/1966	01/11/1975	Déclaration	1er groupe	DCD=Date connue d'après le dossier	Préf-92-73175/D	

Commentaire(s) :

Immeuble d'habitations.

## 6 - Utilisations et projets

Nombre d'utilisateur(s) actuel(s) : ?

## 7 - Utilisateurs

## 8 - Environnement

Substratum :

Calcaire tendre/Craie

Zones de contraintes et d'intérêts particuliers :

Type de zone ou d'intérêts particuliers	Distance (m)	Commentaire(s)
Monument historique (dans périmètre de 500m)	499	IAURIF 2007.

Nom de la nappe :

-

Code du système aquifère :

013a

Nom du système aquifère :

PARISIS / RIVE GAUCHE DE L'OISE

## 9 - Etudes et actions

.

## 10 - Document(s) associé(s)

## 11 - Bibliographie

Source d'information : Préfecture des Hauts-de-Seine, dossier n° 73175/D



## 12 - Synthèse historique

## 13 - Etudes et actions Basol

(\*) La convention retenue pour l'enregistrement des dates dans la banque de données BASIAS est la suivante :

- si la date n'est pas connue, le champ est saisi ainsi : 01/01/1111, ou sans date indiquée.  
- si les dates ne sont pas connues mais qu'une chronologie relative a pu être établie dans une succession d'activités, d'exploitants, de propriétaires, ...etc., les champs "date" sont successivement :

- - 01/01/1111,
- - 01/01/1112,
- - 01/01/1113,
- - ou sans date indiquée,

- si l'année seule est connue, le champ date est : 01/01/année précise,  
- si la date est connue précisément, elle est notée : jour/mois/année.

## Pollution des sols : BASOL

Base de données BASOL sur les sites et sols pollués  
(ou potentiellement pollués) appelant  
une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif

Présentation / Actualités  
Recherche  
Tableaux de bord  
Approche nationale  
FAQ  
Glossaire  
Liens  
Contactez-nous

Télécharger au format CSV

### Critères de recherche

Mot-clé : **boulogne-billancourt**  
Département : **92 - Hauts-de-Seine / Ile-de-France**

4 réponses - affichage de 1 à 4

#### 📍 92 - Boulogne-Billancourt - ILE SEGUIN

L'île Seguin occupe une superficie d'environ 13 ha qui était dédiée à la construction automobile et dont l'activité a cessé en 1992. Les opérations de réhabilitation ont commencé par une première phase (1998-2000) ; une seconde phase de réhabilitation a repris après démolition complète des anciens bâtiments et confortement des berges. Le site est maintenant réhabilité. Un procès verbal de récolement a été dressé le 3 juillet 2009 constatant la réalisation des objectifs de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2006.

#### 📍 92 - Boulogne-Billancourt - MAYSSONNIER

Le site accueillait un atelier de traitement de surface (traitement de pièces métalliques dans des bains) depuis les années 1960. L'activité de Mayssonnier était classée sous la rubrique R2565 de la nomenclature des installations classées et était dûment autorisée par arrêté préfectoral du 18/02/1988. La société Mayssonnier a arrêté ses activités le 31 janvier 2004, les différents bains de traitement ont été enlevés en octobre 2004.

#### 📍 92 - Boulogne-Billancourt - RENAULT TRAPEZE - ZONE BL1/BL2

Le site du Trapèze est un ancien site exploité par Renault (construction automobile) qui représente une superficie d'environ 30 ha au sud de Boulogne, en bordure de Seine. Le site a été réhabilité: il est en grande partie réaménagé, à l'exception ...

#### 📍 92 - Boulogne-Billancourt - TOTAL RAFFINAGE MARKETING

La station service est exploitée depuis les années 1980 (Récépissé de déclaration du 11/07/1988). Elle est au pied de deux immeubles d'habitations. Une fuite d'essence a eu lieu le 29 janvier 2014, la station est depuis en arrêt temporaire.



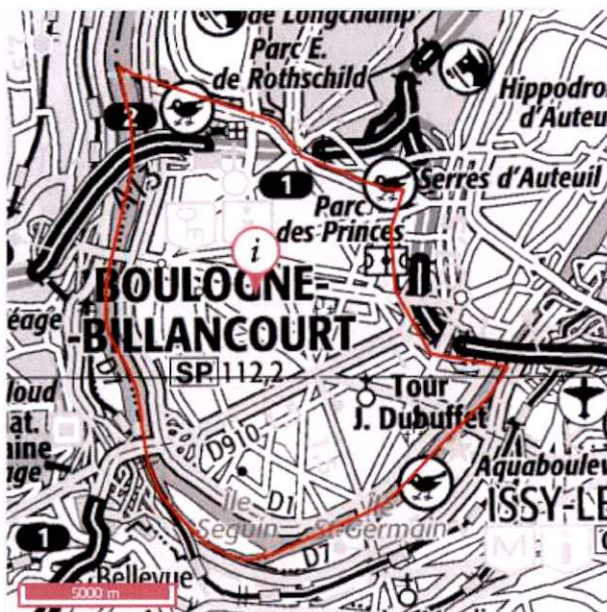
Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques (ERNMT) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

## Localisation



### Adresse :

113 r d'aguessau, 92100 Boulogne-Billancourt



## Informations sur la commune

Nom : BOULOGNE-BILLANCOURT

Code Postal : 92100

Département : HAUTS-DE-SEINE

Région : Ile-De-France

Code INSEE : 92012

Commune dotée d'un DICRIM : Oui, publié le 31/05/2017

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 5 (*détails en annexe*)

Population à la date du 09/01/2019 : 114205

## Quels risques peuvent impacter la localisation ?



Inondation



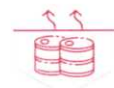
Retrait-gonflements des sols  
*Aléa faible*



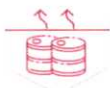
Séismes  
*1 - TRES FAIBLE*



Installations industrielles



Sites et sols industriels



Sites inventaire BASIAS



Installations nucléaires



? L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INNONDATIONS ?

Territoire à Risque important d'Inondation - TRI

Localisation située dans un territoire à risque important d'inondation : Oui

? Cette carte (Territoires à Risques importants d'Inondations – TRI) représente des zones pouvant être inondées. Ces zones sont déterminées soit en fonction d'un historique d'inondation passées soit en fonction de calculs. Trois périodes de temps sont ainsi retenues : évènement fréquent, moyen, et extrême pour situer dans le temps la possibilité d'une inondation et sa force.



Source: BRGM

Nom du TRI	Aléa	Cours d'eau	Arrêté du préfet coordonnateur de bassin	Arrête stratégie locale	Arrêté préfet / parties prenantes	Arrêté d'approbation de la partie locale	Arrêté TRI national
TRI Métropole Francilienne	Inondation - Par une crue à débordement lent de cours d'eau		2012-11-27				



## Informations historiques sur les inondations

3 événements historiques d'inondations sont identifiés dans le département HAUTS-DE-SEINE

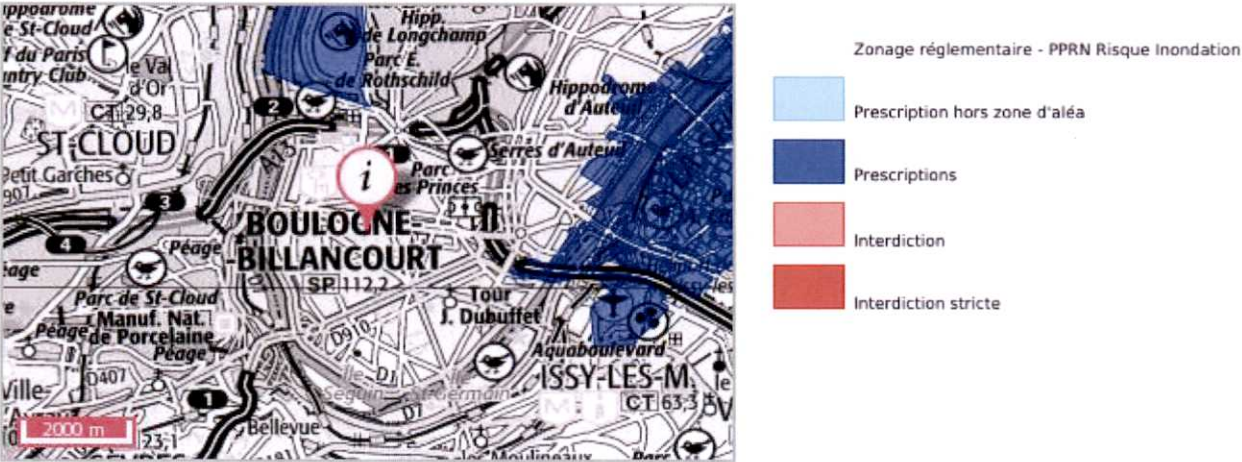
Date de l'évènement (date début / date fin)	Type d'inondation	Dommages sur le territoire national	
		Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels(€)
07/04/1983 - 12/04/1983	Ruissellement rural, Crue nivale, Crue pluviale (temps montée indéterminé), rupture d'ouvrage de défense, Nappe affleurante, Barrage	de 1 à 9 morts ou disparus	inconnu
09/01/1955 - 30/01/1955	Crue pluviale lente (temps montée tm > 6 heures), Nappe affleurante	de 1 à 9 morts ou disparus	30M-300M
31/12/1909 - 27/01/1910	Crue pluviale lente (temps montée tm > 6 heures), Mer/Marée, Crue nivale, rupture d'ouvrage de défense, Nappe affleurante, Ruissellement rural	de 10 à 99 morts ou disparus	300M-3G

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Inondation : Oui

?

Le PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques. Il définit aussi des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.



PPR	Aléa	Préscrit le	Enquêté le	Approuvé le	Révisé le	Annexé au PLU le	Déprescrit / annulé / abrogé le	Révisé
PPRI de la Seine	Par une crue à débordement lent de cours d'eau	29/05/1998		09/01/2004	07/07/2017			

?

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un assèchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA PRÉSENCE D'ARGILE ?

Localisation exposée aux retrait-gonflements des sols argileux : Oui

Type d'exposition de la localisation : Aléa faible

?

Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).



Source: BRGM-MTES

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Retrait-gonflements des sols argileux : Non



Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

Mouvements de terrain recensés dans un rayon de 500 m : Non

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : Non





Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CAVITÉ SOUTERRAINE ?

Cavités recensées dans un rayon de 500 m : Non

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Cavités souterraines : Non



Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

### QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA LOCALISATION ?

Type d'exposition de la localisation : 1 - TRES FAIBLE



Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.



Source: BRGM

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Séismes : Non



Cette rubrique recense les différents sites qui accueillent ou ont accueilli dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Différentes bases de données fournissent les informations sur les Sites pollués ou potentiellement pollués (BASOL), les Secteurs d'information sur les sols (SIS) introduits par l'article L.125-6 du code de l'environnement et les Anciens sites industriels et activités de service (BASIAS).

## LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE DE SITES POLLUÉS OU POTENTIELLEMENT POLLUÉS (BASOL) ?

Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : **Oui**



Sur cette carte, sont indiqués les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif. La carte représente les implantations dans un rayon de 500 m autour de votre localisation.



- ▲ Sites pollués BASOL, coordonnées xy
- Sites pollués BASOL, point sur la commune
- Zone de recherche

Source: MTES, DREAL/DRIEE

## LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'ANCIENS SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICE (BASIAS) ?

Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : **Oui**



Sur cette carte, sont indiqués les anciens sites industriels et activités de service recensés à partir des archives disponibles, départementales et préfectorales.... La carte représente les implantations dans un rayon de 500 m autour de votre localisation.



- Sites Basias (XY du centre du site)
- Sites Basias (XY de l'adresse du site)
- Zone de recherche

Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA RÉGLEMENTATION SUR LES SECTEURS D'INFORMATION  
DES SOLS (SIS) ?

---

Présence de Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans un rayon de 1000 m : Non



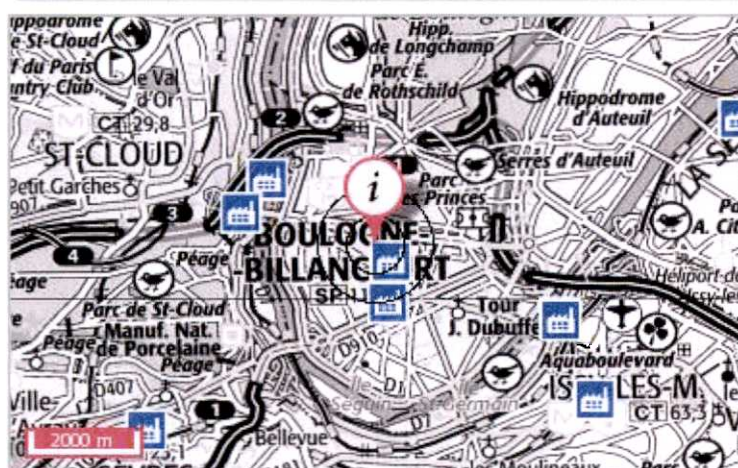
? Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

## LA LOCALISATION EST-ELLE ÊTRE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 500 m : 2

Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 6

? Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



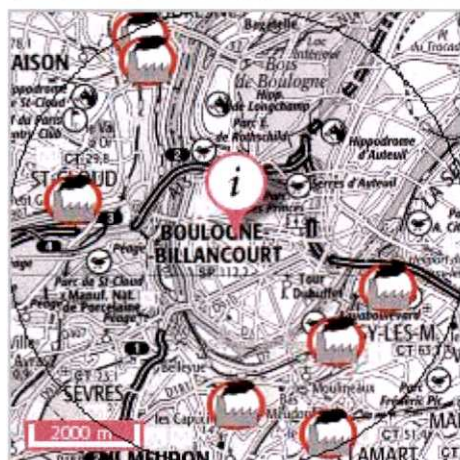
Source: BRGM

- Installations classées (Grande échelle)
- Usine Seveso
  - Usine non Seveso
  - Elevage de bovin
  - Elevage de volaille
  - Elevage de porc
  - Carrière
  - Zone de recherche

## LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5 km : 12

? Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon de 5km a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information.



Source: BRGM

- STEP
- Elevage
- Industries
- Zone de recherche

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRT Installations industrielles : Non



Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement.

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

Localisation exposée à des canalisations de matières dangereuses dans un rayon de 500 m : Non





Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

## LA LOCALISATION EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

Localisation exposée à des installations nucléaires recensées dans un rayon de 10 km : Oui

Localisation exposée à des centrales nucléaires recensées dans un rayon de 20 km : Non



La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion



Source: BRGM





Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m<sup>3</sup> (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

### QUEL EST LE POTENTIEL RADON DE LA COMMUNE DE VOTRE LOCALISATION ?

Le potentiel radon de la commune de votre localisation est : **potentiel de catégorie 1 (faible)**



La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories. Celle-ci fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne présage en rien des concentrations présentes dans votre habitation, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc.) (Source : IRSN).



Source: IRSN

Pour en savoir plus : consulter le site de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire sur le potentiel radon de chaque catégorie.

### Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

Définition juridique (source : décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 et décret n° 2004-554 du 9 juin 2004)

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication.

Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

### Catastrophe naturelle

Définition juridique (source : guide général PPR)

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: «sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion «d'intensité anormale» et le caractère «naturel» d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare «l'état de catastrophe naturelle».

### Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

Définition juridique (source: <http://www.prim.net>)

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé.

Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle.

Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage.

Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique).

Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://glossaire.prim.net/>.

## Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 5

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
92PREF19990027	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations et coulées de boue : 4

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
92PREF19990012	30/05/1999	30/05/1999	29/09/1999	20/10/1999
92PREF20060003	23/06/2005	23/06/2005	02/03/2006	11/03/2006
92PREF20160015	28/05/2016	05/06/2016	15/06/2016	16/06/2016
92PREF20180002	15/01/2018	05/02/2018	14/02/2018	15/02/2018



Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour d'un lieu choisi par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre une localisation donnée et des informations aléas, administratives et réglementaires. La localisation par adresse, pointage sur la carte, ou par GPS, présente des imprécisions dues à divers facteurs : lecture du positionnement, qualité du GPS, référentiel utilisé pour la géolocalisation des données. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

### Description des données

Le site [Géorisques.gouv.fr](http://Géorisques.gouv.fr), développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

### Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apporte aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée en cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR ou le BRGM utilise les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercie par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantit pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peut modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

### Droits d'auteur

Le «Producteur» garantit au «Réutilisateur» le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de «l'Information» soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous. Vous êtes Libre de réutiliser «L'information» :

- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer «l'Information» ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de «l'Information», notamment pour créer des «Informations dérivées» ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres «Informations», ou en l'incluant dans votre propre produit ou application. sous réserve de mentionner la paternité de «l'Information» :
  - sa source (a minima le nom du «Producteur») et la date de sa dernière mise à jour.

Le «Ré-utilisateur» peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers «l'Information» et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de «l'Information», ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le «Producteur», ou par toute autre entité publique, du «Ré-utilisateur» ou de sa réutilisation.

### Accès et disponibilité du service et des liens

Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.





Vous êtes ici : Accueil &gt; Recherche des Installations Classées &gt; Résultats de la recherche



Site national PPRT

## Généralités

Services d'inspection  
Installation classée : principes  
La déclaration par téléservice  
Régime d'enregistrement  
Régime d'autorisation  
L'autorisation unique  
L'étude d'impact  
L'étude de dangers  
Surveillance par l'exploitant  
Contrôles de l'inspection  
Aspects financiers  
Responsabilité et contentieux  
Information du public  
Elaboration de la réglementation  
Echanges internationaux

## Thématiques

Air  
Bruit et vibrations  
Déchets  
Directive IED (Industrial  
Emissions Directive) - BREF  
Eau  
Impacts sanitaires  
Radioprotection  
Risques accidentels  
Risques naturels  
Sites et sols pollués  
Substances et préparations  
chimiques

## Secteurs

Activités de soins  
Agriculture  
Agroalimentaire, boissons  
Bois, papier, carton, imprimerie  
Carrières  
Chimie  
Energie  
Entrepôts, commerces  
Eoliennes  
Industrie minérale

## Résultats de la recherche

## Critères de recherche

Dans la région : ILE DE FRANCE

Dans le département : HAUTS DE SEINE (92)

Dans une commune dont le nom commence par : boulogne-billancourt

Etablissements 1 à 4 sur un total de 4 établissement(s) trouvé(s).

Nom établissement	Code postal	Commune	Régime	Statut Seveso
CECOBIL	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	Enregistrement	Non Seveso
IDEX SEGUIN RIVE DE SEINE ENERGIES - ISE	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	Inconnu	Non Seveso
IDEX SEGUIN RIVE DE SEINE ENERGIES - ISE	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	Inconnu	Non Seveso
IDEX SEGUIN RIVE DE SEINE ENERGIES - ISE	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	Inconnu	Non Seveso

Exporter les résultats au format CSV

&lt; 1 &gt;

Retour au formulaire de recherche

Pétrole et gaz  
Sidérurgie, métallurgie  
Textiles, cuirs et peaux  
Traitement des déchets

## Tous nos sites

MTES  
AIDA  
Emissions Polluantes (IREP)  
Portail SITES-POLLUES  
BASOL  
BASIAS  
PRIM NET  
ARIA  
GIDAF

[Site du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire](#)

[Ecrivez-nous](#) [Plan du site](#) [Infos légales](#)